



LA MÉTÉO: PASSAGES NUAGEUX, VENTS MODÉRÉS.
MINIMUM: -5°, MAXIMUM: 3°.
DEMAIN: ENNUAGEMENT. DÉTAILS PAGE A 2

GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
24 SUCCURSALES
À MONTRÉAL 336-5330

PENDANT QUE LES NÉGOCIATIONS SE POURSUIVENT

SQ: les parties en seraient venues à une « quasi-entente »

■ QUÉBEC — Aucun accord n'était encore intervenu à 23 h 00 hier soir, mais les négociations se poursuivaient toujours entre le gouvernement et les 4 300 agents de la Sûreté du Québec.

LOUIS FALARDEAU
de notre bureau de Québec

Ni le responsable gouvernemental, le ministre de la Justice, Pierre-Marc Johnson, ni le président de l'APPQ, M. Raymond Richard, n'ont voulu faire le moindre commentaire au cours de la journée.

Mais le premier ministre René Lévesque, qui était en visite dans l'Outaouais, a déclaré au milieu de l'après-midi que les parties en étaient venues à une « quasi-entente » et qu'il ne restait plus qu'un point en litige.

Le seul fait que les négociations se soient poursuivies largement au-delà de la limite de midi imposée par le gouvernement indique qu'une entente est apparue possible aux négociateurs des deux parties.

La dernière clause à régler, selon une source, aurait trait au fonds de pension des policiers. Le gouvernement a déjà offert

de le reconduire jusqu'en 1989 mais l'APPQ demanderait une prolongation additionnelle de deux années.

Selon une autre source, le litige porterait plutôt sur les mesures disciplinaires dont le syndicat exigerait la levée ou tout au moins des garanties quant à leur sévérité. Si c'est le cas, il convient d'être moins optimiste puisque le gouvernement a promis de ne pas céder sur ce sujet.

Il avait également déclaré qu'il n'était pas question de modifier le décret qui n'accorde aucune hausse de salaire en 85. S'il a fait des concessions, elles portent donc sur l'année 1987, qui suit l'expiration du décret. Le ministre de la Justice a également offert de revoir toute la structure de rémunération de ses agents.

Les négociations, qui avaient repris jeudi soir après la rencontre au sommet au bureau du Premier ministre, se sont poursuivies jusqu'au petit matin de vendredi.

Les deux délégations, conduites par Me Richard Drouin pour le gouvernement, et M. Richard, pour l'APPQ, se sont alors retirées dans leurs suites, situées au

onzième et au huitième étage de l'hôtel.

Mais les contacts n'ont pas cessé pour autant puisque les nombreux journalistes qui faisaient le pied de grue dans les corridors ont pu voir plusieurs émissaires porter des textes d'un étage à l'autre.

Vers 13 h 45, les deux groupes sont descendus au rez-de-chaussée pour une nouvelle séance de négociation qui devait durer deux heures. Assaillis à l'aller et au retour par une meute de journalistes, les négociateurs ont gardé un mutisme complet, refusant de faire le moindre commentaire.

Les reporters en ont donc été réduits à constater que les mines semblaient plus réjouies à l'entrée qu'à la sortie.

Intercepté un peu plus tard, Me Drouin a tout au plus consenti à expliquer son silence par le fait que la situation était très volatile.

Il se rendait alors au bureau du premier ministre participer à une réunion à laquelle assistaient le ministre de la Justice, le secrétaire général du conseil exécutif, Louis Bernard, et la directrice de cabinet de M. Lévesque, Martine Tremblay. Le pre-



Raymond Richard

mier ministre s'est même joint au groupe par téléphone pendant quelques minutes pour discuter le coup.

Vers 20 h 00, le gouvernement annonçait que les deux parties retournaient à la salle des négociations. Tout indiquait alors que les pourparlers pourraient se prolonger encore tard dans la nuit.

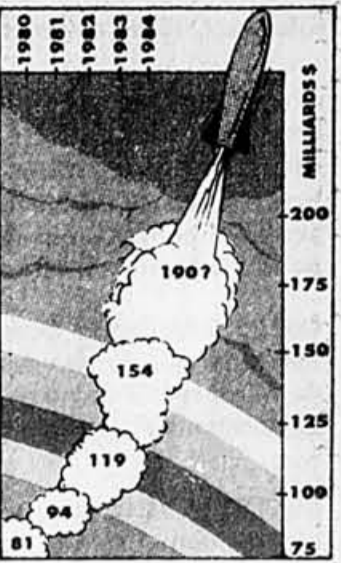
Rappelons que le conflit qui oppose les 4 300 agents de la SQ au gouvernement dure depuis plus d'un an. Les négociations portant sur le renouvellement de la convention collective échue le 31 décembre 1983 ont été difficiles dès le début.

Les policiers ont notamment manifesté leur mauvaise humeur en laissant pousser leur barbe et en portant le jean.

La décision du gouvernement de recourir à l'arbitrage a provoqué une brève accalmie. Mais le conflit s'est envenimé le 15 novembre dernier lorsque le Conseil des ministres a décidé de ne pas retenir la recommandation de l'arbitre et d'imposer par décret les conditions de travail des policiers.

Cette décision devait provoquer une recrudescence des moyens de pression des syndiqués qui sont allés jusqu'à refuser d'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

AUJOURD'HUI



Huit bonnes raisons de réduire le déficit

Même si on parle beaucoup de déficit à Ottawa, la question ne préoccupe pas vraiment les Canadiens. Alain Dubuc tente de briser ce mur de l'indifférence.

page C 1



SELON UN RAPPORT ACCABLANT

Les cégeps préparent mal les étudiants au marché du travail

■ Les cégeps vivent en vase clos et, selon plusieurs, sont devenus le parc de stationnement d'une grande partie de notre jeunesse, déplore un rapport inédit d'un comité de la Fédération des cégeps.

ANDRÉ NOËL

Communément appelé le rapport IFAUT, le document du comité d'insertion des finissants au marché du travail circule parmi les 44 cégeps de la province depuis plus d'un an mais a été accueilli froidement en raison de ses critiques acerbes.

« On a parfois l'impression qu'il (le cégep) se suffit à lui-même et qu'il vit de l'intérieur comme si le monde extérieur ne pouvait rien lui apporter, affirme le comité. Le cégep persiste,

selon nous, à s'adonner à la pratique du vase clos.

« Certains expliquent cette situation étonnante par les caractéristiques propres aux organismes subventionnés qui, comme toute bureaucratie, fonctionnent pour fonctionner en complète indifférence de la loi du marché. »

Pour plusieurs observateurs, poursuit le rapport, « les cégeps sont devenus le parc de stationnement d'une grande partie de notre jeunesse ».

Une annexe au rapport soutient que le cégep est « un appareil de la société bureaucratique, dûment équipé de règles rigides et de comportements stéréotypés et sclérosés ».

Le rapport affirme aussi que les cégeps, fréquentés par 140 000 étudiants à temps plein et

80 000 à temps partiel, « sont à la remorque de la société, des étudiants eux-mêmes ».

Avec des subventions de \$695 millions par année, les collèges d'enseignement général et professionnel sont des appareils lourds qui continuent de fonctionner comme s'ils n'avaient pas encore relevé le défi posé lors de leur création en 1967, alors que le défi actuel est tout autre.

Les membres du comité accusent les cégeps de se préoccuper beaucoup plus d'augmenter leur clientèle scolaire que de s'assurer que leurs diplômés se trouvent des emplois.

« Cette clientèle, gonflée artificiellement par la conjoncture économique, laisse l'illusion que tout va bien: les cégeps ne sont

pas pleins à craquer? Mais il semble que, dans nos collèges, on se préoccupe beaucoup plus de la porte avant que de la porte arrière. Comparons le budget de la publicité à celui du placement. »

Soulignant que la moitié des finissants des cégeps ne se trouvaient pas d'emploi dans leur spécialité en 1983, le rapport IFAUT affirme que la formation collégiale prépare mal les étudiants au marché du travail.

« Lorsqu'il est demandé aux employeurs ce qu'ils attendent des diplômés des collèges, ils vous répondent invariablement, entre autres choses, la mobilité, une bonne connaissance de la langue seconde, l'autonomie et le sens de l'initiative (...)

« Pendant ce temps les diplô-

més de nos collèges continuent de chercher dans leur localité des emplois qui n'existent pas, de prétendre parler une langue dans laquelle ils ne savent pas se faire comprendre. En outre, ces détenteurs d'un diplôme sont quelquefois incapables de l'autonomie attendue et du sens de l'initiative désiré. »

Le directeur de la Fédération des cégeps, Yvon Robert, a dit hier que la situation s'était améliorée depuis le rapport IFAUT, qu'il a qualifié d'« incomplet ».

Le président du comité, Denis Lebel, a cependant affirmé hier que les cégeps continuent d'être « des milieux fermés qui se concentrent sur leurs problèmes internes plutôt que sur leur raison d'être ».

voir CÉGEPS en A 2

SOMMAIRE

- Annonces classées ... C 9, D 18, H 1 à H 18
- Habitat D 1 à D 17
- Arts et Spectacles B 5, E 1 à E 20, F 1 à F 7
- Horaires E 12
- Bandes dessinées X 17, X 18
- Bricolage D 10
- Bridge Z 7
- Carrières et profess. . Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 6
- Décès, naissances, etc. B 9
- Économie C 1 à C 9
- Êtes-vous observateur? H 9
- FEUILLETON
- Au nom du père et du fils H 5
- « Génies en herbe » X 17
- Horoscope H 2
- Jardinage D 6
- Le monde A 12
- Loterie - résultats B 11
- Maisons d'enseign.: G 8, G 9
- Mots croisés H 7, H 9
- « Mot mystère » H 3
- Pleins feux A 7 à A 9
- Quoi faire F 8
- Restaurants F 9 à F 12
- Sciences Z 8
- Sports G 1 à G 7
- Chasse et pêche G 5
- Télévision F 7
- Timbres Z 7
- Vacances-voyage X 1 à X 16
- Vivre aujourd'hui B 1 à B 3

L'Espagne et le Portugal admis au sein de la Communauté économique européenne

page A 12



plus Les chiffres donnent le vertige. Chaque seconde, il se dépense dans le monde près de \$40 000 en armes et en matériel militaire. LA PRESSE/PLUS fait le point.



Les poussins. Pâques: beaucoup moins populaires que par le passé

Pour elle, les hommes se battent

Dans l'opéra filmé Carmen qui sort sur nos écrans cette semaine, la comédienne-danseuse-chanteuse Julia Migenes-Johnson fait reculer les frontières de la sensualité et de l'envoûtement au-delà du supportable. Pour elle, les hommes se battent, tuent et meurent.

page E 1

Des vacances au Canada?

Avec la dégringolade du dollar canadien, bien des Canadiens ont mis un « X » sur les destinations américaines pour leurs vacances. Pourquoi, alors, ne pas penser à des vacances au Canada?

page X 1

SONY GARANTIE SANS SAISON

Téléviseur Unique Garantie Unique Occasion Unique

Trinitron 20" KV-1970 R
• 105 CANAUX
• TÉLÉCOMMANDE
799\$

le petit magasin au grand grand choix!

Dumoulin
783 Mistral (coin 8250 St-Hubert) 388-4777

50 VIDEOS + 75 TV FN MONTRE

Metropolitain
Mistral
Metro
Jarry

A DEUX PAS DU METRO JARRY
A DEUX PAS DE METROPOLITAIN

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON: Le « dossier noir » du Syndicat canadien de la fonction publique soulève la question fondamentale des « coupures » dans les services de santé. **page A 7**

JACQUES BOUCHARD: L'insistance des libéraux fédéraux à vouloir participer aux prochaines élections générales au Québec embarrasse Robert Bourassa. **page A 8**

PLEINS FEUX

CHARLES DAVID: L'état de santé précaire du président brésilien Tancredo Neves remet en question le fragile équilibre politique qui règne dans ce pays depuis la fin de la dictature militaire. **page A 8**

GILLES GAUTHIER: Dossier tumultueux qui était momentanément tombé dans l'oubli, le sort de l'aéroport de Mirabel fait de nouveau la manchette à la suite des déclarations du président d'Air Canada. **page A 7**

GILBERT LAVOIE: Le ministre Joe Clark, qui a perdu des plumes dans l'affaire, est furieux de ne pas avoir été prévenu par Washington de l'intention des États-Unis de profiter de la réunion de l'OTAN, au Luxembourg, pour inviter les alliés à l'initiative de la « guerre des étoiles ». **page A 7**

DANIEL RAUNET: Chaque mercredi de la semaine qui précède l'arrivée des châteaux de bien-être social, le même scénario se reproduit à Vancouver: des centaines de personnes font la queue pour obtenir de quoi manger pendant deux ou trois jours. **page A 9**

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE: « Touche pas à mon pote » est un slogan qui fait fureur en France. Le « pote » en question c'est l'étranger, l'immigré portugais, maghrébin ou africain. **page A 9**

ARTS ET SPECTACLES

RÉGINALD MARTEL: En ce centenaire de Victor Hugo, il peut être agréable de plonger, séduit, dans un océan de vers de celui qui fut un insulaire, bien malgré lui. **page E 1**

DU VIN

JACQUES BENOIT: Dans les Maisons des vins et dans les succursales régionales, on peut trouver des vins de Dolcetto, très fruités, séduisants, que l'on appelle parfois les Beaujolais d'Italie. **page F 11**

PHILATÉLIE

DENIS MASSE: Voici revenu le temps des expositions présentées par les sociétés philatéliques. **page Z 11**

SCIENCES

PIERRE VINCENT: Regards sur une oreille qui est à mi-chemin entre l'humaine et la bionique, et que l'on a greffée sur un Québécois cette semaine. **page Z 12**

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON: Des jeunes rêvent d'un cirque permanent au Québec, un rêve « fou » mais réalisable, disent-ils. **page B 1**

CHEZ SOI

LAURIER CLOUTIER: Le projet d'autoconstruction de la société Ro-Na mise sur 10 000 maisons neuves. **page D 1**

DEMAIN

dans LA PRESSE

■ On attribue à juste titre l'invention de la motoneige à J.-Armand Bombardier. Mais saviez-vous que plus de 20 ans avant la sortie du premier véhicule fabriqué par M. Bombardier, et plus d'un demi-siècle avant la mise en marché du « Ski-Doo », LA PRESSE faisait largement état de la motoneige dans ses pages, comme vous pourrez le lire dans LA PRESSE d'autrefois.

■ Un dossier de Laurier CLOUTIER sur les Caisses d'entraide, quatre ans après la crise qu'elles ont vécue.

■ Les Grands frères et les Grandes sœurs de Montréal ont 10 ans. Qui sont-ils ? Qui sont-elles ? Comment sont-ils(elles) appréciés(es) des jeunes ? Liliane Lacroix vous le raconte.

La Quotidienne à trois chiffres à quatre chiffres
Tirage d'hier 604 4333

LA MÉTÉO

DATE: Samedi 30 mars 1985
AUJOURD'HUI: Min.: -5° Max.: 3°

ENSOLEILLÉ
DEMAIN: ENNUAGEMENT

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-12	0	Ensoleillé
Outouais	-5	3	Ensoleillé
Laurentides	-10	0	Ensoleillé
Cantons de l'Est	0	4	Ensoleillé
Mauricie	-7	0	Ensoleillé
Québec	-5	2	Ensoleillé
La-Croix	-7	0	Ensoleillé
La-Saint-Jean	-7	0	Ensoleillé
Rimouski	-3	0	Nuageux
Gaspésie	-3	0	Nuageux
Bas-Caraïbe	-3	0	Nuageux
Sept-Îles	0	4	Nuageux

États-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.	
Boston	12	23	N.-Orléans	19	26
Buffalo	6	16	Pittsburgh	13	19
Chicago	6	15	S. Francisco	6	14
Miami	21	26	Washington	15	27
New York	14	24	Dallas	22	29

les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.	
Amsterdam	3	7	Madrid	2	15
Athènes	10	20	Moscou	1	3
Acapulco	21	30	Mexico	13	27
Berlin	0	5	Oslo	-9	1
Bruxelles	0	9	Paris	2	8
Buenos Aires	18	22	Rome	11	17
Copenhague	-3	3	Séoul	1	7
Genève	0	8	Stockholm	-1	2
Hong Kong	16	17	Tokyo	6	12
Le Caire	14	24	Trinidad	26	31
Lisbonne	8	17	Vienne	3	5
Londres	5	11			

EN VERTU D'UNE ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE Le Musée des beaux-arts reçoit des subventions de \$50 millions

■ Les gouvernements du Québec et du Canada ont paraphé hier une entente sur les équipements culturels dont le premier bénéficiaire sera le Musée des beaux-arts de Montréal.

PIERRE ROBERGE
de la Presse Canadienne

Dans l'une des salles qui recevront le 21 juin des œuvres inédites de Picasso, le ministre fédéral Marcel Masse et son collègue québécois des Affaires culturelles, Clément Richard, ont chacun annoncé une contribution de \$25 millions à des travaux d'agrandissement du musée.

« Maintenant, la fierté à un musée. Que dis-je, ma fierté à un musée », a lancé M. Richard, soulignant que le MBA pourra ainsi recevoir des expositions prestigieuses pour lesquelles il serait actuellement trop à l'étroit.

« Vous voulez un grand musée international ? Eh bien vous l'aurez », a déclaré pour sa part le directeur Alexandre Gaudier. Le MBA vient par ailleurs de réaménager ses salles d'art canadien, où sont maintenant accrochées des œuvres d'Alfred Laliberté et Antoine Plamondon.

Ajoutant 16 000 mètres carrés pour doubler la surface utile du musée, il s'agit d'un projet de \$60 millions. Outre les \$50 millions en subsides d'État (\$40 millions en vertu de l'entente fédérale-provinciale sur le développement des équipements culturels), le musée compte pour la balance de \$10 millions sur la générosité des citoyens et sociétés privées. Une fois agrandi, le musée emploiera 200 personnes au lieu de 100.

Parmi les avantages pour

l'économie de la métropole, M. Richard a souligné que 45 p. cent des visiteurs du musée viennent de l'extérieur de Montréal.

Bernard Lamarre, président du conseil du MBA, a précisé que la construction de l'aile nouvelle débiterait au printemps 1986. Des travaux auront lieu dès cet automne, pour le tunnel sous la rue Sherbrooke reliant le nouveau bâtiment au musée actuel.

D'après M. Lamarre, le nouvel édifice devrait être inauguré en 1988. À titre de comparaison, il souhaite qu'il s'intègre aussi bien

aux immeubles d'époque de la rue Sherbrooke ouest que le nouveau siège social de l'Alcan.

Sous la responsabilité de l'architecte Jean-Claude Marsan, un comité de sept spécialistes fera en mai un premier tri dans les projets soumis par tous les architectes intéressés. Le choix final aura lieu dans le courant de juin.

Le Musée des beaux-arts de Montréal est le plus petit des grands musées canadiens et ne peut exposer à la fois que quatre

p. cent de ses collections. Dans des musées comparables, cette proportion est d'environ 20 p. cent.

Cité du cinéma

M. Masse a indiqué pour sa part que l'entente quinquennale Québec-Ottawa s'applique aussi au projet de Cité du cinéma, pour lequel il attend une étude d'implantation d'ici à quelques semaines.

Il a cité des chiffres révélant le goût des Québécois pour les activités culturelles; 35 p. cent d'entre eux vont au théâtre et 23 p. cent au musée.

En 1984, année marquée par l'exposition Bouguereau, le MBA a attiré 250 000 personnes. Cette année avec Picasso (21 juin-10 novembre), on en espère au moins 500 000.

Le conservateur Pierre Thérberge a précisé qu'on exposerait 82 œuvres de Pablo Picasso, réalisées par le maître espagnol entre les âges de 15 et 91 ans.

Une fois agrandi, a ajouté pour sa part M. Richard, le musée pourrait devenir « maître d'œuvre » d'expositions qui circuleraient dans d'autres musées nord-américains. C'est ce que fait la ville de Montréal avec Ramsès II et son temps, qui ira à Vancouver et au Tennessee.

De plus, le musée négocie avec l'université Concordia en vue d'une mise en commun de leurs bibliothèques d'histoire de l'art.

Finalement, le MBA s'est enrichi hier de la collection du mécène Guy de Repentigny qui fait don de ses Borduas, Riopelle, Kline, Hoffman, Dubuffet et Rothko.

Québec responsable de la mise en oeuvre

■ C'est le gouvernement du Québec qui sera responsable de la mise en oeuvre des projets subventionnés en vertu de l'entente auxiliaire sur les équipements culturels, annonce hier.

L'entente, en vertu de laquelle le gouvernement verse \$20 millions (\$40 millions en tout), couvre en principe l'agrandissement du Musée des beaux-arts et le lancement de la Cité du cinéma et de la télévision.

Son objectif général, précise un document remis à la presse, est de favoriser l'implantation ou la modernisation d'équipements essentiels au développe-

ment culturel du Québec, tout en accroissant leur incidence économique dans la province.

Or, ce n'est pas 40, mais bien \$50 millions que les ministres Marcel Masse et Clément Richard ont versés hier au Musée des beaux-arts; la différence provient d'autres programmes gouvernementaux.

On ignore encore quelle somme sera versée au projet de Cité du cinéma. Rappelons qu'en juin 1984, le ministre fédéral des Communications du temps, le libéral Francis Fox, avait fait part de l'intention d'Ottawa de verser 22 des \$36 millions nécessaires (dans ce temps-là) à ce projet.

LA PRESSE honorée au Gala de l'habitation

■ Le Gala annuel de l'habitation a réuni plus de 600 participants, hier, qui ont vu LA PRESSE honorée en tant que média d'information de l'année pour sa meilleure contribution au domaine l'habitation. Dix-neuf autres entreprises ont également mérité des trophées Habitas.

On y remarque notamment l'entreprise de l'année dans ce secteur: la pépinière Cramer Nursery. La Société d'habitation du Québec a remporté le prix de la meilleure performance pour l'entreprise de service, tandis que Didier Poirier devait recevoir l'Habitas de personnalité de l'année. L'Habitas spécial sur l'architecture résidentielle (meilleur projet unifamilial) est allé à Antoine Carrier, tandis que la Ville de Québec a remporté l'Habitas spécial de municipalité de l'année.

Réalisé par la Chambre de commerce de Montréal en collaboration avec le Salon national de l'habitation et Hydro-Québec, le gala vise à décerner les symboles d'excellence dans différents secteurs de l'habitation pour l'année qui le précède. Les trophées d'hier entendaient donc valoriser les réalisations qui ont eu des répercussions sociales et économiques positives sur l'industrie liée à ce secteur en 1984.

« Nous essayons de répondre aux goûts, aux attentes, aux besoins concrets du public dans ce domaine, de déclarer M. Claude Gravel, directeur de l'information à LA PRESSE. On donne de l'information d'une part sur les grandes tendances de l'habitation, et, d'autre part, sur les services dont peuvent avoir besoin les gens: ce qu'il faut savoir avant d'acheter une maison, pour signer un bail, etc. »

Trois personnes se penchent tout particulièrement sur ce secteur au journal: les journalistes Laurier Cloutier et François Berger, et le collaborateur Robert Dubois.

Au total, le jury qui a sélectionné les prix, remis hier dans la métropole, a étudié au-delà de 100 candidatures. Outre ceux mentionnés ci-haut, les gagnants sont:

Modulex, pour la construction domiciliaire, maison individuelle. Les Réalisations immobilières Prével, construction domiciliaire, ensemble résidentiel. Daniel



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Dans l'ordre habituel, notre collaborateur Robert Dubois, le directeur de l'information de LA PRESSE, Claude Gravel, et notre journaliste Laurier Cloutier, évidemment très fiers de l'honneur qui vient de leur être fait.

Paiement architecte, rénovation et restauration, ensemble résidentiel. Hilti, matériaux de construction. Les Meubles du Québec inspiration XIXe, portes et fenêtres. Les Industries F.P., chauffage et énergie. Les Produits M.K.S., armoires de cuisine.

Pour la décoration ameublement, c'est le Consortium design international qui a remporté la palme. Mobilier Philippe Dagenais a remporté deux prix dans ce même secteur, en tant que détaillant et designer de l'année. Pépinière Cramer a remporté un deuxième prix, celui de l'aménagement extérieur. Le Service de protection publique de Saint-Hyacinthe a montré la meilleure performance d'un service public en matière de sécurité au foyer. Expansol a manifesté la meilleure participation 1985, tandis que l'Auto-Université du village PALE mérite un Habitas spécial pour le logement social.



photo Armand Trotter, LA PRESSE

22 nouveaux pompiers embauchés à Montréal

Vingt-deux nouveaux pompiers ont été embauchés, hier, par le Service de prévention des incendies de Montréal. Comme les 47 autres engagés le 19 janvier, ils remplacent des pompiers qui ont pris leur retraite au cours de la dernière année. Le service s'attend à accueillir un troisième contingent d'une quarantaine d'hommes d'ici à la fin de l'année. Le directeur Raymond Legault a rappelé que le Conseil municipal avait autorisé l'embauche des nouveaux pompiers pour maintenir les effectifs à 1 857 hommes. Sur notre photo, Michel Morin et Raymond Legault.

CÉGEPS

SUITE DE LA PAGE A 1

« Écoeuré » par la bureaucratie, M. Lebel a démissionné cet automne de son poste de directeur du service aux étudiants du cégep de Limoilou, à Québec, pour devenir consultant indépendant.

« Les jeunes n'ont pas tort quand ils font observer que les cégeps sont animés par des enfants gâtés de la révolution tranquille, dit-il dans sa lettre de démission. Ce qui me déçoit le plus de ma génération, c'est une certaine difficulté à regarder la réalité en face. »

Le rapport IFAUT n'a pas été envoyé au Conseil des collèges, un organisme chargé de conseiller le gouvernement en matière d'enseignement collégial.

Le Conseil publiera dans les

prochaines semaines une étude qui témoigne de la frustration des jeunes cégépiens.

Intitulée « Le vécu, la pratique et le concret dans l'enseignement collégial — Des étudiants expriment leurs besoins et proposent des solutions », l'étude de 65 pages souligne que les jeunes que le Conseil a consultés trouvent que l'enseignement est trop abstrait et déconnecté du monde réel.

« Les jeunes ont dit qu'ils voyaient mal les relations entre ce qu'ils apprennent et le métier qu'ils feront un jour », a dit hier le secrétaire du Conseil des collèges, Lucien Lelièvre.

M. Robert, de la Fédération des cégeps, a dit que le rapport IFAUT, bien que comprenant des « affirmations parfois exagérées », a eu des effets positifs en ce qu'il a posé des questions brûlantes d'actualité et fait réfléchir plusieurs personnes.

L'ancien patron de la lutte anti-drogue à la GRC coupable de trafic

■ L'ex-sergent d'état-major de l'escouade des stupéfiants de la Gendarmerie royale du Canada, Paul Sauvé, a été trouvé coupable de possession et de trafic de haschisch, hier, en Cour des sessions de la paix.

La condamnation survient 13 mois après celle d'Henri Marchessault, qui dirigeait, lui, l'escouade anti-drogue de la CUM. Marchessault purge une peine de 14 ans de pénitencier pour trafic de stupéfiants.

LÉOPOLD LIZOTTE

C'est près de cinq ans après l'arrestation de Sauvé en compagnie d'un agent de la compagnie CP Air, Gerald Hiscock, qui lui aussi été déclaré coupable, que le juge Guy Guérin a rejeté la défense des deux hommes selon laquelle les transactions de stupéfiants dans lesquelles ils avaient été impliqués avaient été entreprises et menées pour tenter de mettre fin aux activités d'importants réseaux de distribution et de vente.

Lui-même chargé de contrôler une douzaine d'indicateurs dans le cours de son travail régulier, Sauvé avait été appréhendé en possession d'une forte quantité de haschisch et de dizaines de milliers de dollars en argent liquide.

Procureur spécial pour le ministère fédéral de la Justice dans ce dossier, Me Harvey Yarosky a soutenu, en s'appuyant sur des décisions de tribunaux supérieurs, qu'aucun policier ne pouvait se permettre des gestes répréhensibles, à fortiori de véritables crimes, dans l'exercice de ses fonctions, sous prétexte d'en empêcher d'autres.

Rappelant que l'emploi d'indicateurs, par les forces policières, restera toujours un problème épineux, le juge Guérin fait remarquer que si les intentions de l'accusé Sauvé ont pu être valables, au début, elles ont été certainement perverties en cours de route. Et que sa bonne foi ne peut définitivement être retenue.

Le magistrat fait également remarquer que la preuve a établi que l'ancien policier a partagé les profits de cette opération d'écoulement massif de drogue sur le marché local, et que l'écoute électronique pratiquée par ses collègues de la GRC, dans la maison de la rue Peel où les conspirateurs se rencontraient, est fort révélatrice à ce sujet.

Il semble bien, en effet, que

Sauvé a reçu jusqu'à 50 p. cent des sommes encaissées par l'indicateur qui était de connivence avec lui. Ainsi, selon ce que révèle les enregistrements de la GRC, à un certain moment, l'indicateur — après avoir souligné qu'il « on » avait encaissé \$40 581 en quelques jours — ajoutait qu'« on » pourrait avoir atteint \$69 000 de ventes en une seule semaine.

Et l'homme d'ajouter que si « on » continuait à « travailler » pendant six mois à ce rythme, eh bien, « on » n'aurait plus à s'en faire pour cinq années entières par la suite.

« Ce serait encore mieux, ajoutait-il, si on avait Ross de notre côté. » « Ross », incidemment, c'était le supérieur immédiat de Sauvé à la GRC.

« Entre nous trois, on pourrait aller chercher des millions », devait d'ailleurs faire remarquer Sauvé.

L'écoute des bandes sonores par la cour a aussi permis d'« assister » au partage des recettes.

À un certain moment, l'indicateur besogneux soulignait que bien des gens n'avaient jamais vu de sommes aussi considérables sur une table de cuisine. Et il se félicitait encore que tout cela entrât dans leurs goussets sans que l'impôt ne puisse en retenir un cent.



photo PC

L'ancien sergent d'état-major de la GRC, Paul Sauvé

Une affaire qui s'est déroulée à huis clos

■ C'est constamment à huis-clos que s'est déroulée depuis près de quatre ans, l'enquête préliminaire d'abord, puis le procès du tandem Sauvé-Hiscock.

Et s'il a livré ses conclusions en cour, hier, c'est cependant sous enveloppe scellée que le magistrat de la Correctionnelle paraphrera ses commentaires sur l'ensemble de la preuve, d'ici trente jours.

Pourquoi ?

Il faut dire tout d'abord que la Couronne, tout comme dans la défense, dans ce cas, avait également réclamé que l'instruction se fasse non seulement à l'abri des oreilles indiscrettes des journalistes, mais aussi en l'absence de tout public.

Pour cause de danger, a-t-on expliqué, le principal pouvant être celui qui aurait guetté certains indicateurs de police, si leur identité avait été dévoilée. Et, surtout, si on avait montré au grand jour le rôle qu'ils ont pu jouer dans cette affaire. On a même fait valoir que, dans un cas connexe, un informateur avait d'ailleurs été effectivement assassiné, peu auparavant.

On voulait protéger également du secret, semble-t-il, certaines méthodes policières employées, de même que quelques pistes que l'on poursuit toujours, en dépit des ratés d'importance évidemment causés par la double arrestation qui avait fait le bruit que l'on sait, il y a quelques années.

Un cas fort différent de celui de Marchessault ?

■ Quelle peine sera imposée, le 22 mai, à Paul Sauvé, considéré il y a quelques années comme l'un des meilleurs pourfendeurs de trafiquants de drogue en Amérique et qui, entre autres coups de filet, avait participé activement au démantèlement de la « French Connection » ?

Son poste dans la police fédérale, au moment de son inculpation, était encore plus prestigieux que celui du commandant Henri Marchessault à la police de la CUM. Sera-t-il châtié aussi lourdement que ce dernier ?

Le juge Guérin a semblé indiquer, hier, qu'il ne trouvait pas le cas aussi grave. Sans parler de la nature de la drogue écoulée — du haschisch dans son cas, de la cocaïne pour le policier de la rue Bonsecours — le

magistrat de la Correctionnelle semble trouver mitigant le fait que Sauvé n'ait pas volé ce qu'il a vendu, contrairement à Marchessault.

Il a également souligné que, dans son témoignage, Sauvé n'avait pas tenté de tromper aussi directement la cour que l'autre.

Se rendant à la requête de l'avocat de Sauvé, Me Raphael Schacter, le magistrat a laissé l'ancien policier en liberté jusqu'au moment de la sentence, le 22 mai, moyennant un cautionnement de \$40 000. Il a tenu compte, de toute évidence, du fait que l'accusé doit prendre un soin quotidien, depuis vingt ans, de son épouse paralysée par la sclérose. Hier soir, par ailleurs, le prévenu aurait dû normalement assister à la graduation de

son fils, dans une grande école de la métropole.

Au cours des prochaines semaines, une travailleuse sociale dressera un rapport présentiel pour aider le tribunal à se prononcer.

Me Michel Proulx a obtenu lui aussi que son client Hiscock reste libre sous un cautionnement de \$25 000 qui sera fourni mardi. Il a fait valoir que le jeune colosse originaire de Terre-Neuve avait dû, pour être présent en cour, quitter le lit où il était cloué depuis onze semaines en raison d'une grave affection rénale.

Me Proulx a même soutenu qu'en raison du rôle de son client dans toute cette affaire, il doutait que la cour puisse effectivement le condamner au pénitencier.

Des terroristes arméniens menacent de faire sauter le métro de Toronto

■ L'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA), menace la population torontoise de faire exploser plusieurs bombes, lundi, dans les véhicules de transport en commun. Les terroristes réclament la libération de trois Arméniens, détenus relativement à l'attaque de l'ambassade de la Turquie, le 12 mars dernier à Ottawa.

Les trois Arméniens détenus sont accusés du meurtre d'un garde de sécurité, M. Claude Brunelle, qui assurait la surveillance de l'ambassade de Turquie le 12 mars dernier. Les trois détenus sont Kevork Marachelian, 35 ans, de LaSalle, Channes Noharian, 30 ans, de Montréal et Raffi Panos Titizian, 27 ans, de la banlieue torontoise de Scarborough.

L'ambassadeur de la Turquie, M. Coskurn Kirca, s'était infligé de sérieuses blessures lors de cet attentat, en tentant d'échapper aux terroristes en se précipitant à travers une fenêtre.

Les accusés sont représentés devant le tribunal par l'ancien ministre de la Justice du Québec et actuel maire d'Outremont, M. Jérôme Choquette. L'avocat montréalais a déclaré hier qu'il s'opposait fermement à toute action qui pourrait entraver le cours normal de l'administration de la justice. Il a de plus affirmé qu'il n'avait pas communiqué avec ses clients depuis l'annonce de la nouvelle menace. Selon M. Choquette, les policiers non plus n'ont pas communiqué avec lui.

Les terroristes dont on réclame la libération sont connus dans la communauté arménienne montréalaise. C'est pour cette raison que l'escouade des renseignements de la Sûreté du Québec a été appelée à jouer un rôle important dans cette enquête. La GRC, la police provinciale de l'Ontario et la police municipale de Toronto veulent connaître tous les liens qui unissaient les deux Arméniens de Montréal à leur présumé complice de Toronto.

Le siège à l'ambassade d'Ottawa se situe dans le cadre d'une campagne mondiale de terreur menée contre les diplomates turcs, dans le but de venger la mort de millions d'Arméniens tués au début du siècle.

Le premier ministre Brian Mulroney, en visite dans sa circonscription de Manicouagan, s'est par ailleurs dit d'avoir que la « prise en otage » du métro de Toronto par l'Armée secrète arménienne de libération du territoire constitue « une menace qui mérite une attention particulière ».

Le premier ministre a ajouté que toutes les dispositions nécessaires avaient été prises « en ayant la sécurité des usagers comme principale préoccupation ».

Plus d'un million de personnes empruntent chaque jour le métro torontois.

ANDRÉ PÉPIN

Les policiers de Toronto et leurs collègues de différents services ont découvert hier soir un colis contenant vraisemblablement de la dynamite, à proximité d'une station de métro. Cette découverte, selon les informations obtenues par LA PRESSE, a été faite à la suite d'un appel anonyme logé à la centrale de police de Toronto. En fin de soirée, la police analysait le contenu du paquet.

En fin de journée jeudi, deux policiers, spécialistes de l'escouade canine de la Sûreté du Québec, ont été dépêchés à Toronto. Tout au cours de la fin de semaine, ils patrouilleront les couloirs du métro.

Les terroristes ont fait parvenir, mercredi, une lettre de menace aux dirigeants de la Gendarmerie Royale en poste à Toronto. Tous les corps policiers du pays, dont la Sûreté du Québec, sont sur un pied d'alerte depuis. Le chef de la police de Toronto, M. Jack Marks, en indiquant qu'il n'aurait cette menace très sérieuse, a demandé à la population d'être très vigilante au cours des prochains jours. « Je ne crois pas qu'il s'agisse d'un « poisson d'avril », a déclaré le chef Marks, faisant ainsi référence au fait que cette menace doit être mise à exécution après-demain, premier avril.

Une cinquantaine de policiers de la Sûreté du Québec, affectés à l'escouade des renseignements criminels (sécurité) participent à cette enquête depuis deux jours.

Plusieurs agents québécois ont effectué des vérifications hier au sein de la communauté arménienne. D'autres ont été dépêchés dans la région de l'Outaouais, tandis qu'un spécialiste de la SQ se rendait directement à Toronto pour assurer la liaison avec les différents corps de police.

Rappelons qu'au moins deux des Arméniens détenus relativement à l'attentat du 12 mars ont déjà vécu à Montréal.

Les poussins de Pâques sont de moins en moins populaires

■ Fragiles et maladroits dans leur manteau de duvet jaune, les poussins séduisent les enfants et, souvent même, les parents. Symboles du printemps, ils furent déjà très populaires au temps de Pâques; on les offrait en cadeaux aux tout-petits. Mais, aujourd'hui, si on en trouve encore dans quelques pet shops, on doit reconnaître que les poussins de Pâques ont perdu beaucoup de leur popularité.

PIERRE GINGRAS

La plupart des couvoirs qui les produisent refusent d'en vendre s'ils savent que ces oiseaux sont destinés à la vente au détail. Ceux qui en font encore le commerce sont de plus en plus rares et tous reconnaissent qu'il s'agit là d'un revenu marginal. Comme l'affirme le propriétaire d'un couvoir de Saint-Canut, dans la région de Joliette, les acheteurs sont moins nombreux. Il y a cinq ans, il vendait de 30 000 à 40 000 poussins et canetons dans le temps de Pâques. Cette année, les ventes ne dépassent pas les 4000.

D'ailleurs, à l'exemple de la SPCA, plusieurs grossistes vous diront qu'un appartement ou un bungalow ne convient pas à l'élevage du poulet. « Ce n'est un secret pour personne, affirme le secrétaire de l'association « Les couvoirs du Québec », M. Rock Laroche, que plusieurs de ces poussins finissaient dans la chaise d'eau. »

À la SPCA, on reconnaît que la vente de poussins, canetons et lapereaux a diminué considérablement au cours des dernières années. Il n'y a pas longtemps,

après les fêtes de Pâques, c'est par boîtes entières qu'on apportait ces petits animaux à la société. Mais ce commerce persiste toujours. L'an dernier, 1 500 animaux de Pâques ont été « offerts » à la SPCA en avril. Plusieurs de ces oiseaux étaient blessés ou souffraient de graves carences alimentaires.

Pas plus tard que cette semaine, 10 lapereaux ont été apportés à la société par des parents qui n'en pouvaient plus. Non seulement la nourriture à lapin est-elle difficile à trouver, mais ces charmants petits animaux ont la mauvaise habitude d'uriner souvent. « On oublie, confie la représentante de la SPCA, Madelyn Fournier, que les poussins grandissent très rapidement. Ils perdent leur beau duvet et deviennent de plus en plus encombrants. Ces oiseaux sont souvent malmenés et mal

nourris. La viande pour chat, les miettes de pain ou les déchets de table ne conviennent pas du tout aux poussins ou aux canetons. »

Heureusement, poursuit-elle, plusieurs municipalités ont interdit la vente de ces petits animaux sur leur territoire. Montréal a passé un règlement à cette fin il y a plusieurs années. Selon la SPCA, Montréal-Est, Montréal-Nord, Pierrefonds, Saint-Laurent, Lachine, Lasalle, Verdun, Outremont, Westmount, Mont-Royal, Beaconsfield et Greenfield Park ont aussi une réglementation similaire.

À Laval, la vente des poussins et autres petits animaux est permise, mais il est interdit d'en posséder dans les zones résidentielles. Anjou, Dorval, Boucherville et Longueuil n'ont pas de législation à ce sujet.

Deux avions militaires s'écrasent: 10 morts ?

■ EDMONTON (d'après CP et AFP) — Dix personnes seraient mortes à la suite de l'écrasement de deux avions Hercules des Forces armées canadiennes, hier soir, près de la base de Namao, au nord d'Edmonton.

Selon le commandant de la base de Namao, le colonel Peter DeTracey, on n'a retrouvé aucun cadavre à la suite de l'accident, mais on ne croyait pas, tard hier soir, que les personnes se trouvant à bord des avions aient survécu.

Un témoin de l'accident a dit

avoir aperçu dans le ciel une « grosse boule de feu » lors de la collision.

Il semble, selon d'autres témoins, que les avions soient entrés en collision, pour ensuite s'écraser.

La base de Namao est l'une des plus importantes de l'ouest canadien. La plupart des appareils qui survillent le grand nord y sont rassemblés.

Achetez vos certificats de dépôt par téléphone

Vous pouvez maintenant tirer profit de ce placement simple et sûr sans vous déplacer. Pour acheter un certificat de dépôt garanti à la Fiducie du Québec, un appel téléphonique suffit.

La succursale enregistrera votre transaction et une confirmation d'achat vous sera transmise sans délai. Donc, pas d'attente, pas de perte de temps. C'est simple, rapide et efficace.

12 1/4 5 ans
Intérêts payés annuellement
Dépôt initial minimum 1 000 \$
Dépôts subséquents 500 \$

Renseignez-vous davantage en communiquant avec l'un de nos conseillers. Et rappelez-vous que la Fiducie du Québec peut aussi vous aider en matière de financement, de services fiduciaires et de placements.

- Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume
- Laval (514) 668-5223
1-800-361-3803
1600, boul. Saint-Martin est
- Longueuil (514) 679-2810
1-800-361-5058
370, chemin Chambly
- Montréal (514) 286-3225
1-800-361-2680
Complexe Desjardins
- Québec (418) 653-6811
1-800-463-4792
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy
- Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920
1640, rue King ouest



Fiducie du Québec

Le rendement, c'est important; le service l'est tout autant.

Taux sujets à changement. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.

desjardins

Un premier ministre comme un président

Le premier ministre, M. Mulroney, vient d'accomplir dans sa circonscription de Manicouagan une tournée dont le caractère familial, presque familial dans certains coins, facilite avec les citoyens des échanges directs et francs. Le temps des vérités difficiles et déplaisantes ne peut plus être retardé.

Sans se départir de sa bonhomie cordiale, le chef du gouvernement change peu à peu son discours. Il renonce à dorer la pilule et à offrir des bouquets d'illusions. C'est un virage nécessaire.

Ainsi, évoquant hier à Sept-Îles le chemin parcouru par son administration depuis la conquête du pouvoir, le premier ministre a su dire aux citoyens de la Côte-Nord, en y mettant l'insistance opportune, que les Canadiens n'ont désormais plus le choix: le pays devra vivre selon ses moyens, s'attaquer au déficit et à la dette nationale.

Certes, ce n'est pas la première fois que M. Mulroney agite la menace du déficit. Son ministre des Finances, M. Wilson, y est revenu plusieurs fois aussi. Mais le premier ministre en a souvent parlé comme d'un phénomène abstrait et lointain, pas comme d'un danger immédiat. Il tient à présent un langage plus grave à ce sujet, comme si le budget prochain l'obligeait à préparer les esprits.

Il est vrai qu'une première vague de coupures de \$4 milliards, début novembre, dénotait un souci réel d'économie. Mais elles visaient des programmes et des secteurs qui ne touchent pas beaucoup les contribuables dans leur vie quotidienne. D'autres coupures, plus profondes, produiront des réactions plus vives.

M. Mulroney, dont la popularité personnelle reste très grande auprès de la population, réussira à faire accepter des réductions et des compressions s'il s'emploie systématiquement à expliquer dans tous les milieux les raisons qui obligent son gouvernement à faire cette politique d'amenagement, s'il montre surtout que les sacrifices demandés seront imposés à tous les citoyens, et d'abord aux mieux nantis. Le premier ministre atteindra ses objectifs s'il réussit à communiquer en direct avec les Canadiens, comme il a pu le faire ces jours derniers dans Manicouagan.

Ce contact avec la population sera efficace et fructueux si l'auditeur sent que le discours est vrai, que la démonstration est convaincante et que l'orateur reste toujours prêt à écouter le citoyen et à consulter les divers groupes de la société. À cette fin, M. Mulroney emploie déjà les moyens qui s'offrent à lui.

Cette obligation de communiquer davantage avec la population alors que le pays s'engage dans un tournant difficile, la nécessité d'un dialogue constant avec les électeurs de tous les milieux, l'urgence enfin de gagner dans cette opération la confiance des chefs syndicaux amènent M. Mulroney à adopter le style et la manière d'un président, d'un chef d'État, bien plus que le rôle traditionnel d'un premier ministre en régime parlementaire. Ce glissement est déjà apparent.

Ainsi, M. Mulroney fait figure d'un chef de gouvernement qui se situe à une certaine hauteur, au-dessus de ses ministres dont plusieurs n'ont pas sa notoriété et sa faculté de communiquer. Il reçoit le président Reagan sans faire appel à Madame le gouverneur général, comme s'il était chef de l'État. Il s'absente des Communes durant presque une semaine pour vaquer à des occupations qu'il juge plus importantes. Il anime et dirige la Conférence nationale sur l'économie comme un président qui vient consulter les délégués du peuple. Il multiplie les occasions de se prêter à des bains de foule, souvent en compagnie de sa femme qui admirent et affectionnent les Canadiens.

Qui le lui reproche? Les porte-parole des partis de l'Opposition, les représentants de la classe politique, ceux qui vivent des institutions. Les citoyens ne lui en font pas grief. Ni la presse.

Pourvu qu'il respecte les exigences du régime démocratique et parlementaire, le premier ministre peut emprunter les avantages et les moyens qu'offre le régime présidentiel, établir avec le peuple un lien plus direct afin de franchir une étape cruciale dans l'histoire du pays. S'il devait aller trop loin dans cette voie, il ne manquera pas de vigilants sermonneurs dans le paysage politique pour le rappeler à l'ordre.

MICHEL ROY

Le MX: sédatif ou stimulant?

Pourquoi cet intérêt, même en dehors des États-Unis, pour le vote pris cette semaine au Congrès sur l'achat de missiles nucléaires MX?

Le MX est un missile intercontinental capable de véhiculer une charge à 14 000 km. La question de savoir si l'engin devait être fixe (dans des silos) ou mobile (sur des rails) a été longuement débattue. Les MX seront dans des silos fixes.

M. Reagan voulait \$1 milliard et demi pour l'achat de 21 missiles. Il lui faudra 48 autres MX prochainement et le programme complet d'équipement aura coûté entre \$22 et \$40 milliards (tout dépend par qui sont faites les estimations).

M. Reagan a obtenu l'aval du Congrès. S'il est vrai que jamais, comme le disent les historiens, le Congrès n'a rejeté un système d'armes stratégiques souhaité par la présidence, demandons-nous encore une fois pourquoi les votes des derniers 10 jours (au Sénat et à la Chambre des représentants) ont pris tant d'importance.

La réponse tient probablement au fait que la saison présente est sous le double signe contradictoire de la paix et de la guerre. Depuis le milieu de mars, Américains et Russes parlent de désarmement à Genève. Mais, au même moment, dans toutes les capitales occidentales, il est question de « guerre des étoiles ».

Le MX n'a rien à voir avec la « guerre des étoiles ». Mais, à mon avis, l'intérêt que suscite le missile s'explique par les joutes dialectiques dont nos contemporains sont témoins et dont le thème est guerre et paix.

Le président Reagan lui-même n'a-t-il pas « investi » la conférence de Genève dans sa démarche pour « vendre » le MX au Congrès?

Il a fait revenir son négociateur de Suisse, M. Kämpelman, pour qu'il soit compris de tous que tout bon Américain patriote doit donner un vote conforme aux règles de la solidarité nationale face à l'adversaire russe, auquel l'équipe américaine est confrontée à Genève. Simplifié à l'excès, le discours présidentiel revient à ceci: « Ce n'est pas le moment de lâcher notre monde et de désarmer avant l'heure. »

Le discours a été persuasif, si le vote a été serré. Le fait qu'une soixantaine de démocrates ont voté avec l'administration nous ramène à des considérations qui relèvent surtout de la politique intérieure.

M. Reagan a recruté personnellement plusieurs votes favorables à ses positions, en dosant promesses et menaces. L'opinion publique paraît elle-même assez divisée quant à l'étendue des sacrifices à consentir pour l'armement. Une enquête de l'hebdomadaire *US News and World Report* rapporte que 11% des gens veulent que soient réduites les dépenses autres que militaires, mais que 32,6% veulent une réduction du budget militaire, 42% souhaitant des réductions à tous les postes.

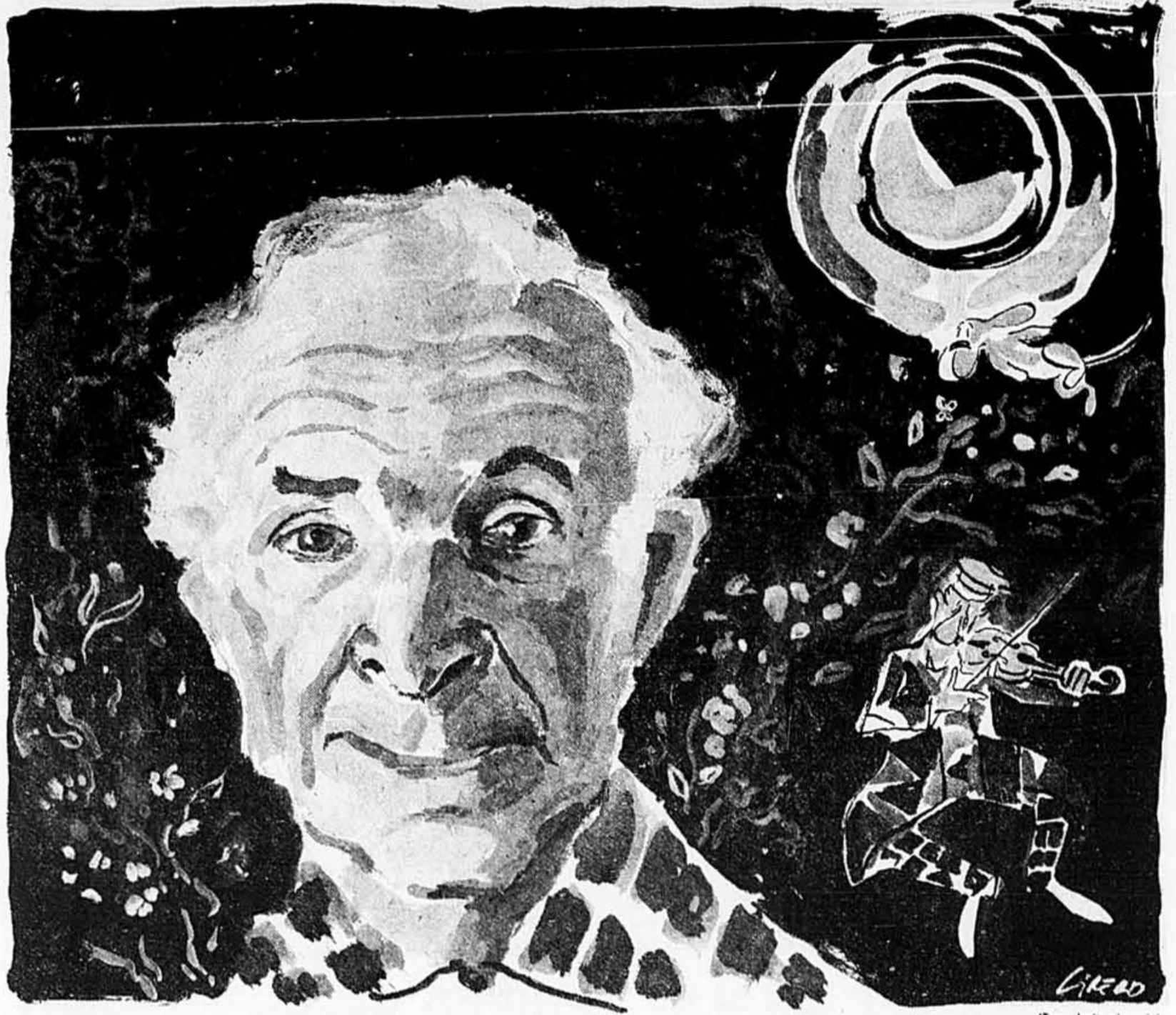
Les abus invraisemblables imputés à la voracité de certains fournisseurs du Pentagone apportent des arguments supplémentaires à ceux qui préchent pour une plus grande austérité chez les hommes de guerre.

Pendant les débats un orateur a déclaré: « On nous demande des armes pour amener les Russes à Genève; quand ils sont à Genève on nous demande de nouvelles armes pour les y maintenir. »

Comment s'étonner, dès lors, que, même chez les partisans du président, certains pensent que le jeu a assez duré et le disent tout haut?

Mais M. Reagan n'est jamais pris au dépourvu. Après avoir demandé les MX au nom de la sécurité des États-Unis, il salue l'acquiescement du Congrès comme un triomphe pour la paix. Qui dit mieux? Du MX le président, dans la même semaine, aura fait à la fois un stimulant et un sédatif.

GUY CORMIER



(Tous droits réservés)



Jean-Guy Dubuc

Les nouvelles amours Ottawa-Québec-Montréal

Un nouveau vent de bonne relation souffle sur le Québec avec une intensité qu'on ne lui a jamais connue; il souffle même sur Montréal avec douceur et gentillesse. « Y a de l'amour dans l'air », dirait Martine Saint-Clair...

Voyez d'un oeil objectif. Une nouvelle entente fédérale-provinciale prévoit accorder au Québec près de la moitié des investissements fédéraux consacrés au développement touristique: \$100 millions sur une somme totale de \$229 millions. Par ailleurs, Québec et Montréal s'entendent pour dépenser \$29,7 millions au profit du centre-ville de Montréal et même d'un certain nombre d'arteres commerciales que l'on veut revitaliser. En plus, une fleur: M. Jean Drapeau, maire de Montréal, participera en mai au sommet international des grandes villes du monde qui se tiendra au Japon. M. Drapeau profitera de l'occasion pour entreprendre une tournée asiatique en collaboration avec le gouvernement du Québec.

Ajoutez à cela une salle de concert et un musée...

Évitez les interprétations trop politiques ou les visées purement partisans. Tentons plutôt de nous réjouir de cette manne subitement offerte. Au moment où Ottawa menace de

s'engager dans des coupures de déficit et dans des économies draconiennes, au moment où Québec ouvre avec parcimonie ses coffres à des employés qu'il a l'habitude de choyer, voilà où Montréal profite de tout. La salle de concert n'était pas suffisante, il fallait l'entourer de beauté. Tant mieux, merci, bravo et à bientôt!

Espérons que tout cela répondra aux attentes de ceux qui sont les plus concernés, que tout cela respectera les personnes et les situations, que tout cela engendrera la paix et non la division. Car chez nous, les plus belles intentions se transforment parfois en cauchemars.

À Ottawa, le ministre d'État au Tourisme, M. Tom McMillan semble avoir choisi la voie la plus sage: celle de la consultation.

Il effectue présentement une vaste tournée de consultation. Il interroge, il écoute, il espère recueillir des recommandations valables. Si la consultation se fait auprès des personnes qui connaissent bien le problème, elles pourront rendre service à un ministre qui vient de prendre contact avec un monde complexe et une industrie moribonde.

Tout cela pour définir des

«stratégies». Le mot n'est pas trop fort. Car le ministre devra s'entendre avec les provinces non seulement pour construire des centres de ski ou des bases de plein air mais pour adopter des politiques plus logiques que celles qui existent présentement. Le ministre devra se rendre compte que certaines politiques provinciales nuisent carrément à l'industrie du tourisme.

Par exemple, une taxe de 10 pour cent sur les repas de plus de \$3,24: c'est une invitation à ne manger que le moins possible et, souvent, le plus mal possible. On n'accorde pas d'aide, de subvention ou de prime à ceux qui savent préparer une bonne cuisine régionale, familiale, locale. Non, chez nous, la prime est à l'entreprise américaine et au roi du hot-dog.

Autre exemple: une taxe supplémentaire imposée aux restaurateurs sur les vins les incite à vendre leurs bouteilles à un prix excessif. Plusieurs d'entre eux se permettent aujourd'hui de tripler le prix d'une bouteille de six ou sept dollars. Ajoutez 25 pour cent de taxe et service: vous payez plus de \$20 pour un petit vin quelconque que vous ne servez même pas chez vous. Le touriste américain ou français, ou même canadien et québécois, n'est pas dupe: il se dit qu'il ne

se fera plus prendre, il va ailleurs.

Donc, s'il est convenable d'écouter, il faut aussi discuter, coordonner, rationaliser et même imposer.

À Montréal encore plus qu'ailleurs. Parce que Montréal n'a pas l'habitude de la consultation: c'est une question de principe, une tradition qui ne semble pas vouloir perdre ses forces. La consultation ne fait pas partie de nos moeurs.

Il faut rendre Montréal accueillant vu qu'on ne sait plus le rendre profitable. Il faut des moyens pour séduire des étrangers et des raisons pour nous visiter, puisque l'argent et le commerce nous délaissent. Il faut être réaliste et cesser de vouloir jouer au New York et au Paris: on n'offre trop souvent que ce qui se trouve à New York et Paris à meilleur prix. Il faut nous identifier et nous définir: avec sobriété.

Présentement, Ottawa, Québec et Montréal se donnent la main et s'étreignent presque: espérons qu'il ne s'agit pas d'un coup de foudre de voyage ou d'une idylle momentanée. Car Québec et Ottawa ont besoin de Montréal: les élans du coeur peuvent profiter, pour le bénéfice de tous, des faveurs de la raison.

LECTURES

Pacifisme et « guerre des étoiles »

Alors que la controverse fait rage au pays au sujet de la participation éventuelle du Canada à la « guerre des étoiles », il n'est peut-être pas mauvais de s'attarder au mouvement pour le désarmement et la paix.

PIERRE VENNET

La *Revue internationale d'action communautaire*, publiée par une équipe de rédacteurs de quatre pays, gravitant autour de l'École de service social de l'Université de Montréal, vient de publier un numéro entièrement consacré à cette problématique. On y étudie le phénomène pacifiste non seulement dans une optique antimilitariste ou antinucléaire, mais sociopolitique, en termes d'alternative sociale.

Selon les responsables de ce bilan facile à lire, Jean-Guy Vaillancourt, directeur du Département de sociologie de l'Univer-

sité de Montréal, et Ronald Babin, chercheur post-doctoral au même département, le néopacifisme est indissociable d'un quotidien nouveau qui émerge comme lieu important de résistance au fonctionnement du monde d'aujourd'hui.

Au Québec, jusqu'à maintenant, préoccupés par nos sempiternelles querelles constitutionnelles, on ne l'a pas tellement senti. Mais à Vancouver, en pleine campagne électorale provinciale de 1983, pas moins de 35 000 personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les menaces possibles de guerre nucléaire. Il s'agit de la plus grosse manifestation du genre au Canada.

En Europe, les « verts » ont réussi à se faire élire en plusieurs pays et même s'ils sont toujours minoritaires, on ne les prend plus à la blague, pas plus d'ailleurs que les écologistes, mouvement parent. Ici au Québec, le courant Rhinocéros, si on expurge son approche anarchiste et bouffonne, renferme des

éléments de cette protestation sociale. Est-il besoin de rappeler que les « Rhinos » ont terminé devant le Parti nationaliste, aile fédérale du PQ, aux dernières élections fédérales?

C'est donc la thèse de Babin et Vaillancourt, illustrée par tous les collaborateurs de la *Revue internationale d'action communautaire*, que le mouvement néopacifiste semble lié à une redéfinition des modes de vie, qui se manifeste actuellement dans la culture occidentale.

« L'idéologie du progrès, le productivisme et l'énergétisme qui ont marqué notre culture se renversent en images de mort (pollution destructrice et épuisement des ressources). L'écologisme, comme le féminisme d'ailleurs, chemine aussi avec le pacifisme. Ce dernier renvoie à la vie concrète, au vouloir vivre collectif, au désir qui s'affirme dans l'émergence de nouveaux modes de vie et de nouvelles façons de s'exprimer et de s'autogérer. »

Babin et Vaillancourt, dans un essai consacré au néopacifisme québécois, affirment que ses tenants veulent élaborer et construire un modèle social alternatif qui soit, à la fois, progressiste et démocratique.

Avec la crise économique actuelle et un regain du conservatisme, leur tâche n'est pas facile. Mais il n'est pas certain que la querelle entourant la participation éventuelle du Canada à la « guerre des étoiles » ne leur donnera pas un regain de vie.

Le simple fait que les partis politiques traditionnels se préoccupent maintenant de pacifisme et d'écologie et adaptent leur discours en ce sens démontre bien que ces nouveaux courants ne sont pas à ignorer.

« Le mouvement pour le désarmement et la paix », numéro spécial de la *Revue internationale d'action communautaire*, École de service social de l'Université de Montréal, 218 pages, \$10.

Mirabel : existe-t-il un remède miracle?

Dans quelques mois, plus précisément le 1^{er} octobre, l'aéroport de Mirabel aura 10 ans. Cette décennie fut marquée par de longues polémiques dont le dernier épisode, en 1982, fut la décision du ministre des transports d'alors, M. Jean-Luc Pépin, de ne pas transférer de vols de Dorval à Mirabel.



GILLES GAUTHIER

Le dossier était retombé dans l'oubli, si l'on fait exception de la question des expropriations démesurées de terrains et toute la bataille qui en a découlé. Mais voilà que le président d'Air Canada, Pierre Jeannot, a relancé cette semaine le débat en suggérant que Mirabel soit « mise en réserve » et que le trafic domestique et international soit concentré à Dorval. Ce qui permettrait à Air Canada de réduire ses coûts d'exploitation.

Pendant ce temps, un comité de gens d'affaires et autres notables, mis sur pied en janvier dernier par Ottawa, cherche des moyens d'accroître l'achalandage dans les trois aéroports de la région montréalaise : Saint-Hubert, Dorval et Mirabel.

Si les efforts déployés pour rentabiliser Mirabel sont vains, si les déficits continuent de s'accumuler, le gouvernement fédéral envisagera la possibilité de mettre la clé dans la porte. « Ce n'est pas impossible », disait jeudi le ministre d'Etat aux

Transports, M. Benoît Bouchard.

De sérieuses questions

Mais dans un pays où un toit coûte plus cher qu'un stade, l'Etat ne fera pas de Mirabel un Val-Jalbert du 21^e siècle sans se poser auparavant de sérieuses questions. La solution reprise par M. Jeannot d'utiliser les installations à des fins industrielles et militaires demeure fort hypothétique.

Il ne faut cependant pas oublier que les aéroports canadiens rentables sont très peu nombreux. Selon les plus récentes statistiques, qui portent sur l'année fiscale 1983-1984, seulement 5 aéroports (Dorval, Toronto, Edmonton, Calgary et Vancouver) étaient rentables sur les 94 que possède et exploite le gouvernement fédéral. Cette conclusion est basée sur un bilan qui soustrait des dépenses les immobilisations en cours, mais comprend la dépréciation et les frais d'intérêt. Donc Mirabel est bien loin de constituer une exception.

Par contre, qu'un aéroport des Territoires-du-Nord-Ouest soit déficitaire ne scandalisera personne, alors que Mirabel est situé à 51 kilomètres de Dorval, qui est bien loin d'être saturé. Ce qui porte le plus à la critique est sans doute le fait qu'on l'avait présenté comme un modèle universel de l'aéroport de demain, alors qu'il accueille moins de passagers qu'Edmonton, Halifax et Ottawa.

Cependant, il ne faudrait pas augmenter l'achalandage à tout prix en investissant plus que les installations ne rapportent au cours des années qui viennent ou en nuisant à l'activité aéro-

portuaire de la région de Montréal dans son ensemble.

Quelle que soit la solution adoptée, la place relative de Montréal dans le marché de l'aviation civile au Canada ne sera pas modifiée de façon importante. A moins, bien sûr, d'en faire à nouveau la seule porte d'entrée au Canada, ce qui est une utopie. Mirabel ne croîtra qu'au rythme de Montréal et du Québec.

Une progression lente

Il apparaît aussi évident que l'amélioration du transport terrestre, en complétant l'autoroute 13 ou en construisant un lien ferroviaire rapide, ne changera pas grand chose à la situation de Mirabel et nécessiterait



C'est le président d'Air Canada, M. Pierre Jeannot, qui a relancé le débat cette semaine.

des investissements considérables qui ne seraient vraiment pas rentables. Il est bien évident qu'on n'augmentera l'achalandage à Mirabel que par de petits pas, des mesures modestes, qui permettront d'année en année d'accroître le nombre de passagers qui s'y rendent et, avec le temps, d'en arriver à un niveau d'utilisation acceptable.

Ainsi l'accord canado-américain sur les vols transfrontaliers, qui « dérègleme » les liaisons entre Mirabel et les aéroports d'outre-frontière, à l'exception des plus grands, a permis d'établir avec succès des liaisons avec Fort Lauderdale, Orlando s'ajoutera bientôt et des transporteurs songent à Newark près de New York.

Le ministre Bouchard déclarait cette semaine que l'hypothèse du transfert à Mirabel de tous les vols transfrontaliers n'avait pas été abandonnée, bien au contraire. Elle mérite d'être approfondie à nouveau.

L'idée de la construction d'un hangar pour l'entretien des avions devrait être étudiée. Que Mirabel en soit dépourvue ne fait pas très sérieux pour un aéroport qui se veut de classe internationale, alors que Toronto, où tous les vols domestiques et internationaux s'effectuent au même endroit, possède toutes les installations nécessaires. L'époque où on changeait un moteur d'avion en plein air au mois de février est révolue.

Des millions de mots sur les maux de Mirabel et les hypothèses de solutions ont été écrits dans une multitude d'études, de rapports, d'articles et d'éditoriaux. Si le remède miracle existait, il aurait été utilisé depuis bien longtemps.

Clark est furieux d'avoir été traité comme le dernier venu

Joe Clark était furieux : dix jours après avoir fait la fête au président Reagan et à ses adjoints dans le Vieux-Québec, le gouvernement Mulroney n'a même pas été prévenu à l'avance de l'intention de Washington de profiter de la réunion de l'OTAN, à Luxembourg, pour inviter les alliés à participer à l'initiative de défense stratégique, dite « guerre des étoiles ».



GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Bel exemple des relations privilégiées avec la Maison-Blanche pour le gouvernement Mulroney...

Toute cette affaire constitue une véritable odyssée d'incertitudes et de contradictions pour le gouvernement, et surtout pour le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, qui y a perdu des plumes.

Rappelons les faits :

Le 17 mars à Québec, M. Clark, accompagné de son collègue de la Défense, Erik Nielsen, rencontre le secrétaire d'Etat américain, M. George Schultz et le secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, M. Caspar Weinberger.

On discute de l'initiative américaine de défense stratégique, mais les Américains ne préviennent pas leurs hôtes canadiens de leur intention de lancer une invitation formelle aux alliés à la réunion de l'OTAN.

Le 26 mars à Ottawa, M. Clark arrive aux Communes sans avoir été prévenu que M. Weinberger vient de lancer son invitation aux alliés, deux heures plus tôt, à Luxembourg. La

critique du NPD, Mme Pauline Jewett, lui fait part d'une déclaration du sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense, M. Fred Ekle, selon laquelle les alliés ont été invités.

M. le Président, le Canada n'a pas reçu pareille invitation. M. Ekle a fait erreur, « rétorque le ministre sur un ton catégorique. Des sa sortie des Communes, M. Clark apprend que les dépêches de presse en provenance de Luxembourg annoncent que l'invitation a bel et bien été faite. Il prie ses adjoints de confirmer l'information, mais on ne répond plus à Luxembourg. Il y est déjà près de minuit.

Pourchassé par les journalistes, M. Clark commet l'erreur de dire que tout cela est une invention des médias. En fin d'après-midi, il se voit forcé d'admettre aux mêmes journalistes qu'ils avaient raison, et que lui, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, a été le dernier avisé!

Les explications

C'est la crédibilité de Joe Clark qui a le plus souffert de l'incident, mais il ressort que le ministre, s'il a été imprudent dans ses affirmations, a aussi été la victime de la négligence des Américains et du silence de son collègue de la Défense, Erik Nielsen. Les détails de cette affaire sont assez surprenants.

Mardi, un haut fonctionnaire américain, M. Richard Pearly, a avisé les journalistes à Luxembourg de l'invitation de Washington aux alliés, avant même que les ministres des pays concernés n'en soient informés peu avant 18 heures (midi au Canada). On raconte que le représentant britannique, M. Michael Heseltine, a fait une colère devant M. Weinberger, pour se plaindre de l'arrogance d'un tel comportement. Qui plus est, l'invitation lancée par les Américains a été faite verbale-

ment. Ce n'est qu'à la demande expresse des alliés que la délégation américaine a mis le tout par écrit, retardant d'autant la communication aux capitales des pays concernés, des détails de l'invitation.

Malgré cela, le ministre canadien de la Défense, M. Erik Nielsen, a été avisé officiellement à midi, heure de Montréal, soit deux heures avant le début de la période de questions. Bien averti de la controverse entourant ce sujet au pays, M. Nielsen n'a pas jugé utile de faire prévenir M. Clark avant son entrée aux Communes. Il a expliqué hier qu'il ne pouvait pas utiliser le téléphone pour prévenir M. Clark en raison du secret entourant ce dossier. L'argument n'a pas convaincu grand monde aux Affaires extérieures.

Outre l'ambassadeur du Canada à l'OTAN, M. Cy Taylor, le ministre des Affaires extérieures n'avait qu'un représentant dans la délégation canadienne à Luxembourg, M. John Bryson,



Mal renseigné par les Américains et même par ses collègues, M. Joe Clark a de nouveau perdu des plumes.

expert en droit international, fonctionnaire peu politisé qui n'a pas senti l'urgence de prévenir ses supérieurs à Ottawa.

Résultat, M. Clark a eu l'air du dernier venu au sein du gouvernement Mulroney, une situation pénible pour un ancien premier ministre constamment victime d'incidents qui tournent au ridicule. La situation est d'autant plus pénible que M. Clark se préparait à partir en tournée en URSS, où les Soviétiques seraient en droit de se poser des questions sur sa crédibilité.

Cette affaire et en particulier le comportement des Américains fonctionnaires et politiciens canadiens qui comprennent mal l'attitude arrogante de Washington.

Nombreuses maladresses

Les maladresses récentes des Américains sont nombreuses : publication prématurée d'un communiqué de presse par l'ambassade des Etats-Unis à Ottawa, lors de la visite à Ottawa du conseiller du président sur le désarmement, M. Nizte; entrevue de M. Caspar Weinberger au sommet de Québec évoquant la possibilité d'installer des rampes de lancement anti-missiles au Canada; déclarations des fonctionnaires américains liant la modification du système d'alerte du Nord au projet de « guerre des étoiles »; etc...

Petit à petit, le gouvernement Mulroney se frotte à l'éléphant américain dont l'amitié devient parfois suffoquante. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, de voir le premier ministre se montrer prudent face à une participation au projet de « guerre des étoiles ». Tout comme Pierre Trudeau, M. Mulroney consultera certainement les autres alliés de l'OTAN avant de s'engager irrémédiablement dans une initiative aussi incertaine.



Lysiane Gagnon

Le plus grand défi

Jusqu'à quel point une société peut-elle tolérer que ses services de santé, qui lui appartiennent car c'est elle qui les a payés, soient soumis aux « coupures » décrétées par des politiciens et des fonctionnaires qui sont à cent lieues du terrain réel où se manifestent les besoins?

C'est la question que souleve le « dossier noir » que vient de publier le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), à la suite d'une enquête menée dans les établissements où travaillent ses membres. Question capitale, car parmi tous les défis posés à la société contemporaine, celui-ci est le plus fondamental : la société vieillit, à cause de la baisse du taux de natalité et des progrès de la médecine. D'où l'accroissement des besoins et des coûts. Par ailleurs, comme la proportion de contribuables actifs diminue, surgit le dilemme du « comment payer... » qui deviendra crucial quand les nombreux enfants du « baby boom » seront vieux à leur tour.

La droite parle de privatisation, et rêve d'un retour à la loi de la jungle : cliniques payantes pour les riches, et réseau gratuit, inévitablement de qualité inférieure, pour les autres. La gauche prêche la prévention... oubliant qu'en termes de coût cela ne réglerait rien car plus la prévention est efficace, plus l'espérance de vie s'allonge!

Les techniciens de tout acabit rêvent de remettre aux comptables plutôt qu'aux soignants la gérance du réseau (c'est d'ailleurs déjà presque fait, car c'est cette mentalité qui prédomine dans les ministères fédéral et provincial).

Les politiciens, enfin, enrobent leur souci d'économie dans des thèmes à la mode : au nom des vertus de « l'entraide communautaire » et de « la réinsertion dans le milieu naturel », ils renvoient les malades mentaux et les cas chroniques à la charge de familles impuissantes : belle économie de fonds publics... et sur le dos de qui, croyez-vous? Sur le dos des femmes évidemment, car ce sont toujours elles qui héritent des tâches les plus ingrates.

Où nous mène cette mentalité axée sur l'obsession des coûts? A l'ultime limite, à la sélection la plus odieuse. C'est d'ailleurs commencé. En Angleterre, l'accès à la dialyse (le « rein artificiel ») est limité aux moins de 55 ans. Ici, les décideurs s'interrogent (sans trop en parler car c'est explosif) sur la possibilité d'en venir un jour à déterminer qui aura ou n'aura pas droit à tel ou tel traitement particulièrement coûteux. Qui veut vivre dans ce genre de société?

Il n'y a pas de panacée. Seulement des solutions modestes et difficiles... qui passent notamment par l'amélioration du climat de travail dans le secteur de la santé, et par une réaction de la population contre les restrictions budgétaires antisociales que lui imposent des gouvernements qui ne l'ont jamais consultée là-dessus.

La population peut, en réagissant, forcer ses gouvernants à réviser leurs priorités et à transférer dans le domaine de la santé les fonds qui s'engouffrent actuellement dans la bureaucratie non-productive, dans toutes sortes d'organismes superflus ou dans des opérations purement politiciennes comme la publicité gouvernementale à saveur électorale, sans parler des opérations ruineuses comme le Stade ou Mirabel.

En attendant, la situation s'aggrave. Personne n'est mieux placé pour le savoir que les malades eux-mêmes (mais leur vulnérabilité les baillonne) et les gens qui travaillent à leurs côtés. Trop souvent, les administrateurs préfèrent « composer » avec le ministère-bailleur de fonds, et éraignent, en protestant trop fort, de nuire à la réputation de leur établissement (ou à leur propre plan de carrière). Restent les syndiqués, dont la crédibilité auprès du public a été hélas compromise par trop de « grèves sauvages » qui ont nuï à l'image du milieu tout entier. Mais ce sont eux qui sont, en quelque sorte, sur la ligne de feu, et qui connaissent le mieux les secrets bien gardés des institutions.

Les témoignages compilés par le SCFP sont d'ailleurs éloquentes, parce qu'ils montrent les effets concrets des « coupures » décrétées à Québec.

Ici, le manque de personnel est tel qu'il faut commencer à 6 heures à lever les malades pour qu'ils soient prêts à 8 heures pour le petit-déjeuner. Là, il y a quatre employés pour faire manger 30 grands malades en 40 minutes. Comment s'étonner qu'on remplace de plus en plus les aliments solides par de la purée? Dans tel centre d'accueil, les pensionnaires reçoivent un bain complet aux trois semaines seulement. Ailleurs, un seul employé doit donner 17 bains partiels avant le petit-déjeuner. Ici, des vieillards sont confinés toute la journée dans des chaises gériatriques alignées dans des corridors, faute de personnel pour s'en occuper. Là, on les bourre plutôt de calmants. Partout, on rationne le linge, les draps, les serviettes. L'austérité est mère de l'invention? Voici une nouvelle couche pour adultes incontinents... qu'on ne change que lorsque l'étiquette, changeant de couleur, annonce que c'est « plein » (sic).

Et les hôpitaux? Qui n'a pas vécu, dans sa propre famille, le problème de l'engorgement des salles d'urgence, la multiplication des « listes d'attente », le manque de lits dû au fait que tous ces économistes et autres démographes payés par l'Etat pour « planifier » l'avenir ont oublié de prévoir ce que n'importe quelle citoyenne ordinaire aurait prédit : que les femmes auraient moins d'enfants et qu'avec les progrès de la médecine, les gens vivraient plus vieux. (De la même façon, les grands planificateurs de notre système scolaire n'avaient pas pensé qu'il pourrait y avoir baisse de la natalité, quand, dix ans après la généralisation des contraceptifs, ils ont fait construire les polyvalentes! Comment peut-on être aussi instruit et aussi débile?)

Dans ce contexte de restrictions, faut-il s'étonner, demande le SCFP, que le personnel s'épuise, et que l'absentéisme augmente, accroissant du fait même les coûts du système?

On ne reprochera pas à la FTQ de ne pas s'octroyer à elle-même une partie du blâme, mais on peut aussi s'interroger sur la part de responsabilité syndicale : quelle est l'incidence, sur la qualité et les coûts du service, des clauses restrictives des conventions (rigidité du « poste », non-mobilité, promotion à l'ancienneté, etc.)?

Un autre mérite de ce « dossier noir » est qu'il aboutit à une suggestion concrète : la constitution d'une « conférence nationale sur la santé, afin de définir un programme minimum pour la relance du système de santé au Québec ». Bonne idée. Il est plus que temps de lancer un débat vraiment public, auquel participeraient tous les intervenants du domaine de la santé, et de lever le voile sur les multiples facettes d'un problème qui prend sa source dans une mauvaise gestion des fonds publics, dans l'insensibilité des décideurs à ce qui se passe « dans le champ », et aussi probablement dans un régime de négociation trop centralisé.

S.O.S. IMPÔTS

AUJOURD'HUI ET DEMAIN, 30 ET 31 MARS DE 9 h À 17 h

POUR MONTRÉAL 873-2611
TROIS-RIVIÈRES 379-5360 (Samedi seulement)
SHERBROOKE 563-3034

Ou faites le « 0 » (zéro) sans frais et demandez ZENITH REVENU QUÉBEC

Profitez d'une consultation téléphonique gratuite!
 Plus de 100 comptables agréés attendent vos appels. Ils répondront à vos questions concernant la préparation de vos rapports d'impôt 1984.

Revenu Québec, CKAC 973, CHLN 55, CHT 63, La Presse

Brésil : Les antécédents de Sarney suscitent de l'inquiétude

L'inflammation purulente de ce petit diverticule de Meckel risque de peser fort lourd sur l'avenir politique du Brésil. En dépit des bulletins de santé réconfortants sur l'état général du président Tancredo Neves qui, à 75 ans, vient de



CHARLES DAVID

subir, en moins de douze jours, trois interventions chirurgicales, la classe politique brésilienne se voit aujourd'hui confrontée à une nouvelle donne : l'éventualité de la présence permanente de José Sarney à la tête de la « Nouvelle République ».

À peine remise des péripéties de la transition pacifique de cette dictature militaire de 21 ans, toujours menaçante, à une démocratie encore fragile, la « Nouvelle République » brésilienne, de par le fait des atermoiements de M. Tancredo Neves, semble vaciller. Née d'un marchandage tumultueux pour éviter une totale humiliation à la caste militaire et lui donner, surtout, des garanties contre des menées revanchistes, cette transaction politique, advenant la disparition de M. Neves, tournerait à l'équivoque avant de se transformer, à la limite, en un véritable marché de dupes.

La réussite du compromis politique qui a présidé au retour de la démocratie au Brésil a reposé, en effet, essentiellement, sur les épaules de Tancredo Neves. Porté au pouvoir par une alliance modérée, regroupant libéraux et communistes, il fut, de toute la classe politique brésilienne, l'un des rares à pouvoir penser les blessures d'une opposition qui réclamait, sur tous les tons, la tenue d'élections directes et rogner, du même coup, les griffes de la hiérarchie militaire.

On sait que cette dernière n'a

jamais caché sa volonté de briser, par tous les moyens, la route à Leonel Brizola, le gouverneur de Rio, chef de file incontestable de la gauche, bénéficiant, par ailleurs, du soutien populaire. La voie des élections directes bloquée par la menace des forces armées de renvoyer aux calendes grecques le retour à la démocratie, l'opposition accepta de calmer son impatience et permit à Tancredo Neves de débaucher José Sarney, président du Parti démocratique et social, formation de droite, paravent civil de la dictature militaire.

Passant avec armes et bagages dans le camp de ses adversaires de toujours, José Sarney, avec l'aide de quelques dissidents, assura la victoire de Tancredo Neves. Pour mieux désarmer les casernes et leur faire digérer son programme de rétablir, notamment, les élections présidentielles par scrutin direct, le nouveau président offrit la vice-présidence au transfuge.

Une autre dimension politique

Ce qui parut sur le moment être un compromis ingénieux — la vice-présidence au Brésil n'étant dotée d'aucun pouvoir réel — prend aujourd'hui une autre dimension politique, susceptible de marquer, d'une façon déterminante, la trajectoire du pays. Ainsi, par une des ironies de l'histoire, la « Nouvelle République », en principe aux antipodes des concepts qui ont régi la dictature, se retrouve, du à la défaillance physique de son président, sous la houlette d'un des défenseurs du régime militaire.

En fait, dans la logique qui soutient cette construction politique, José Sarney serait appelé à huiler les rouages d'une machine conçue pour favoriser, dans un nouveau climat, l'accession au pouvoir de Leonel Brizola. Il est vrai que, depuis son lit d'hôpital, le président Tancredo Neves n'a cessé, pour conjurer les mauvais esprits, de rendre hommage à « l'irrépressible correction morale » du

vice-président dans son rôle intermédiaire.

Le doute persiste

On peut, toutefois, douter raisonnablement, en cas de permanence, de son ardeur de néophyte démocrate à fouler hardiment ses convictions profondes, privilégiant avant tout les moyens musclés. À preuve, dans la foulée des controverses politiques qui devaient aboutir, grâce à son intervention directe, au rejet de l'amendement de l'opposition — aujourd'hui son camp — sur le rétablissement du suffrage universel pour les élections présidentielles, José Sarney, pistolet à la ceinture, avait calmement annoncé ses couleurs : « Le premier qui m'agresse prendra une balle dans la tête. »

Or, paradoxalement, les partisans des nouvelles institutions démocratiques, au cas où le pire surviendrait, pourraient difficilement contester la légitimité de M. Sarney, sans remettre en

cause le fragile édifice politique qui leur a permis de briser le carcan de la dictature. En revanche, à moins de se persuader que la bergerie peut être confiée au loup, on voit mal comment les chefs de file de la démocratie brésilienne arriveraient à supporter cette bizarrerie, même si elle découle de l'application rigoureuse des règles constitutionnelles.

Dans cette optique, la gauche brésilienne part sérieusement piégée. Car, advenant des grognements trop marqués de son aile radicale, les éléments des forces armées, nostalgiques de la dictature, pourraient, légitimement invoquer le respect de la constitution pour se porter au secours de José Sarney et imposer à nouveau une liberté surveillée à la jeune démocratie.

En attendant un miracle, le Brésil prie, espérant fermement que ce diverticule de Meckel ne gagnera pas la notoriété du... nez de Cléopâtre.



M. Sarney, au moment où il a prêté le serment d'office comme vice-président du Brésil.



Jacques Bouchard

Les libéraux fédéraux embarrassent Bourassa

L'insistance que mettent les libéraux fédéraux à vouloir participer aux prochaines élections générales au Québec embarrasse Robert Bourassa. C'est un drôle de cadeau de grec que le chef du PLQ n'est pas prêt à accepter de bon cœur.

Divisés et endettés, les libéraux de John Turner ne savent plus à quel saint se vouer pour entreprendre la reconstruction de leur parti depuis leur cuisante défaite du 4 septembre.

Cette semaine, il y a eu à Ottawa des retrouvailles entre ceux qui ont réussi à survivre à la marée bleue de Brian Mulroney et les candidats défaits. Mais compte tenu de leur dernière performance au Québec, leur décision « d'appuyer » et de « travailler » à l'élection de l'équipe Bourassa est loin de faire le bonheur des stratèges libéraux de l'avenue de Gaspé.

Ceux-ci croyaient bien qu'avec le départ de Pierre Trudeau les problèmes de la double allégeance avaient été réglés une fois pour toutes. Mais il semble bien que les « grand frères » d'Ottawa n'ont pas décidé de lâcher prise. Cette situation, dans le contexte politique actuel, ne peut que nuire au leadership de M. Bourassa. Ce dernier est bien conscient qu'on veut tenter de se servir du parti qu'il a réussi à remettre en santé pour relancer au Québec la formation fédérale qui n'existe à peu près plus.

Prudence élémentaire

À ce sujet, M. Bourassa est très prudent dans ses commentaires. Il comprend qu'il a besoin de tous les soldats disponibles pour aller à la guerre contre le parti de René Lévesque. Mais pas à n'importe quel prix.

Le leader libéral a bien l'intention de faire en sorte que les deux partis politiques demeurent des entités distinctes, et affirme que « tous ceux qui veulent nous aider à gagner la prochaine bataille sont les bienvenus. » Sans plus.

Il faut dire aussi que M. Bourassa, du moins jusqu'à maintenant, a manœuvré de telle sorte qu'il n'y a qu'un député fédéral défait qui tentera d'obtenir l'investiture de son parti. Il s'agit d'André Maltais, dans le comté de Duplessis. La réunion de mise

en candidature dans cette circonscription aura lieu à la fin du mois de mai. Et il ne reste qu'une vingtaine de comtés où les libéraux devront choisir leurs candidats. Le seul autre nom qui circule est celui de l'ex-député de Saint-Hyacinthe, Marcel Ostiguy.

Personne, espérons-le, ne pourra faire de la démagogie et prétendre, comme cela a déjà été très courant, que la formation provinciale n'est qu'une succursale de celle du fédéral.

Le PLQ a pris soin de faire savoir aux députés et ministres battus qu'il serait plus sage pour eux de se recycler dans l'entreprise privée. Face à une attitude aussi peu chaleureuse, plusieurs ont compris le message. C'est le cas de Jacques Olivier et de Pierre Deniger, sur la Rive sud de Montréal.

Discipline de rigueur

L'organisateur en chef du PLQ et responsable de l'animation, Pierre Bibeau, n'a pas l'intention de tolérer la mise en place d'une organisation parallèle à la sienne, quand il est appelé à commenter les intentions de certains membres du PLC.

Le même principe s'applique pour tout le monde, libéraux et conservateurs fédéraux, affirme-t-il. On est prêt à accepter l'aide de tous. Mais si les libéraux fédéraux viennent chez nous, ils vont s'apercevoir qu'on a une organisation bien disciplinée. Aucune action qui se situerait en dehors de ce qui a été tracé par lui et par le président de la campagne, l'ex-ministre Fernand Lalonde, ne sera permise.

Si jamais Marcel Ostiguy se décidait à tenter d'obtenir un comté pour représenter le PLQ, ce serait alors le deuxième avec Maltais. « Il y en aura assez », a tranché Pierre Bibeau sur un ton qui n'admet pas la réplique.

Une chose est certaine. Les troupes de Bourassa ont autant, sinon plus, besoin de la nouvelle machine des conservateurs que de celle du PLC. On veut aussi éviter que la victoire du PLQ lors des prochaines élections (si c'est le cas) soit interprétée comme une remontée de popularité des troupes de Turner.

Le mariage de raison entre conservateurs et libéraux fait donc le bonheur des uns et des autres, dans certains cas. Si M. Bourassa se présentait dans une élection complémentaire dans le comté de Bertrand, il pourrait en bénéficier. Il est assuré que la machine du député de Verchères et vice-président de la Chambre des communes, Marcel Danis, sera mise à sa disposition.

On n'a pas oublié

En clair, les libéraux fédéraux, malgré leur désaveu, ne peuvent pas compter sur « leurs collègues » du Québec pour les guider dans leur recherche pour établir une plate-forme et remettre en marche leur organisation.

Les partisans et les conseillers de Robert Bourassa n'ont pas oublié avec quel mépris les fédéraux, lorsqu'ils étaient au pouvoir à Ottawa, traitaient ouvertement et avec beaucoup de plaisir leurs « p'tits frères » du Québec. L'affection n'est donc pas très grande à leur endroit. On se méfie de l'opération de séduction qui a été entreprise. Les attaques des ex-ministres Jean Chrétien et André Ouellet, à l'endroit de M. Bourassa, lorsque ce dernier était premier ministre, sont toujours présentes à l'esprit.

On ne tient pas à ce que l'histoire se répète. Surtout que MM. Bourassa et Turner ne sont pas sur la même longueur d'onde sur le plan constitutionnel.



André Maltais



Marcel Ostiguy



Pierre Bibeau

QUI COMMANDE À LA BID ?

Une querelle entre Managua et Washington rebondit à Vienne

La semaine qui vient de s'écouler était importante pour l'Amérique latine. À Vienne, était en effet réunie en assemblée générale annuelle la Banque Interaméricaine de Développement ou BID. Avec ses 43 États membres et des capitaux



CLAUDE MONQUET à Vienne

Collaboration spéciale

qu'elle insuffle continuellement en Amérique latine, la BID est le principal outil de financement public du sous-continent.

Cette réunion était placée sous le signe de la tension. En cause, une mauvaise querelle entre Managua et Washington. Le Nicaragua reproche aux États-Unis de tout faire pour bloquer un prêt de plus de \$60 millions de dollars qui devrait être affecté au secteur agro-alimentaire.

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a écrit personnellement au président de la BID le 30 janvier dernier afin de lui exprimer « la forte opposition de l'administration américaine » à ce prêt qui, selon lui, aiderait le régime sandiniste « à libérer des fonds qui pourraient être utilisés à consolider le régime marxiste et à financer les agressions du Nicaragua contre ses voisins. »

Dans son discours devant l'assemblée plénière, M. Joaquín Cuadra Chamorro, président de la Banque centrale nicaraguayenne, a souligné que ces pressions américaines partici-

paient à une « politisation » dangereuse des activités de la BID.

Officiellement, la délégation américaine n'a pas réagi. Par contre, un bon nombre de délégués estimaient que le discours prononcé dans l'après-midi de lundi par Mme Obolensky, représentante de la France à l'assemblée, constituait un soutien tacite de Paris à Managua. La déléguée française a en effet déclaré « regretter que l'on ne respecte pas tous les droits des États membres. » Bien qu'elle n'ait pas cité explicitement le cas du Nicaragua, il ne fait guère de doute qu'elle pensait, entre autres, à ce problème précis.

Rien n'est très clair dans cette affaire. Car si les représentants du Nicaragua prétendent haut et fort qu'ils sont victimes d'un veto des États-Unis, des membres de l'entourage du président de la BID, M. Ortiz Mena, ont déclaré quant à eux que si le projet avait bien été suspendu c'était à la demande de Managua.

Des délégués latino-américains qui ont souhaité garder l'anonymat nous ont déclaré : « Il est vrai que Washington fait tout pour bloquer les prêts au Nicaragua mais les Américains ne favorisent pas pour autant le régime de droite comme on pourrait le croire. Il y a un mois, au directoire de la banque, ils ont voté contre un projet de prêts de \$130 millions de dollars US au Chili du général Pinochet... »

Une affaire de contexte

Mardi, c'était M. Mulford, membre du comité des gouverneurs de la BID et secrétaire

adjoint au Département du Trésor à Washington qui « créait l'événement ». Sans se risquer à citer de cas précis, il a en effet déclaré du haut de la tribune :

« Nous croyons que le processus de sélection des prêts peut être renforcé en donnant une plus grande importance au contexte économique général. Nous souhaitons que l'on recherche au sujet de chaque pays qui réclame un prêt des précisions sur le contexte dans lequel celui-ci se placera. » De l'avis de nombreux fonctionnaires de la Banque, l'administration américaine s'est ainsi prononcée en faveur de mécanismes sélectifs qui entraineront inévitablement cette politisation que craignent



Le représentant du Canada à la conférence du BID, M. Gerry Weiner.

le Nicaragua et d'autres États membres.

Ce nouvel affrontement entre Washington et Managua appelle une question : Qui « commande » à la BID ? En d'autres termes, les États-Unis pourraient-ils bloquer s'ils le désiraient les aides de la Banque ? La réponse est négative. Pour s'en assurer, il suffit de se pencher sur les statuts de la BID. Le pouvoir de vote de chaque État membre est fonction du montant que celui-ci a souscrit en capital actions. Au 31 décembre 1984, les États d'Amérique latine détenaient 54,17 p. cent du pouvoir de vote, les États-Unis 34,5 p. cent, le Canada, 4,5 p. cent et l'ensemble des pays extra-régionaux 6,7 p. cent. Cela signifie que même si les États-Unis pouvaient rallier à leur cause le Canada et tous les pays non régionaux, ils ne disposeraient encore que de 45,7 p. cent des voix...

Le Canada

Quant à M. Gerry Weiner, le représentant du Canada, il a fait état de la période de récession à laquelle le pays a dû faire face pour faire un farouche plaidoyer en faveur de l'effort : « Notre pari, a-t-il dit, est d'adapter l'économie pour revenir à la croissance. » Pour y arriver, il est nécessaire de réduire le déficit public. Mais surtout il faut créer un environnement qui encourage le secteur privé et particulièrement les petites et moyennes entreprises.

Il a conclu ce discours très « néo-libéral » en annonçant la publication prochaine d'un document dans lequel le gouvernement Mulroney définira les tendances qu'il entend donner aux relations internationales.

NE MANQUEZ PAS DE LIRE NOTRE CAHIER SPECIAL SUR

LES BELLES BOUTIQUES la presse

dans notre édition du LUNDI 1^{er} AVRIL

À Vancouver, les chômeurs font la queue pour manger

Mercredi, une semaine avant les chèques de bien-être, les placards sont vides. Derrière la cathédrale anglicane, juste en face de l'Hôtel Vancouver, un millier de personnes font la queue dans une ruelle, pour la deuxième fois de la journée. Le matin, à sept heures, il y avait déjà plusieurs centaines de gens.

Les portes ont ouvert à 9 heures, pour la distribution des tickets et maintenant, à midi et demi, c'est l'appel des numéros. Au bout de la queue, il y a un sac de provisions, de quoi manger pendant deux ou trois jours. Chaque mercredi, c'est le même rituel dans les sept centres de distribution de la « Food Bank », la banque de nourriture de Vancouver. On pourrait assister au même spectacle à Nanaimo, à Victoria ou à Prince George. En Colombie-Britannique, il y a désormais 10 « food banks ».

La « Food Bank » de Vancouver a ouvert ses portes en décembre 1982. À l'époque, elle ne distribuait que 266 sacs par mois. Maintenant, le cap des 12000 est dépassé, 3000 sacs par semaine, soit 8300 personnes. Dans la queue, on peut encore trouver quelques clochards, mais pour l'essentiel, il s'agit de gens comme tout le monde, des jeunes, des ouvriers, des mères de famille, et même des cadres en complet-veston et cravate. Avec 11,8 p. cent de sans-emplois, la Colombie-Britannique se situe au deuxième rang canadien, juste derrière Terre-Neuve, en matière de chômage.

Un des volontaires du centre, au prénom pittoresque de Darwin, explique sa situation: 31 ans, célibataire, magasinier, il n'a pas travaillé à plein temps depuis août 1979. Il touche 375 dollars par mois d'assistance sociale, dont 255 qui passent immédiatement au loyer. « Je cherche du travail tous les jours, affirme Darwin, mais je n'ai rien vu dans le domaine depuis deux semaines dans les

journaux. Dans le temps, il y avait dix candidats par place, maintenant il y en a cent. »

Terry

À l'autre bout de la ville, Terry, une mère célibataire dans la vingtaine, insiste: « Vous savez, j'ai de la chance ». De la chance, avec un chèque mensuel de 695 dollars, une petite fille de 3 ans et demi et un père absentiste? Terry explique: elle reçoit 20 dollars de plus que le tarif, un supplément diabétique. Dietétique? Oui, elle a passé quatre mois à l'hôpital en 83-84 pour malnutrition. Malnutrition? Oui, elle avait perdu 30 livres. Elle n'avait pas assez d'argent pour se nourrir convenablement. Mais le mois prochain, on risque de lui couper ses 20 dol-

lars, elle a repris du poids. « Le tofu, vous savez, ça a autant de protéines que la viande, et c'est moins cher », explique-t-elle.

Terry répète qu'elle a de la chance: « Le ministère m'a donné un laissez-passer pour l'autobus. » Pour amener la petite fille en thérapie, ça coûte moins cher que le taxi. En thérapie? Oui, à cause de l'hôpital. Terry a perdu sa fille pendant onze mois. Deux foyers nourriciers plus tard, l'enfant a maintenant des problèmes émotifs, d'où la thérapie et un déplacement gratuit dans une garderie à mi-temps. Terry se considère « privilégiée », grâce à un travailleur social exceptionnel qui a enfin détourné les règlements en sa faveur. Une « privilégiée » qui traverse tout de même la ville tous les mardis pour chercher son sac à la « Food Bank », 315 dollars après le loyer, ce n'est pas assez pour une mère et sa petite fille.

Madame Nicholson, dont le maigre salaire est payé par un programme fédéral, en profite pour inculquer quelques notions de nutrition et pour s'enquérir de la situation de ses « clientes ». À la sortie, le sac hebdomadaire. Pour un adulte et deux enfants, il y a une douzaine d'œufs, un pain, deux livres de pommes de terre, trois ou quatre fruits, six boîtes de conserve (corned-beef, soupe, fèves, légumes, fruits), une « protéine » (beurre d'arachide, ou fromage, ou céréales), une boîte d'Enfanlac et deux ou trois jours de purées en pot pour nourrir, et c'est tout. Pour être admise, il faut être recommandée par une infirmière des écoles ou de l'hygiène publique,



un travailleur social ou un organisme comme « Y ». « Nous refusons ceux qui nous téléphonent sans référence. Si on ouvrait les portes à tous les parents célibataires, on aurait mille personnes du jour au lendemain. » Mme Nicholson s'est fixée pour limite 200 familles, un maximum qui sera vite atteint. Pour les autres, c'est donc la queue dans les centres de distribution de quartier.

En face de la cathédrale anglicane, ou un millier de chômeurs attendent leurs 960 sacs, 936 membres du Canadian Club déjeunent dans la salle de gala de l'Hôtel Vancouver avec le premier ministre Bill Bennett. Sylvia Russell, femme d'affaires et directrice de la « Food Bank », est venue écouter le chef créditiste de son dernier budget de « partnership » et des nouveaux avantages fiscaux offerts aux entreprises. À la sortie, une journaliste demande à Monsieur Bennett ce qu'il pense de la queue de la Food Bank, juste en face. « Ces gens, répond le premier ministre, veulent des emplois permanents. Il ne faut pas les enfermer dans la mentalité du « welfare ». Leur espoir, précisez-t-il, c'est un emploi, un jour, « some job, some day ».

250 000 personnes au « welfare »
Il y a actuellement 250 000 per-

sonnes au « welfare », plus un nombre équivalent qui dépendent des chèques de l'assurance-sociale. M. Bennett affirme que la Colombie-Britannique offre les prestations les meilleures au pays. En fait, selon une étude publiée en octobre par le conseil de planification sociale du Toronto métropolitain, Victoria n'occupe que le troisième rang en ce qui concerne le montant de ses chèques. Et si l'on compare le revenu global des assistés au seuil provincial de la pauvreté tel que défini par Statistiques Canada, la Colombie-Britannique tombe au neuvième rang provincial. Non contents d'être obligés de vivre avec 29,1 p. cent des 11855 dollars jugés nécessaires par les statisticiens, les deux adultes et les deux enfants de la famille-type sont en pire posture qu'avant la récession, puisque de 1982 à 1984, le niveau de leurs prestations n'a pas changé, un record que ne bat l'Alberta, où le montant des chèques a baissé de 1,2 p. cent (au Québec, il y a eu une hausse de 12,1 p. cent).

En Colombie-Britannique, les tarifs de l'assistance sociale sont gelés depuis avril 1982, et ils le resteront pendant encore au moins un an. À l'Hôtel Vancouver, M. Bennett essaie de se justifier: en quatre ans, sa province a connu une immigration nette de 38000 personnes. Sous-entendu: la Colombie-Britannique est encore un pays de cocagne et le chômage est un phénomène d'importation. En fait, M. Bennett dilue ses statistiques avec des chiffres d'avant la récession. Les dernières années disponibles, les trois premiers trimestres de 1984, font état d'une immigration nette insignifiante, 3897 personnes.

À l'issue du discours, la directrice de la « Food Bank » a du mal à cacher son indignation. « J'aimerais voir la preuve tangible de ces nouveaux emplois », déclare Sylvia Russell. La province, souligne-t-elle, ne verse pas un sou aux banques de nourriture. Son budget, 130000 dollars, dépend entièrement de la générosité du public, des églises, des syndicats, des clubs sociaux et, de plus en plus, des milieux d'affaires. Victoria, de toute évidence, se lave les mains de la situation. « Nous applaudissons les efforts de ces gens », a déclaré le mois dernier le ministre des ressources humaines, Mme Grace McCarthy, « mais nous n'avons aucune intention de prendre la relève ». Benévola, charité, effort personnel, telle est l'alternative, en Colombie-Britannique, à l'État du bien-être. De retour à son bureau, Mme Russell fait le bilan de la journée: malgré les 3000 sacs distribués, une centaine de personnes ont dû repartir bredouille. La charité, après tout n'est pas un droit.

Benévola, charité, effort personnel, telle est l'alternative, en Colombie-Britannique, à l'État du bien-être. De retour à son bureau, Mme Russell fait le bilan de la journée: malgré les 3000 sacs distribués, une centaine de personnes ont dû repartir bredouille. La charité, après tout n'est pas un droit.

Benévola, charité, effort personnel, telle est l'alternative, en Colombie-Britannique, à l'État du bien-être. De retour à son bureau, Mme Russell fait le bilan de la journée: malgré les 3000 sacs distribués, une centaine de personnes ont dû repartir bredouille. La charité, après tout n'est pas un droit.

Benévola, charité, effort personnel, telle est l'alternative, en Colombie-Britannique, à l'État du bien-être. De retour à son bureau, Mme Russell fait le bilan de la journée: malgré les 3000 sacs distribués, une centaine de personnes ont dû repartir bredouille. La charité, après tout n'est pas un droit.



DANIEL RAUNET

à Vancouver

collaboration spéciale

La montée du racisme provoque une guerre des slogans à Paris

Un slogan fait fureur en France, principalement depuis une semaine: « Touche pas à mon pote ». Le « pote » en question, c'est l'étranger, l'immigré portugais, maghrébin ou africain. Le mouvement « SOS Racisme » avait lancé le badge il y a un mois. Il s'en est déjà vendu un demi-million, à environ un dollar pièce.

Le slogan tape tellement dans le mille que, un peu partout, on commence à le récupérer. Y compris même le Front national (extrême-droite) qui a aussitôt lancé son propre badge: « Touche pas à mon peuple » (français sous-entendu). Ce qui a même donné lieu à une bagarre de rue, mercredi, en banlieue parisienne, entre plusieurs jeunes porteurs des deux badges.

Depuis le mouvement « solidarité » au lendemain du coup en Pologne, on n'avait pas vu une campagne d'une telle ampleur. Au cours de la semaine dernière, on a vu arborer le badge en question des personnalités politiques, des artistes et des vedettes. Mardi, on a assisté à diverses manifestations, notamment dans le midi où le problème de l'immigration est aigu.

À Paris, les écrivains Marek Halter et Bérard-Henri Lévy, le réalisateur Costa-Gavras, les comédiens Coluche et Daniel Gélin ont fait la tournée des lycées pour « sensibiliser » les jeunes à la question. Même notre romancier Michel Tremblay, invité à parler de son livre sur la première chaîne de télévision mercredi arborait, lui, deux badges, et avait amené avec lui l'animateur de « SOS Racisme »,

un Antillais nommé Harlem Désir.

« À condition de ne pas être obligés de passer devant le tribunal de la gauche et de la droite, le mouvement antiraciste est et restera majoritaire en France », déclare de son côté l'écrivain André Glucksmann devant une assemblée étudiante à la faculté d'Assas, réputée pour être un bastion de l'extrême-droite.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

On ne sait pas si le mouvement est majoritaire, mais en tout cas il occupe le devant de la scène. Dès dimanche dernier, le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Lustiger (d'origine juive polonaise), déclarait à la télévision: « Ce que pense M. Le Pen n'est pas important. Ce qui m'inquiète, c'est ce qui se passe dans la tête des Français. J'ai peur d'avoir honte pour mon pays. »

Sur l'importance du mouvement, on devait en tout cas avoir une indication puisqu'une grande manifestation était prévue pour cet après-midi à Paris.

Un incident

Pourquoi cette vague soudaine? Elle était dans l'air, mais elle s'est soudain amplifiée avec un incident raciste particulièrement choquant, à Menton sur la Côte d'Azur, dans la nuit du 20 au 21 mars.

Deux jeunes Français, à la

sortie d'un bar, aperçoivent trois jeunes immigrés — un Algérien, un Marocain et un Antillais — faire la conversation à une fille qu'ils connaissent. Sans plus. Ils partent chez l'un des deux à moto chercher une carabine, reviennent, tirent sur le groupe à bout portant, tuent le jeune Marocain et blessent à la jambe le Martiniquais. Aussitôt retrouvé par la police, celui qui a tiré déclare: « Je n'aime pas les Arabes. Nous voulions leur donner une leçon. » Les inculpés ont vingt-sept et vingt-huit ans. L'âge des victimes.

C'est là l'un des incidents racistes extrêmes. Comme lorsque, il y a deux ans, trois aspirants à la Légion étrangère avaient tout simplement jeté par la fenêtre d'un train en marche un Maghrébin dont la gueule ne leur revenait pas.

Exemples extrêmes et quand même isolés, mais qui s'inscrivent sur un fond de racisme « ordinaire » dont le niveau est déjà inquiétant: « bavures » policières qui de manière fréquente visent de jeunes Maghrébins, passages à tabac dans des banlieues ouvrières par des bandes de jeunes qui veulent « casser du bougnoule ».

La récente montée de l'extrême-droite à dix p. cent des voix sur la scène électorale a contribué à alourdir le climat. D'ailleurs le Front national de Le Pen obtient, on le sait, ses meilleurs résultats dans les villes où le taux d'immigrés est le plus élevé: Marseille, Toulon, les zones industrielles, etc. Le Front national est un signe de la montée du racisme, mais il contribue aussi par ses slogans (« Les

Français d'abord ») à son expansion. Il n'en a malheureusement pas le monopole: en 1980, le Parti communiste s'était distingué en attaquant au bulldozer, la veille de Noël, un foyer de travailleurs maliens en banlieue parisienne. Et la semaine dernière, le maire de Montreuil (communiste) a dirigé une manifestation pour refuser un nouveau foyer de ce genre.

Le problème de l'immigration

Autant dire que si le racisme est ainsi d'actualité, c'est aussi que le problème de l'immigration est devenu plus aigu, notamment à la faveur de la crise économique.

Calcul facile bien que simpliste: il y a deux millions et demi de chômeurs en France, et quatre millions et demi de travailleurs immigrés (familles comprises). D'où les slogans faciles: l'emploi d'abord pour les Français, cessons de financer des chômeurs étrangers, etc.

Le problème est double: d'une part, contrairement à l'Allemagne et à la Suisse, qui ont beaucoup pratiqué vis-à-vis des immigrés la politique des contrats de travail à court terme, la France a une immigration à long terme, installée durablement (la plupart depuis plus de dix ans) et vouée normalement à s'enraciner. D'autre part, plus que cette immigration vient de pays méditerranéens voisins avec lesquels la France a des liens historiques: Portugal (850 000), Italie (426 000), Espagne (380 000), Algérie (777 000), Maroc (520 000), Sénégal (380 000), etc.



Depuis quelques jours, des écrivains et des comédiens (dont Coluche) font la tournée des lycées pour « sensibiliser » les jeunes à la question.

D'un côté, on doit constater que, mieux que d'autres pays, la France a intégré des communautés entières. Bien que fort nombreux, les Italiens sont parfaitement assimilés, les Portugais à peu près autant. D'autre part, on ne peut pas dire que le racisme anti-noir prenne des proportions gigantesques, vu le petit nombre originaire des immigrés en question. Le drame aigu, c'est celui des Algériens-Marocains-Tunisiens, qui forment un bloc compact de un million et demi d'étrangers, regroupés dans des « ghettos » pour la plupart, vivant entre eux, plutôt coupés de la population

française, même lorsqu'il s'agit d'immigrés de la « deuxième génération ».

Pour des raisons historiques liées à la colonisation, c'est contre eux que joue le racisme. Les particularismes culturels (langue, religion, coutumes) et... la couleur de la peau donnent prise au phénomène. De tous les côtés de l'échiquier politique, ceux qui s'inquiètent du phénomène savent que le problème sera long à digérer. Mais les animateurs de « SOS Racisme » estiment que si on ne fait rien contre ce phénomène, la situation sera encore plus inextricable demain.

DÉPÔT GARANTI TRUST GÉNÉRAL

UN MODE D'ÉPARGNE AVANTAGEUX:

- ✓ sécurité du capital
- ✓ taux d'intérêt plus élevé
- ✓ des intérêts composés annuellement
- ✓ taux d'intérêt garanti
- ✓ choix dans le paiement des intérêts
- ✓ aucun coût

SUCCURSALES: Mtl/Université: 1100, Université, 871-7200 • Mtl/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8363 • Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265 • Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414 • Laval: Place du Carrefour, 682-3200

CONSEILLERS: Mtl/Ahuntsville: 382-8000 • Rivé-Sud/Brossard: 462-1880 • Granby: 378-8461 • Val-d'Or: 825-8101

9 1/2%

(90 à 119 jours)

Intérêt à l'échéance

Taux sujets à confirmation
12 1/4% 11 3/4% 11 1/4%

5 ans

Int. an

3 ans

Int. an

15 mois

Int. à l'échéance

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôt du Québec

LE VOISIN

Vu la grande popularité de la série d'articles sur LE VOISIN,

la presse

offre à ses lecteurs un cahier spécial de 20 pages grand format présentant le bilan de la visite de Ronald Reagan à Québec.



Ce cahier reproduira notamment l'essentiel de la série d'articles intitulée LE VOISIN publiée dans

LA PRESSE. Ces articles présentent le personnage Ronald Reagan, la vision qu'il se fait de l'Amérique, du monde, des rapports Est-Ouest, de l'arme nucléaire.

La série traite ensuite des problèmes qui confrontent le Canada et les États-Unis: les pluies acides, l'influence culturelle américaine, la monnaie, etc.

Enfin, le cahier reproduit le grand sondage exclusif CROP-LA PRESSE sur ce que pensent les Québécois de Reagan, des Américains et du contentieux canado-américain.

Commandez dès maintenant au prix de 2 \$ l'exemplaire.

Je désire recevoir _____ exemplaire(s) du cahier LE VOISIN au prix unitaire de 2 \$ (incluant les frais d'expédition).
Je joins un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$.

Retournez votre coupon à l'adresse ci-dessous:

Le Voisin
LA PRESSE Ltée
C.P. 5020
Montréal, Québec
H2Y 3M1

Nom: _____

Adresse: _____ App.: _____

Ville: _____

Code postal: _____ Tél.: _____ Âge: _____

Je suis abonné(e) à LA PRESSE J'achète LA PRESSE en kiosque

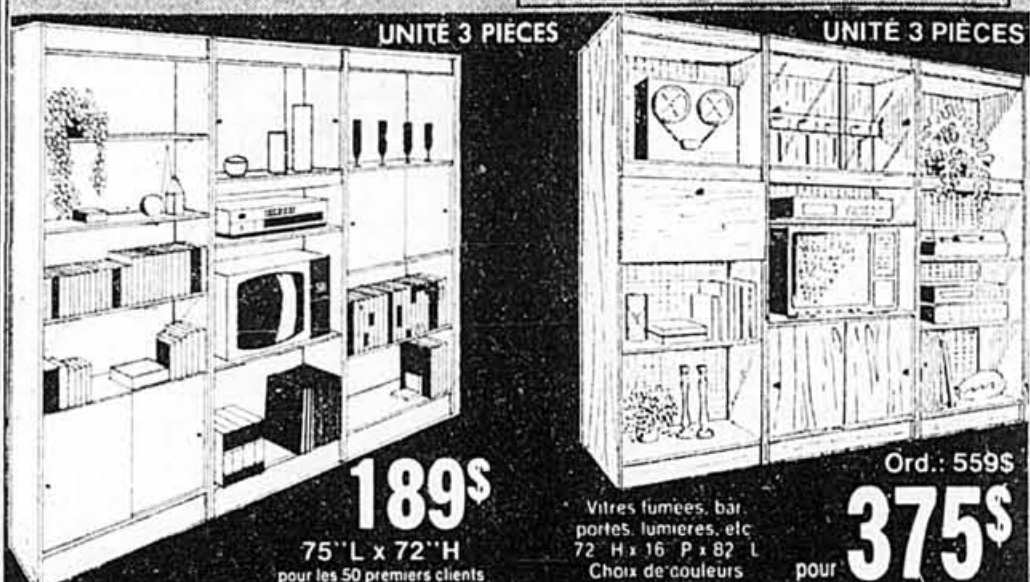


Honoré par des journalistes... français

Dans l'ordre habituel, MM. Jean Drapeau, Jacques Marchand, président de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France, et François Caudine, maire de Font-Romeu, dans les Pyrénées françaises, où se sont tenus les deux premiers Jeux d'hiver des journalistes, portent un toast à l'attribution du trophée international du Fair-Play, qui a été remis hier au maire de Montréal. En fait, on avait décerné ce trophée à M. Drapeau en 1976, mais ce n'est qu'hier soir qu'on le lui a remis, à l'occasion de la tenue, la semaine prochaine, à Québec, des troisièmes Jeux mondiaux d'hiver des journalistes.

photo Armand Trottier, LA PRESSE

MANUFACTURIER MAINTENANT OUVERT AU PUBLIC
QUE DES BAS PRIX **OUVERT les DIMANCHES: 10H00 à 16H00**



189\$ pour les 50 premiers clients
75" L x 72" H
Unité 3 pièces: Vitres fumées, bar. portes, lumières, etc. 72 H x 16 P x 82 L. Choix de couleurs

375\$ Ord.: 559\$
pour

Nous fabriquons votre étagère sur mesure — Notre salle de montre est ouverte au public — Grand choix de modèles et couleurs.

NATIONAL UNITÉ MURALE INC.
2597, boul. Le Corbusier, Laval
Ouvert: lundi, mar., mer. 9h30 à 18h00
jeudi 9h30 à 21h00, vendredi 9h30 à 16h00
samedi fermé — ouvert dimanche 10h00 à 16h00
Tél.: 681-6249
LIVRAISON EN SUS

M. MICHAUD A DU COEUR!



M. Michaud est décidément tout un as de coeur! À l'occasion de Pâques, le rayon du bijou de C.M. Michaud vous offre en effet de 40 à 65% d'escompte sur la valeur réelle de tous les bijoux de sa passionnante collection printanière de boucles d'oreilles, pendentifs, bagues, bracelets, chaînes, colliers de perles, bijoux à diamants, en or et en argent.

40% d'escompte sur plus de 1200 modèles différents!

C. C.M. Michaud a réduit de 40% le prix suggéré de plus de 1200 modèles différents de montres renommées, comme Seiko, Lassale, Pulsar, Bulova, Citizen, Omega, Longines, Michel Herbelin, Withnauer, Concord, Piaget, Baume Mercier, Corum. À vous de choisir!

La plus grande salle de montres au pays!

Vous vous en donnez à coeur joie avec nos rabais. Voyez ces exemples:

	Valeur réelle	Prix C.M. Michaud	Prix spécial	
Boucles d'oreilles or 10 K	114 \$	76 \$	62,70 \$	- 45%
Chaînes or 10 K, 18"	253 \$	169 \$	126,50 \$	- 50%
Bagues à pierre pour hommes	360 \$	240 \$	126,00 \$	- 65%

Un coeur d'or!

À chaque achat, M. Michaud vous fait cadeau d'un joli coeur en or.
Un vrai coeur d'or ce M. Michaud!



Venez vite en profiter, avant samedi le 6 avril...question d'en avoir le coeur net!

Bijouterie C.M. Michaud
937 est, Bélanger
Montréal (Québec)
Tél.: 279-4527

"Mon Bijoutier"

Piscines Unies

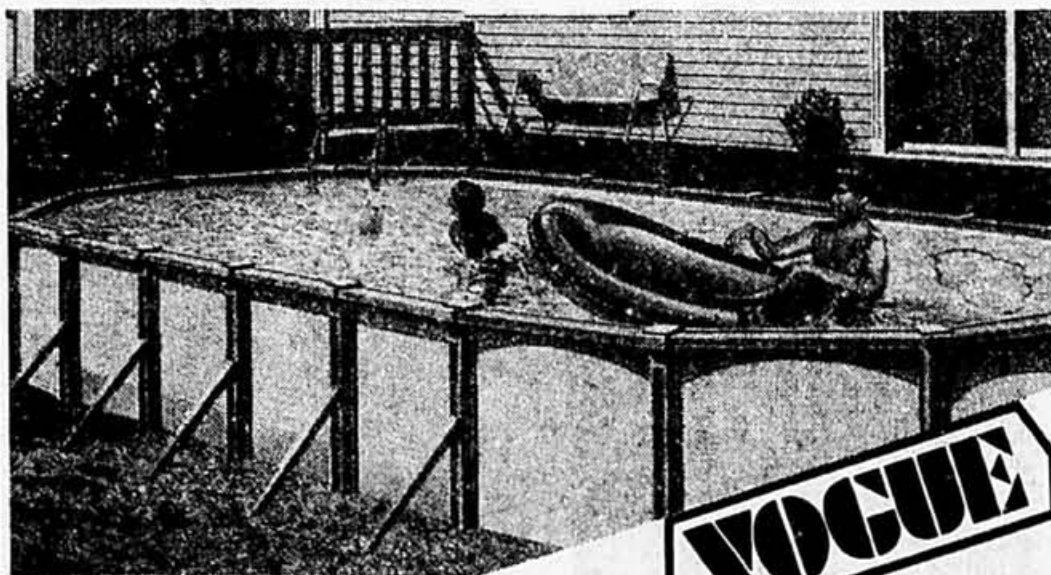
LE CHOIX PAR EXCELLENCE

Faites votre choix chez des experts.

PISCINES UNIES C'EST LE PLUS GRAND REGROUPEMENT DE MARCHANDS DE PISCINES ET ACCESSOIRES AU CANADA.

Les experts de Piscines Unies ont sélectionné pour vous les meilleures marques du marché afin de vous offrir le rapport qualité/prix le plus avantageux.

Visitez votre marchand/propriétaire membre de Piscines Unies, il y en a un près de chez vous. C'est le meilleur choix à faire pour la qualité, le prix et le service personnalisé.



PISCINE CORAL BAY fabriquée par VOGUE

- | | | | |
|--|--|---|---|
| Dalhousie, N.B.
PO Box 654
E2A 3Z6
Tél.: (506) 546-3301 | Lafontaine
2395 boul. Labelle
J7Z 5T5
Tél.: 436-9037 | Princeville
235 boul. Baril
G0P 1E0
Tél.: (819) 364-5427 | St-Jean-sur-Richelieu
555 boul. Sommeire
J3B 7C9
Tél.: 384-6851 |
| Brossard
7569 boul. Taschoreau
J4Y 1A2
Tél.: 676-1503 | Valleyfield
196 myr. Langlois
Tél.: 371-6169 | Québec
2829 boul. Hamel
Tél.: (418) 648-1795 | St-Louis-de-France
761 boul. St-Alexis Ouest
G8T 1B4
Tél.: (819) 379-6374 |
| Chambly
999 boul. Peregny Québec
Tél.: 658-1949 | L'Assomption
975 boul. l'Ange Gardien nord
J3K 1G0
Tél.: 589-4136 | Québec
1000 boul. des Capucins
Tél.: (418) 529-0293
G1J 3P8 | St-Louis-de-Terrebonne
1715 chemin Gascon
J3N 1N0
Tél.: 471-9903 |
| Chicoutimi
1333 boul. St-Paul
G7J 3Y2
Tél.: (418) 545-3501 | Laval
2050 Le Corbusier
Tél.: 327-3331 | Rock Forest
4401 boul. Bourque
Tél.: (819) 562-4275 | St-Marie Beauce
1056 boul. Vachon sud
G0S 2T0
Tél.: (418) 387-2121 |
| Dollars-des-Ormeaux
49 Brunswick
H9B 1P7
Tél.: 335-1269 | Longueuil
891 boul. Ste-Foy
J4K 1B6
Tél.: 674-3707 | Saint-Hyacinthe
15845 rue St-Louis
J2T 3E7
Tél.: 773-6634 | Tracy
402 route Marie-Victorin
J3R 1K7
Tél.: 742-8433 |
| Drummondville
Tél.: 474-1771 | Ormatown
1694 Island road
J0S 1K0
Tél.: 829-2307 | Shawinigan
9023 boul. des Hêtres
G0N 4Y2
Tél.: (819) 539-6677 | Trois-Rivières ouest
5825 boul. Royal
G9A 4P1
Tél.: (819) 375-7771 |
| Gatineau
815 boul. St-Remi ouest
Tél.: (819) 568-4454 | Ottawa
581 Richmond Ontario
K2A 0G8
Tél.: (613) 673-5418 | St-Constant
125 St-Pierre
J3L 1W0
Tél.: (514) 632-8680 | |
| Granby
667 Principale
Tél.: 375-5225 | Piantagnon Ontario
747 Gerard Street
C.P. 319
Tél.: (613) 673-5418 | St-Jean
22 Jacques Cartier sud
J3B 6S4 | |
| Joliette
580 boul. Barrette
J6E 3Z1 | | | |

Pas assez d'ordinateurs dans les écoles

La majorité des professeurs du primaire et du secondaire qui utilisent des ordinateurs estiment qu'il n'y a pas suffisamment d'appareils dans les écoles et que le temps leur manque pour s'en servir en classe de façon satisfaisante. Ils déplorent également l'insuffisance de leur propre formation.

CAROLE THIBAUDEAU

Par ailleurs, il y a environ deux fois plus d'hommes que de femmes qui utilisent l'ordinateur comme outil pédagogique.

C'est ce que révèle le rapport préliminaire d'une enquête effectuée auprès de 5 000 enseignants et enseignantes, rapport dévoilé hier par la Centrale de l'enseignement du Québec.

La même étude affirme que plus de 70 p. cent des répondants accueillent favorablement l'introduction de l'ordinateur à l'école et sont intéressés à utiliser ce nouvel outil d'enseignement. Le rapport souligne également que les professeurs ont fourni des efforts importants pour s'adapter au changement, par exemple en suivant des cours pendant leurs loisirs.

« Cela contredit l'opinion fort répandue que les professeurs résistent aux changements technologiques », fait remarquer Jocelyn Berthelot, auteur de l'étude.

Alors que 10 p. cent environ des répondants utilisent l'ordinateur à l'école, 1 p. cent seulement estiment que leur formation en informatique est adéquate.

On donne aux professeurs des stages d'informatique de 5 jours ou de 6 semaines, suivant que l'enseignant recherche une formation légère ou plus approfondie. « En France, l'équivalent de cette formation approfondie dure un an, fait remarquer Jocelyn Berthelot. Le gouvernement avait d'abord prévu des stages de 6 mois et ils ont été réduits à 6 semaines. »

Environ 50 p. cent des utilisateurs trouvent que les claviers anglais et les informations de langue anglaise font obstacle à une meilleure utilisation. L'auteur du rapport fait simplement remarquer que la politique du ministère de l'Éducation, à savoir l'utilisation du français pour le matériel, les guides d'explication et les logiciels, devrait être appliquée.

Lorraine Pagé, porte-parole de la CEQ, conclut que Québec devrait faire une priorité de la fabrication de logiciels français de qualité.

HA DEN ÄRAN!

Vous avez deviné! Le titre veut dire "bon anniversaire" en suédois. Nous avons pour vous des aubaines à tout casser et des rabais étonnants à travers tout le magasin.

IKEA ne fait pas souvent de solde, mais on s'en souvient longtemps.

Les prix et les surprises que vous réserve IKEA sont imbattables. C'est la fête pour les petits et les grands. Vous ne devez pas manquer ça!

Soyez de la fête! Il y en a pour tout le monde pendant l'anniversaire d'IKEA.

LUNDI, À 9 h 30
UNE AUBAINE À TOUT CASSER!

98\$ MORSTA, canapé deux places. Recouvrement ton naturel. Rég. 250 \$. Quantité limitée à 55.

85\$ l'ensemble
TABLE DORA ET 4 CHAISES RAPPEN 60 cm, bleu. Chaises plantes assorties. Rég. 105 \$

PAR, ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN. En pin massif, fini naturel, noyer ou blanc. Porte-brosse à dents et 2 gobelets. Rég. 7,50 \$

3\$

COMMUNE MAST 67/6. Pin fini naturel ou noyer. Rég. 124 \$

75\$

ALEX, DESSUS DE TABLE ET TRÉTEAUX. Fini mélamine blanche, 120 x 80 cm. TAGE, tréteaux, rouge vif ou brun.

Achat spécial 38\$

Nevez pas l'anniversaire d'IKEA

4\$ NOTICE, BABILLARD 10 x 60 cm. Rég. 8 \$

Porte-savon.

4\$

PANDA, LIT D'ENFANT. Hêtre massif fini laque blanc. Rég. 120 \$

80\$

KALOTT, LAMPE MURALE. Abat-jour brun. Rég. 24 \$ ch.

12\$ ch.

SELMA 100% COTON. 150 cm. Rayures ton vert, jaune, bleu pâle, rouille ou rouge. Rég. 7 \$ m

3\$/m.

PUPITRE LAGO ET CHAISE KOMMA. Pupitre en pin laque incolore. 110 x 55 cm. Chaise ajustable, ton noir. Rég. 233 \$

160\$

À partir de **450\$** ch. Achat spécial. PANIERS POUR ANIMAUX. 5 différentes grandeurs.

FACIL, VASE. Rég. 9 \$

275\$

ATENA, COUSSINS pour chaises Halli. Bleu, vert ou rouille. Rég. 7 \$ ch.

4\$ ch.

MYRE, TABLE. 50 cm. En pin naturel, fini laque incolore. Rég. 59 \$

38\$

ANNIVERSAIRE

HALLI, CHAISE PLIANTE. Structure d'acier tubulaire, fini laque brun. Rég. 18 \$

10\$

RONNI, CHAISE DE RÉALISATEUR. Fini emaille noir, tissu ton naturel ou noir.

19\$

ANNIVERSAIRE

KORN F. EDREDON ET TAIE D'OREILLER. Confection 100% coton, multicolore ton prédominant bleu ou rouge. Edredon 150 x 210 cm.

21\$ Achat spécial

VOTRE CADEAU D'ANNIVERSAIRE D'IKEA

Lors de votre visite pendant la fête anniversaire d'IKEA, vous recevrez une carte de vœux d'anniversaire de la part d'IKEA, carte échangeable contre un joli cadeau lors de votre prochain anniversaire. À ce moment-là, vous n'aurez qu'à apporter la carte et une carte d'identité au magasin et à faire votre choix parmi les six illustrations à l'intérieur de la carte. Bon anniversaire, qui qu'il en soit! De la part d'IKEA.

DECOUVREZ EN MAGASIN DE NOMBREUX SPÉCIAUX NON ANONCÉS!

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

CERTAINS ARTICLES SONT OFFERTS EN QUANTITÉ LIMITÉE.

LIT PLIANT ET MATELAS ABEL. Structure ton rouge vif. Rég. 95 \$

40\$ l'ensemble

ANNIVERSAIRE

IKEA

ANNIVERSAIRE

HEURES SPÉCIALES: (DU 1 AU 6 AVRIL) lun 9h30-18h00; mar 9h30-18h00, mer 9h30-18h00, jeu 9h30-21h00, ven 9h30-21h00, sam 9h00-17h00. Plaza Alexis Nihon, près du Forum, Montréal.

DEVENEZ PLUS CONFIANT EN VOUS-MÊME

GRÂCE AU COURS **DALE CARNEGIE®** HOMMES et FEMMES

DALE CARNEGIE® Fondateur et auteur du livre «Comment se faire des amis»

- Sachez parler en public
- Ayez une conversation plus intéressante
- Améliorez vos relations humaines
- Communiquez efficacement
- Apprenez à contrôler la tension et les soucis

ASSISTEZ À UNE PREMIÈRE SÉANCE GRATUITE LE JEUDI 4 AVRIL 1985 À 18 h 30

Appelez pour rendez-vous **285-1287**

300, rue Léo-Pariseau, Suite 714 (angle des Pins et du Parc) Présenté par E.J. Glowka & Ass.

PARIS en classe Wardair

Date 1985	Rég. Adultes	Rég. Enfants	Rég. Spécial
1er mai au 30 mai	638\$	519\$	519\$
31 mai au 20 juin	738\$	549\$	519\$
21 juin au 4 juillet	788\$	659\$	519\$
5 juillet au 8 août	838\$	699\$	519\$
9 août au 3 septembre	788\$	599\$	519\$
4 septembre au 26 septembre	688\$	559\$	519\$
27 septembre au 25 octobre	638\$	519\$	519\$

Appellez votre agent de voyage ou **Vacances par Wardair**

Montréal: 288-9231 À l'extérieur de Montréal: 1-800-361-8860

DETENTEUR D'UN PERMIS DU QUÉBEC. NOLISE PAR VACANCES INTERNATIONALES LIMITEE FILIALE DE WARDAIR

Plan achat-rachat

Renault 5 GTL 3 semaines à partir de **389\$**

Valide à l'achat d'un billet Wardair sur Paris

- kilométrage illimité
- assurance conducteur-passager
- assurance tierce personne et collision
- assurance tout risque internationale (sans déduction)
- Renault assistance TT: 24h sur 24

Wardair. Vive la différence.

La CEE ouvre enfin ses portes à l'Espagne et au Portugal



Le ministre des Finances portugais, M. Ernani Lopes, et le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Fernando Moran, donnent une conférence de presse à Bruxelles.

L'accord de Bruxelles fait des mécontents

BRUXELLES - La Grèce a épargné hier au Sommet européen de Bruxelles une crise majeure en acceptant que soit repoussé à juin prochain l'examen de sa demande d'une aide spéciale avant l'entrée de l'Espagne et du Portugal à la CEE mais l'accord de Bruxelles ne fait toujours pas l'unanimité auprès des fermiers espagnols et français.

«Les agriculteurs ainsi que les syndicats ouvriers espagnols ont déclaré que l'Espagne adhérerait à une Europe des marchands et non à une Europe des peuples». Les fermiers espagnols sont inquiets notamment devant la perspective des quotas réduits d'huile d'olive, de vins et autres produits et ils ont manifesté hier à la frontière avec la France.

Quant aux industriels espagnols, bien qu'ils se félicitent de l'entrée prochaine de leur pays dans la CEE, ils multiplient les mises en garde contre le choc de la concurrence internationale, après avoir été protégés pendant des années par de hautes barrières douanières.

En France, les agriculteurs

voient d'un «très mauvais œil» l'entrée de l'Espagne au Marché commun, notamment dans le secteur viticole, où les vins français devront subir la concurrence du plus grand vignoble du monde.

La Grèce menaçait d'opposer son veto lors des étapes de ratification de l'accord de Bruxelles si la Communauté ne débloquent pas \$2 milliards pour l'aide aux zones rurales pauvres de la CEE, notamment dans les pays méditerranéens de l'Europe des Dix (Grèce, France et Italie).

Entre-temps, le premier ministre portugais Mario Soares, se félicitant de la décision de Bruxelles, déclarait à la radio nationale: «D'ici cinq ans, le Portugal sera un pays complètement différent et certainement un pays beaucoup mieux pour tous les Portugais».

À Madrid, le premier ministre Felipe Gonzalez a déclaré que c'est avec un vin espagnol qu'il portait un toast à l'accord d'adhésion de son pays à la CEE et il a invité ses compatriotes «qui croient en la liberté» à relever «le défi de l'Europe».

—AFP, AP et Reuter

BRUXELLES - La Communauté économique européenne ouvrira ses portes aux Espagnols et aux Portugais le 1er janvier prochain. Les dix pays membres actuels de la CEE se sont en effet mis d'accord, hier à Bruxelles, avec les deux pays ibériques sur les conditions auxquelles leur adhésion pourra se faire. Lisbonne et Madrid frappaient à la porte du Marché commun depuis 1977.

PATRICIA COLMANT
collaboration spéciale

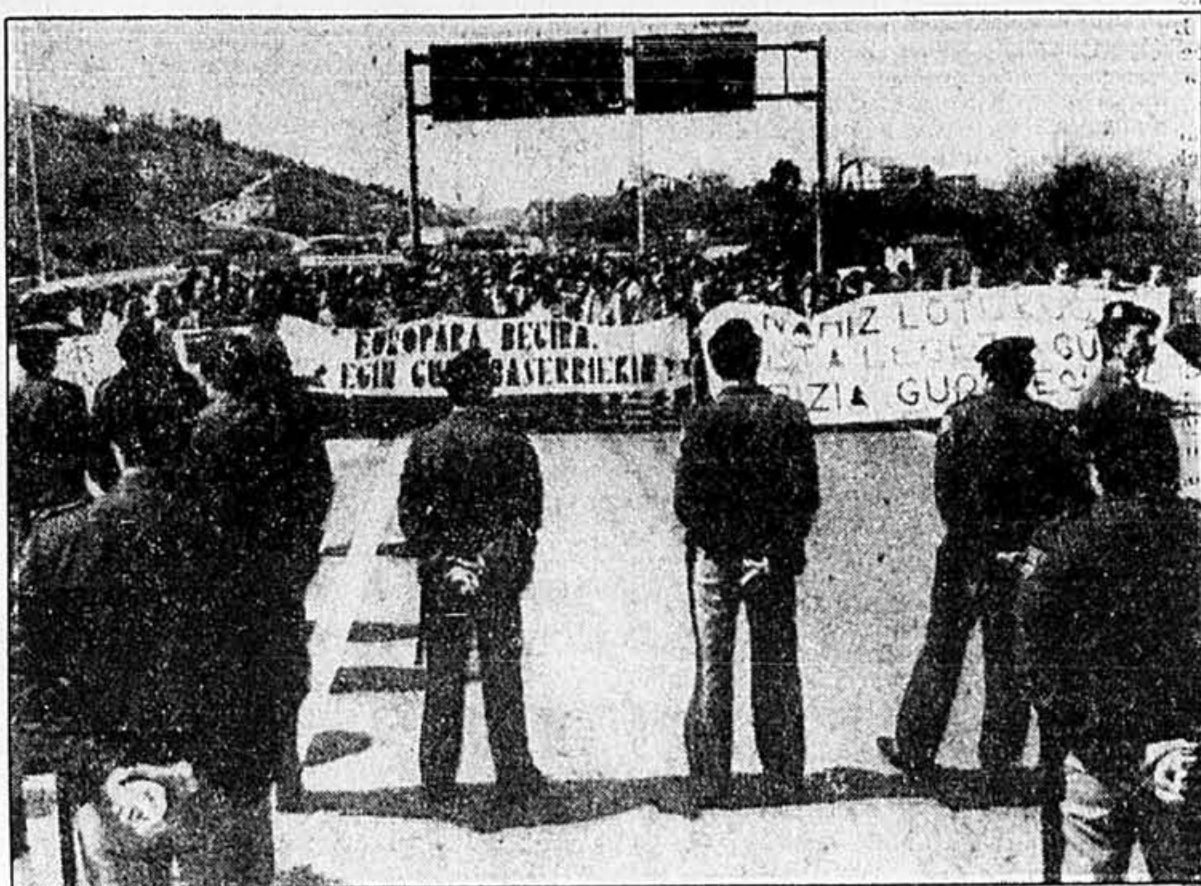
«Nous sommes enfin au bout de nos peines» devait commenter avec soulagement le ministre français des Relations extérieures, M. Roland Dumas, tandis que le négociateur espagnol Fernando Moran soulignait: «Pour l'Espagne, il y avait équivalence entre Europe et Démocratie».

Cette adhésion consacre sept années d'après et difficiles négociations, mais surtout elle met un terme à plus de 40 ans d'isolement de ces deux nations latines.

Sur le plan économique, leur entrée dans la CEE aura des conséquences incontestables: celle-ci regroupera à partir de l'année prochaine 320 millions d'habitants. L'Espagne représente un marché de 38 millions de consommateurs aux potentialités considérables. Les industries espagnoles attendent cette ouverture vers l'extérieur depuis la mort du général Franco, en 1975, et ils sont déjà prêts à montrer leur dynamisme à leurs concurrents européens.

De plus, la fin du protectionnisme en Espagne s'accompagnera dès 1986 d'un rajustement de la fiscalité de l'Espagne, qui introduira la fameuse «taxe à la valeur ajoutée» (TVA), système fiscal désormais généralisé en Europe.

C'est là un instrument de modernisation radicale de l'économie espagnole, dont Madrid redoute toutefois les effets inflationnistes. Les fournisseurs traditionnels de l'Espagne en produits agricoles comme les États-Unis risquent cependant de se voir supplanter par les produc-



Des centaines de fermiers espagnols bloquent la frontière avec la France à Irun, pour protester contre les conditions de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

teurs européens de céréales, de viande bovine et de produits laitiers.

Précisons néanmoins que l'économie espagnole bénéficiera d'une période transitoire de dix ans avant d'avoir à appliquer la totalité de la législation européenne dans le domaine industriel, agricole et de la pêche. Ce sont ces deux derniers secteurs qui ont été les plus difficiles à régler entre les Dix et Madrid étant donné la concurrence sérieuse que représentent la puissante flotte espagnole ainsi que les producteurs de vins, de fruits et légumes pour leurs futurs collègues français.

Sur le plan politique, il était vital pour la jeune démocratie espagnole de s'intégrer au Bloc occidental. C'est un succès pour le

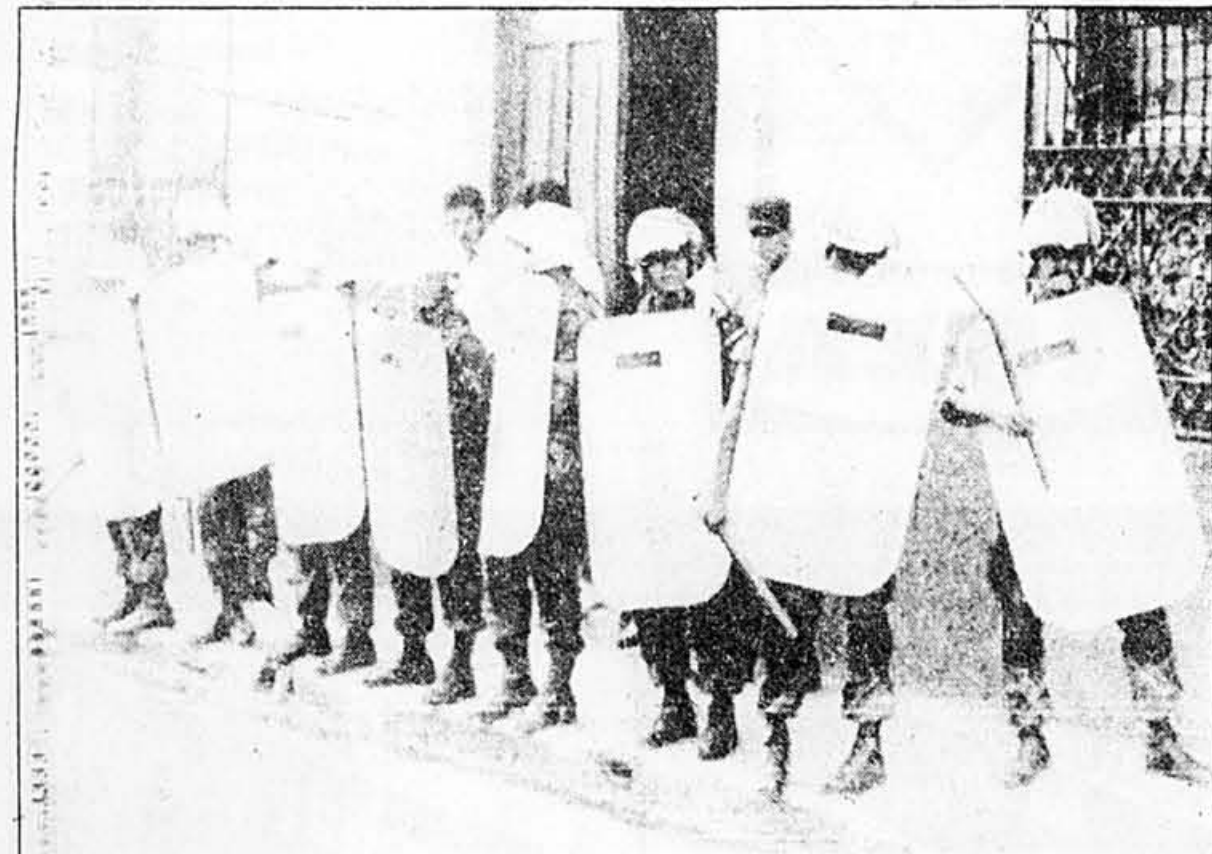
gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, qui s'est présenté en fervent partisan de l'intégration à la CEE. Mais cela renforce aussi sa position favorable à l'OTAN, dont l'Espagne est actuellement membre sans être partie prenante au système de défense intégré.

Le référendum qui doit avoir lieu début 1986 en Espagne sur sa participation à l'Organisation atlantique se présentera dans des conditions d'autant plus favorables aux thèses de M. Gonzalez que son pays sera déjà membre de la Communauté européenne.

Quant au Portugal, il occupera la triste place de pays membre le plus pauvre de la CEE, avec un déficit de sa balance des paiements de six p. cent de son PNB. «Le Portugal a 25 ans de retard

sur la Communauté», devait expliquer un des négociateurs européens à l'issue des travaux, pour justifier que les actuels membres de la CEE se soient engagés à fournir une aide financière substantielle à son industrialisation, des prêts bonifiés et un allègement de sa quote-part au budget de la CEE (il est financé par une participation de chaque pays membre en fonction de sa richesse).

Reste aux douze Parlements nationaux à ratifier les traités d'adhésion. Les experts juristes et linguistes devront travailler d'arrache-pied pour que les textes définitifs puissent être prêts dans les neuf langues de la Communauté à douze suffisamment à temps pour être présentés aux Assemblées nationales à l'automne.



Des policiers anti-émeutes gardent l'édifice de la Cour suprême de Tegucigalpa après la crise provoquée par le parlement hondurien.

La destitution de cinq juges de la Cour suprême provoque une crise politique au Honduras

TEGUCIGALPA - L'assemblée législative hondurienne a assermenté hier cinq nouveaux juges de la Cour suprême en dépit des objections du président Roberto Suazo Cordova. Celui-ci a déclaré que la décision des députés équivalait pratiquement à un coup d'état et a placé les forces armées en état d'alerte.

«Le président a affirmé qu'il ne permettrait pas l'installation de juges élus illégalement en violation flagrante de notre constitution politique». Mais il n'y a pas eu d'intervention pour empêcher la prestation du serment des nouveaux juges à l'assemblée, qui a été ajournée à ce matin par son président, Efraim Bu Giron.

Au cours d'une séance de 15 heures qui s'est terminée hier matin, l'assemblée de 82 membres a voté la destitution de cinq juges pour corruption. Après cette décision, qui a provoqué des rumeurs de coup d'état imminent, le président Suazo Cordova a déclaré à la télévision que «la situation équivalait à une rupture de l'ordre constitutionnel et, par conséquent, à un coup d'état technique».

Les membres de la Cour suprême sont nommés par le parlement, mais ils avaient l'entier soutien du président. Les neuf juges étaient reconnus pour être des amis du chef de l'Etat.

Un porte-parole militaire, qui a exigé de taire son nom, a déclaré que le chef des forces armées, le général Walter Lopez Reyes, «avait ordonné de placer toute les unités en état d'alerte et regroupé les troupes à travers le pays».

Un membre influent du parti libéral du président Suazo, M. Orlando Gomez Cisneros, a décrit la situation comme «l'affaiblissement de l'influence malheureuse de Suazo Cordova dans ses tentatives pour contrôler le pouvoir du gouvernement et les organisations politiques, sociales, étudiantes et professionnelles du pays».

Le secrétaire général de la Fédération hondurienne du Travail, Andres Victor Artiles, a déclaré que «les irrégularités constatées dans le pouvoir judiciaire, qui favorisait les puissants et les riches au détriment de la grande majorité de la nation, n'étaient un secret pour personne». La centrale

syndicale forte de 400 000 membres est considérée capable de faire ou de défaire les gouvernements.

Une commission parlementaire nommée par M. Bu Giron pour enquêter sur les allégations de corruption dans la magistrature a soumis mercredi à l'assemblée un rapport faisant état de 14 cas de corruption de la part de cinq des neuf juges de la Cour suprême.

Tandis que la police montait la garde hier devant le plus haut tribunal du pays et le parlement, un ministre qui a réclamé l'anonymat a indiqué que le président Suazo avait discuté avec le cabinet la possibilité d'imposer l'état de siège.

La crise pourrait être la conséquence d'une dissension entre Bu Giron et le président, qui a fait savoir récemment qu'il n'appuierait pas Bu Giron dans sa campagne pour devenir président aux élections de novembre prochain. En vertu de la loi, M. Suazo Cordova, installé en 1982 après deux décennies de gouvernement militaire, ne peut briguer un nouveau mandat.

—AP

Grèce: l'opposition conteste l'élection du nouveau président

ATHENES - Une majorité parlementaire de gauche a donné hier à la Grèce un nouveau président, M. Christos Sartzetakis, mais la légitimité de ce juge intègre et incorruptible de 55 ans a été mise en cause par l'opposition conservatrice.

«Pour moi, il n'y a pas de président. Mon parti ne le reconnaît pas», a dit M. Constantin Mitsotakis, leader de la principale formation de l'opposition, Nouvelle démocratie, qui a prêté la tenue de nouvelles élections législatives en s'engageant à «mobiliser le peuple pour défendre la démocratie».

Le premier ministre socialiste Andreas Papandreu a aussitôt déclaré, sans fournir plus de précisions: «Je mets en garde le chef de l'opposition sur une éventuelle mise en doute du résultat qui pourrait saper la marche normale du pays».

L'accession de M. Sartzetakis à la tête de l'Etat a non seulement creusé le fossé entre la gauche et la droite, mais surtout elle risque, par le litige constitutionnel qu'elle a soulevé, de couper le pays en deux.

Le candidat unique de l'élection, soutenu par les socialistes, les communistes pro-soviétiques et les indépendants de gauche, a été élu in extremis, à la majorité requise de 180 voix.

De sorte que la voix du prési-

dent du parlement, M. Yiannis Alevras, a été déterminante. Ce que conteste la Nouvelle démocratie, qui affirme qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de parlementaire de M. Alevras, et celles de président de la République par interim qu'il assume depuis la démission du président Constantin Caramanlis, le 10 mars.

Les conservateurs ajoutent que l'utilisation de bulletins de couleur différente lors du scrutin «constitue une violation du secret du vote».

Toutes ces polémiques et l'ambiance houleuse dans laquelle a eu lieu le tour décisif ont relégué

au second plan le caractère historique que revêtait l'élection du premier président de gauche qu'ait jamais eu la Grèce, permettant au Parti socialiste hellénique (Pasok) de M. Papandreu de détenir aujourd'hui tous les pouvoirs.

Mais les circonstances dans lesquelles a été négocié ce tournant ouvre une période politique particulièrement confuse, le parlement grec en sort déchiré et l'opinion publique reste sous le choc d'une contestation qui, si elle ne met nullement en cause la personnalité du «petit juge» du film «Z», va certainement empoisonner la vie politique grecque.

—AFP et Reuter

DIPLÔMATES

ARMEMENTS: la Maison blanche a accueilli sans surprise hier les propos du no 1 soviétique Mikhail Gorbatchev accusant les États-Unis d'utiliser les négociations de Genève comme un écran pour renforcer leur potentiel militaire. «La rhétorique soviétique sert en fait à masquer le rythme du renforcement militaire de l'URSS», a affirmé le porte-parole Larry Speakes.

PENTAGONE: le scandale des contrats militaires aux États-Unis a amené le secrétaire à la Défense à réclamer aux sociétés General Electric et Pratt and Whitney des remboursements respectifs de \$168 millions et \$208 millions de «profits déraisonnables». Le Pentagone a par ailleurs suspendu la signature de nouveaux contrats avec General Electric.

ATTENTAT: un attentat a fait six graves, hier soir, dans une petite salle parisienne où l'on projetait un film sur le procès Eichmann, dans le cadre d'un festival du cinéma juif. Le ministre français de l'Intérieur Pierre Joxe a qualifié d'«abominable» cet attentat, qui n'a pas été immédiatement revendiqué.

APARTHEID: le régime sud-africain a interdit hier pour trois mois les réunions de l'UDF et de 28 groupes anti-apartheid affiliés dans 18 régions du pays, dont Johannesburg et Le Cap. Le procès de 16 opposants inculpés de haute trahison était renvoyé au 20 mai, mais 17 autres militants de l'UDF étaient arrê-

tes. L'UDF dit craindre de nouvelles émeutes.

LIBAN: quatre soldats israéliens ont été blessés hier par une roquette de katoucha tirée contre leur position au Sud-Liban, rapporte l'armée israélienne, qui a ajouté que trois maquisards libanais ont été abattus au nord de Tyr. Les accrochages reprenaient entre-temps entre l'armée libanaise et militaires chrétiens dans la région de Saïda.

IRAN-IRAK: la mission iranienne à l'ONU a révélé hier que les attaques irakiennes contre les villes d'Iran avaient fait 5 500 morts et 25 000 blessés depuis le début du conflit. L'Irak a poursuivi hier la «guerre des villes» pendant que son vice-premier ministre Tarek Aziz séjournait à Moscou. L'Iran a de son côté prêté une «offensive finale» contre l'Irak.

SALVADOR: le président Jose Napoleon Duarte ne brigue pas, lui-même les suffrages, mais les élections qui se déroulent demain au Salvador ont pris depuis plusieurs semaines la forme d'un référendum sur l'action qu'il mène depuis dix mois. Les électeurs sont appelés aux urnes pour élire les 60 membres de l'Assemblée nationale ainsi que 262 maires.

SOUDAN: l'atmosphère demeurerait tendue hier à Khartoum, occupée par l'armée après trois jours d'émeutes du pain ayant fait plusieurs morts, mais aucun nouvel incident n'était signalé dans la capitale soudanaise. Le colonel Mouammar Khadaffi, homme fort de Libye, déclarait entre-temps son soutien à la «révolution» soudanaise «jusqu'au renversement du régime Nimeiry».



Christos Sartzetakis

La police d'Ottawa en alerte pour le congrès des Outlaws

OTTAWA (PC) — Une centaine de membres du club de motards Outlaws convergent ce week-end vers la capitale où se déroulera un congrès de cette organisation.

La Sûreté municipale d'Ottawa a eu vent de la réunion plus tôt cette semaine, grâce au travail de contre-espionnage. Aussi, les « délégués » feront l'objet d'une attention particulière de la part de la police, affirme l'inspecteur Allain Méthot, chef de l'escouade de contre-espionnage.

L'inspecteur Méthot a rappelé qu'une réunion semblable s'est déroulée à Ottawa il y a deux ans et qu'on n'y avait signalé aucun incident. La police n'a pas précisé si elle savait où le congrès doit se dérouler.

Un rapport publié en 1983 sur le crime organisé dit notamment des gangs de motards qu'ils constituent « l'un des principaux réseaux de voleurs du crime organisé au Canada ».

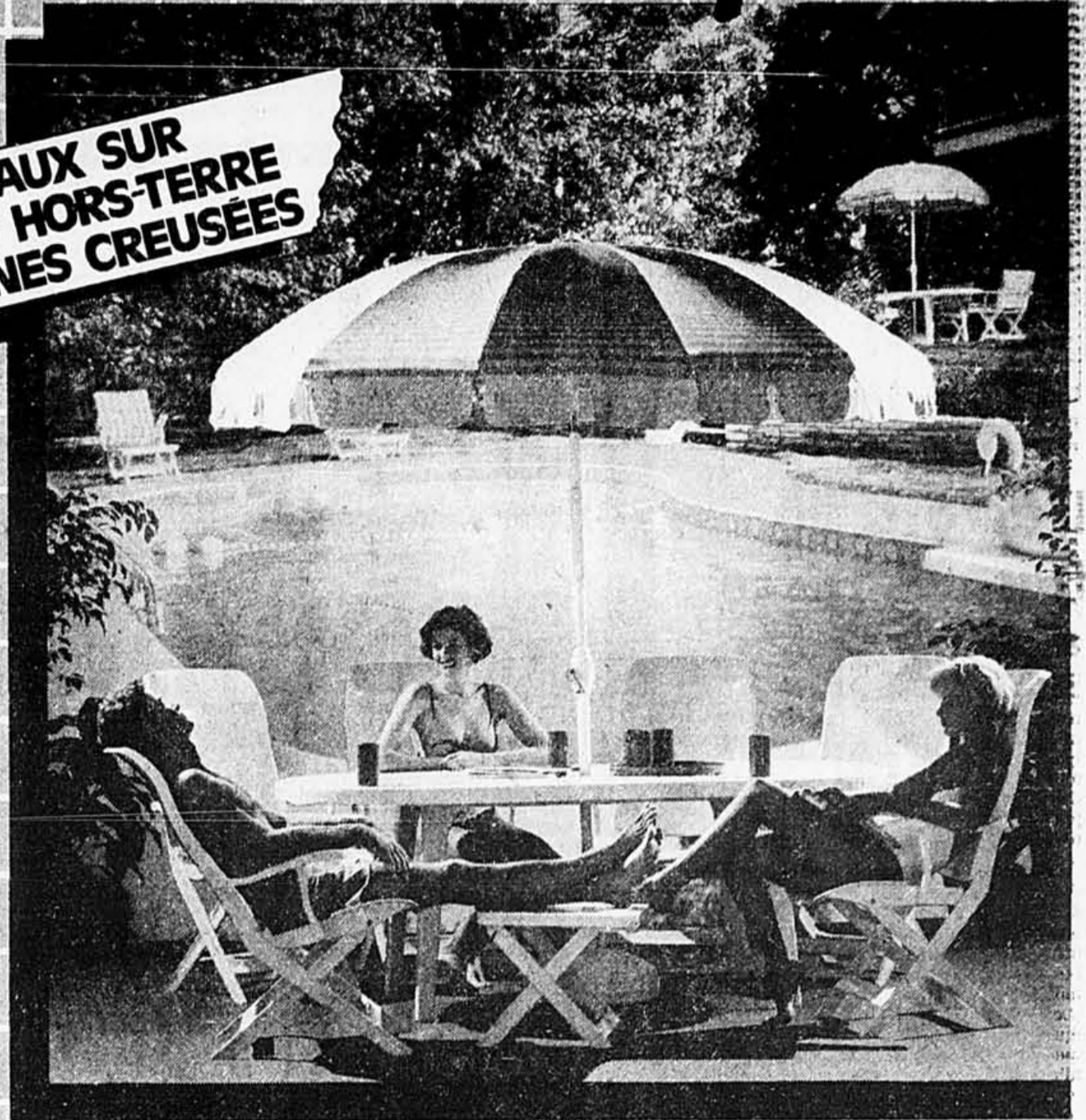
Les Outlaws, de même que les Hell's Angels, font partie de ce réseau de voleurs, ajoute le rapport.

En janvier dernier, les forces policières de l'Ontario et du Québec ont couronné une opération d'agents secrets qui durait depuis un an et qui a porté un dur coup aux activités des motards lorsque 500 policiers bien armés ont procédé à des raids simultanés dans des repaires de motards d'une douzaine de villes ontariennes, dont Ottawa, Toronto, London et Windsor.

Les limiers y ont saisi notamment des narcotiques d'une valeur de \$100 000, une mitraillette automatique, huit fusils, sept carabines, un laboratoire portatif pour la fabrication de LSD, ainsi qu'une mallette contenant \$460 451 en billets de banque.

Voyez notre collection '85 Meubles de patio

SPÉCIAUX SUR PISCINES HORS-TERRRE ET PISCINES CREUSÉES



PISCINES/PATIOS CITADELLE



Heures d'ouverture:

Lundi au mercredi 9h00 à 18h00 /
Jeudi et vendredi 9h00 à 21h00 /
Samedi 9h00 à 17h00 /
Dimanche 11h00 à 17h00

LONGUEUIL
620, Place Trans-Canada
527-8617

LAVAL
1770, boul. des Laurentides
(angle St-Martin)
384-4581

ST-HYACINTHE
2065, rue Chertier
773-5667

BROSSARD
6655, boul. Taschereau
676-6655

TROIS-RIVIÈRES
8255, boul. Jean XXIII
377-2921

REPERTIGNY
545, rue Notre-Dame
585-0100

SHAWINIGAN
1423, 41^e Rue
539-6431

SAINTE-THÉRÈSE
259, boul. Labelle
435-1983

SOREL/TRACY
204, route Marie-Victorin
742-7962

GRANBY
848, rue Principale
378-4944

SHERBROOKE
(Rock Forest)
4701, boul. Bourque
564-8611

JOLIETTE
564, rue St-Charles-Borromée
759-8110

CHÂTEAUGUAY
279, boulevard Anjou
691-5030

VICTORIAVILLE
(Arthabaska), 54, rue Girouard
357-8344

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Enseignement supérieur,
de la Science et de la Technologie

ENTREPRISES

PROGRAMME DE SOUTIEN
À L'EMPLOI SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE

Les entreprises industrielles (de moins de 500 employés) et celles du tertiaire scientifique qui souhaitent accroître leurs activités de GESTION ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ, d'INGÉNIEURIE DE PRODUCTION et de RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT peuvent se prévaloir du programme de soutien à l'emploi scientifique (PSES) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie. Ce programme subventionne l'embauche de professionnels et de techniciens au sein des entreprises.

Depuis le printemps 1984, 400 demandes ont reçu un avis favorable.

Pour plus d'information:

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie
875, Grande-Allée Est
Édifice «H», 3^e étage
Québec, G1R 4Y8
(418) 643-3885

Québec

VISITEZ
NOTRE

SALON DE LA RÉNOVATION

printemps 85

ET AUGMENTEZ LA
QUALITÉ DE VOTRE
ENVIRONNEMENT



VIVEZ MIEUX

EN
PRIMEUR

MODÈLE

printemps
85

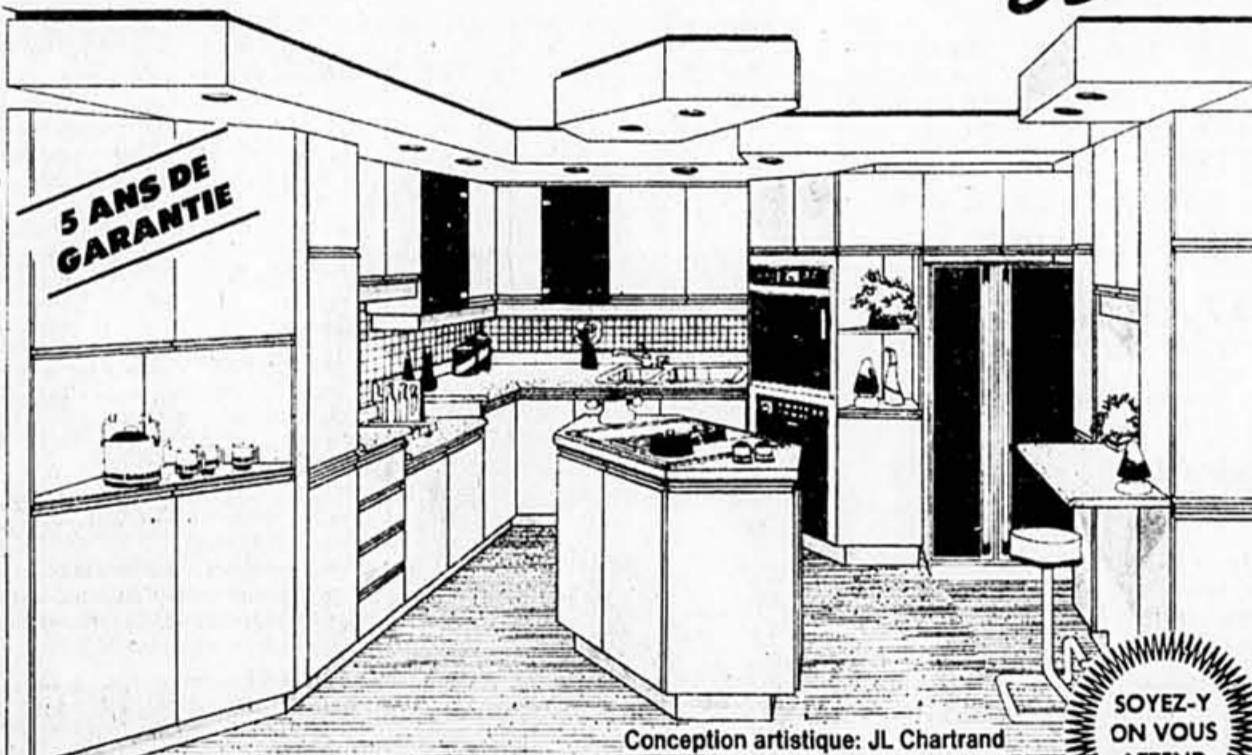
CONCORDIA

NOTRE PRIX RÉGULIER EST

25%

EN MOINS
QUE LE PRIX INDICÉ SUR
LA LISTE DE PRIX DU
MANUFACTURIER

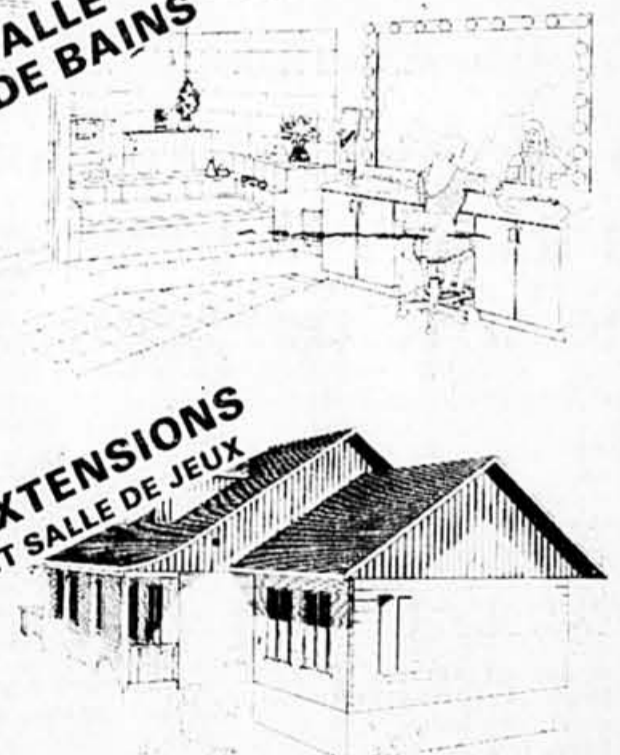
5 ANS DE
GARANTIE



SOYEZ-Y
ON VOUS
ATTEND

SALLE
DE BAINS

EXTENSIONS
ET SALLE DE JEUX



VOUS VERREZ
ÉGALEMENT
AU SALON

- ★ PLUSIEURS CUISINES PLEINE DIMENSION AVEC UN CHOIX DE + DE 30 MODÈLES
- ★ SALLE DE BAINS
- ★ SALLE DE JEUX
- ★ VENEZ VOUS INFORMER POUR TOUS VOS TRAVAUX DE RÉNOVATION

DISPONIBLE
SUR PLACE

- EXPERTS EN AMÉNAGEMENT DE CUISINE
- PLANIFICATEUR
- CONSEILLER TECHNIQUE
- DESSINATEUR CONCEPTEUR
- TECHNICIEN EN ARCHITECTURE
- ESTIMATEUR PROFESSIONNEL
- CONSEILLER FINANCIER

PEINTURE ET NETTOYAGE

Nous n'offrons que la première qualité de peinture. Chaque surface en bois est d'abord sablée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nos experts lavent et sablent vos planchers, nettoient les vitres, murs, meubles et tapis. PROFITÉZ-EN.

LE SALON EST OUVERT
7 JOURS PAR SEMAINE

4058 JEAN-TALON
OUEST



SUR LE
CÔTÉ
OUEST
DE
L'ÉDIFICE
CESCO

LES
APPAREILS
MÉNAGERS
SONT UNE
COURTOISIE
DE
BACHAND
LAVAL

3 RUES À L'EST DU MÉTRO NAMUR
VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

NOS HEURES
D'OUVERTURE
SONT

Sam.
9 h à 16 h
Dim.
11 h à 17 h
Lun., mar., merc.
9 h à 18 h
Jeu., ven.
9 h à 20 h

ÉCONOMISEZ DU TEMPS, DES EFFORTS
ET SURTOUT DE L'ARGENT AVEC

SERVICE DE
RÉNOVATION

METROPOLITAIN

SYMBOLE DE QUALITÉ À JUSTE PRIX DEPUIS 1958

POUR UNE ESTIMATION GRATUITE
À DOMICILE APPELÉZ AU

482-0600

SERVICE TÉLÉPHONIQUE NON DISPONIBLE LE DIMANCHE

Le Collège des médecins du Manitoba suspend le permis du Dr Morgentaler.

■ WINNIPEG (PC) — Le Collège des médecins et chirurgiens du Manitoba a suspendu, hier, pour une période de sept jours, le permis permettant au Dr Henry Morgentaler de pratiquer la médecine dans cette province.

Cette suspension survient 24 heures à peine avant le retour projeté du chirurgien montréalais à sa clinique d'avortement de Winnipeg, qu'il se proposait de rouvrir aujourd'hui en y pratiquant lui-même des avortements.

Un communiqué remis aux journalistes par le secrétaire du Collège des médecins et chirurgiens du Manitoba, le Dr James Morison, précise que l'ordre de suspension « ne présume pas en lui-même que le Dr Morgentaler s'est rendu coupable de quoi que ce soit ».

« L'ordre exprime simplement la crainte de la commission d'un écart de conduite et de sa persistance ».

Informé de cette décision quelques minutes après son annonce, le Dr Morgentaler, qui a été rejoint à son bureau montréalais, n'a pas caché sa colère. Estimant que la suspension de pratiquer est invalide, le chirurgien a juré qu'il serait présent à sa clinique de Winnipeg aujourd'hui pour y pratiquer des avortements, tel que prévu.

Le secrétaire du Collège des médecins du Manitoba a expliqué que l'ordre, émis par un officier enquêteur du collège, peut être « confirmé et prolongé » par le comité exécutif de l'organisme professionnel, qui a seul le pouvoir de révoquer le permis d'un médecin.

La suspension a été provoquée « principalement » par l'utilisation persistante et délibérée du Dr Morgentaler d'une clinique non accréditée sise au 883 de l'avenue Corydon (à Winnipeg) pour y pratiquer des interventions chirurgicales alors que ladite clinique n'a jamais été approuvée, ajoute le communiqué.



Le meilleur prix!

QUALITÉ
COMPÉTENCE
SOLVABILITÉ

MEMBRE
APCHQ
MONTREAL

2189-0334 Parloir
Equipe

ABINOVE inc.

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EN RÉNOVATION

15 ANS D'EXPÉRIENCE

- AGRANDISSEMENT DE MAISON
- SOUS-SOL
- SALLE DE BAINS
- FENÊTRES Bois et aluminium
- CUISINE

PLANIFICATION ET ESTIMATION GRATUITE

337-6395

Heures d'affaires du lundi au vendredi: 9h à 5h p.m.



1985
Année internationale
de la jeunesse

Québec

PROGRAMMATION DES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

AVRIL

1er AVRIL/CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Kingston, Jamaïque, du 1er au 9 avril.
Conférence organisée sous l'égide de l'ONU.

5 AVRIL/5^e FESTIVAL QUÉBÉCOIS DE CRÉATION JEUNESSE

Montréal, Polyvalente Pierre Dupuis, du 5 au 7 avril.
Un événement artistique multidisciplinaire mettant en scène des créations de jeunes de 12 à 18 ans.

12 AVRIL/CARREFOUR '85

Montréal, École secondaire Louis Riel, du 12 au 14 avril.
Rassemblement de près de 400 jeunes et représentants d'organismes jeunesse impliqués dans l'organisation de l'AIJ au Québec.
Rencontre parrainée par IMAJ 85.

24 AVRIL/COLLOQUE INTERNATIONAL: PARENTS CONTESTÉS, JEUNESSE REJETÉE: UNE IDENTITÉ À DÉFINIR

Montréal, Hôtel Méridien, du 24 au 27 avril.
Colloque organisé par la Fédération internationale pour l'éducation des parents (FIEP), la Société de recherches en orientation humaine (SROH) et l'UNESCO.

27 AVRIL/CONCERT EUCHARISTIQUE

Montréal.
3 500 jeunes assisteront à une messe télévisée à l'église Notre-Dame. Les fonds recueillis à la quête contribueront à l'aide à l'Éthiopie.

CONGRÈS INTERNATIONAL SUR LA JEUNESSE ET LES LOISIRS

Sao Paulo, Brésil.
Congrès organisé par l'Association internationale pour les loisirs et la récréation et axé sur la participation et les possibilités de développement en faveur des jeunes et des loisirs.

MAI

4 MAI/13^e CONFÉRENCE DES ÉTUDIANTS DU COMMONWEALTH

Ottawa, du 4 mai au 10 mai.

12 MAI/CÉLÉBRATION ET FORUM 1985

Ottawa, du 12 au 17 mai.
Conférence organisée par le forum pour les jeunes canadiens sur des questions politiques, sociologiques et technologiques.

14 MAI/LE CIRQUE DU SOLEIL

Montréal, du 14 mai au 2 juin.
Spectacles d'animation donnés par le Cirque du Soleil en vue de souligner l'AIJ dans diverses manifestations montréalaises. Ce spectacle marquera le début d'une tournée du Cirque au Québec et en Ontario.

22 MAI/SALON DE L'ATELIER DE LA CULTURE

Victoriaville du 22 au 31 mai.
Manifestation visant à informer et sensibiliser des jeunes provenant de diverses commissions scolaires du Québec à l'égard de la récupération du papier.

25 MAI/MARCHE 2/3

Montréal.
Grande marche organisée par le Club 3/4, organisme de coopération internationale, en vue d'informer et de sensibiliser les jeunes aux problèmes du Tiers-Monde. Cette marche viendra clôturer une tournée d'animation dans 9 villes du Québec et se terminera par un spectacle jeunesse au Vieux port de Montréal.

27 MAI/RASSEMBLEMENT MONDIAL D'ATD QUART-MONDE

Genève, Suisse.
Rassemblement visant à intensifier les actions de la communauté internationale à l'égard des plus démunis, notamment les jeunes. Une délégation de 4 jeunes québécois membres du mouvement international ATD Quart-monde se rendront à Genève.

27 MAI/SIMULATION DES NATIONS UNIES

Montréal, au siège de l'OACI, du 27 mai au 1er juin.
Sous l'égide de l'ACNU (Association canadienne des Nations Unies) des jeunes de toutes les provinces participeront à une simulation des séances de l'ONU.

30 MAI/CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES JEUNES ET LES DROGUES

Saskatoon, du 30 mai au 1er juin.

JUIN

7 JUIN/FESTIVAL DU SPECTACLE POUR L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

Montréal, du 7 au 16 juin.

13 JUIN/CONFÉRENCE SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALE

Ottawa, du 13 au 15 juin.
Conférence organisée par PUGWASH, mouvement antinucléaire étudiant.

15 JUIN/LE 10 KM DE LA SANTÉ

Montréal.
Grande marche de 10 km dans les rues de Montréal se terminant par un spectacle au vélodrome olympique en vue de sensibiliser les jeunes à la condition physique et à la santé.

19 JUIN/JEUX MONDIAUX DE LA PAIX

Echiroller, France, du 19 au 26 juin.
Sous l'égide de la Fédération mondiale des villes jumelées et de l'Université de la Paix de l'ONU. Seize (16) jeunes du Québec participeront à ces jeux.

20 JUIN/CONFÉRENCE PROVINCIALE SUR LA CONDITION DES JEUNES DIABÉTIQUES

Ste-Agathe des Monts, au camp Carowanis, du 20 au 23 juin.
Conférence organisée par Diabéjeunes.

30 JUIN/VÉLOCITÉ — LE TOUR DU QUÉBEC À VELO

30 juin au 15 août.
300 jeunes provenant de 15 municipalités du Québec feront un tour du Québec de 2 000 km organisé par Vélo Québec.

30 JUIN/COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA SITUATION DES JEUNES HANDICAPÉS

Jérusalem, Israël, du 30 juin au 5 juillet.

MARCHE NORVÈGE 85

Norvège, de juin à septembre.
Les jeunes de tous les pays sont invités à participer à une marche de l'amitié qui leur fera parcourir la Norvège du sud au nord.

JUILLET

1er JUIN/5^e FESTIVAL MONDIAL DE MUSIQUE DES JEUNES

Genève, du 1er au 4 juillet.
Une cinquantaine de jeunes québécois du groupe « Amitiés musicales de Mont de La Salle » participeront à ce congrès.

5 JUILLET/CONGRÈS INTERNATIONAL ALATEEN

Montréal, du 5 au 7 juillet.
Congrès international du mouvement Alateen pour les jeunes et l'alcoolisme.

7 JUILLET/LE VILLAGE DE LA PAIX

Pointe bleue, du 7 juillet au 8 août.
Grande réunion, à la réserve amérindienne de Pointe Bleue au Lac St-Jean, de jeunes représentant différentes ethnies dont 19 nations autochtones. Un grand spectacle clôturera cette rencontre.

8 JUILLET/CONGRÈS MONDIAL SUR LA JEUNESSE

Barcelone, Espagne, du 8 au 15 juillet.
Congrès organisé sous l'égide de l'UNESCO ayant pour but d'examiner la situation et le rôle des jeunes dans la société et leur évolution d'ici l'an 2000.

15 JUILLET/CONFÉRENCE INTERNATIONALE/BILAN DE LA DÉCENNIE DE LA FEMME

Nairobi, Kenya, du 15 au 26 juillet.
Des solutions concernant la situation des jeunes femmes dans le monde seront débattues lors de cette conférence.

20 JUILLET/ONET — NETTOYAGE DES BERGES DU ST-LAURENT

Sur les rives du fleuve du 20 au 28 juillet.
Près de 50 000 jeunes québécois et 2 000 jeunes de d'autres pays participeront à cette vaste opération de sensibilisation écologique sur plus de 1 000 km de berges. Des festivités se dérouleront dans plusieurs villes et villages riverains.

20 JUILLET/GRAND RASSEMBLEMENT DES VIII CHORALES INTERNATIONALES

Québec du 20 au 27 juillet.
45 jeunes de la Chorale les Bouts-en-train de Dupuy en Abitibi représenteront le Québec à ce rassemblement.

24 JUILLET/32^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES

Dans quatre villes canadiennes du 21 au 31 juillet.
Concerts et conférences à Montréal, Québec, Ottawa et Toronto.

27 JUILLET/12^e FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE

Moscou, URSS du 27 juillet au 3 août.
Festival réunissant des mouvements et associations de jeunes de diverses tendances politiques et représentants des groupes pacifistes de la jeune génération. Le thème du Festival est: « Pour la solidarité anti-impérialiste, pour la paix et l'amitié ».

Gouvernement du Québec
Secrétariat à la Jeunesse

POUR PLUS D'INFORMATIONS: QUÉBEC, 643-2968, MONTRÉAL, 873-8053, AUTRES LOCALITÉS, 1-800-463-5306, SANS FRAIS.

ENLEVÉE PAR SON PÈRE IL Y A TROIS ANS

Enfant de huit ans au centre d'une impasse diplomatique

OTTAWA (PC) — Une enfant de huit ans est au centre d'une impasse diplomatique entre le Canada et la Tunisie.

Alors que le père de Tina Mallette, un Tunisien, l'a enlevée, il y a trois ans, pour l'emmener en Tunisie, les autorités canadiennes ne peuvent rien faire pour ramener la petite à sa mère désespérée.

Toutes les issues semblent bloquées, tant au niveau politique que judiciaire. « Je ne peux tout de même pas oublier que j'avais un enfant », de lancer Evelyn Mallette, la mère de l'enfant qui est canadienne.

Les autorités canadiennes ont émis des mandats d'arrestation contre le père accusé d'enlèvement, mais sans résultat: le père, Philippe Assaïbi, demeure intouchable, parce que le Canada et la Tunisie n'ont pas signé de traité d'extradition.

Le député libéral du comté Glenbarry-Prescott-Russell, Don Boudria, a écrit au moins trois fois au gouvernement tunisien pour solliciter sa collaboration. « Mais ils ne veulent rien entendre », dit-il.

En janvier dernier, Joe Clark, ministre canadien des Affaires extérieures, déclarait, dans une lettre adressée au député, que le gouvernement tunisien ne pourra être d'aucune aide puisqu'il considère la petite Tina comme citoyenne tunisienne. Ils n'envisagent donc pas sa déportation ni celle de son père.

Jamais mariés
D'autre part, l'ambassadeur tunisien à Ottawa, M. Rafik Said, a déclaré avoir écrit à son gouvernement pour lui demander d'étudier la question. Il n'a pas eu de réponse.

M. Said comprend que la mère veuille son enfant mais il dit comprendre également le même souhait de la part du père.

Tout cela contribue à l'angoisse croissante de la mère, une employée de bureau qui n'a pas arrêté de se battre depuis trois ans.

Evelyn Mallette n'a jamais été l'épouse de Philippe Assaïbi et c'est elle qui avait obtenu la garde de l'enfant, dont elle s'occupait depuis sa naissance.

Selon Mme Mallette, le père a ignoré l'enfant jusqu'à ce qu'il décide de lui rendre régulièrement visite, un an avant son enlèvement. C'est d'ailleurs lors d'une de ces visites, le 13 août 1982, que la petite est disparue de la maison de sa tante.

Pendant les huit mois qui suivirent sa disparition, Evelyn Mallette est demeurée sans nouvelles de l'enfant. Elle l'a cherchée partout dans Ottawa, allant même jusqu'à coller des affiches géantes de Tina dans les supermarchés et à envoyer des lettres aux écoles de la région.

De plus, elle plaça des affiches dans les aéroports et dans les hôpitaux, invitant les gens qui auraient vu l'enfant ou le père à contacter la police d'Ottawa.



Evelyn Mallette, la mère de la petite Tina qui fut enlevée par son père il y a trois ans, espère bien un jour revoir sa fille qui se trouve actuellement en Tunisie avec son père. Photolaser PC

LIQUIDATION

SURPLUS D'INVENTAIRE

DES MILLIERS DE PEINTURES À L'HUILE!

ATTENTION: TOUS CES PRIX INCLUENT UN MAGNIFIQUE CADRE DE STYLE DIFFÉRENT

\$75 FORMAT DIVAN CADRE INCLUS	\$59 FORMAT CHAMBRE À COUCHER CADRE INCLUS	\$89 FORMAT SALON CADRE INCLUS
\$59 FORMAT ENTRÉE ou BUREAU CADRE INCLUS		



EN VIGUEUR
AUJOURD'HUI
SAMEDI ET
JUSQU'À
PÂQUES

SUPER-SPECIAL DE PÂQUES
FORMAT MINIATURE Ord. \$28
\$15
INCLUANT CADRE

la maison du cadre

«Le plus grand centre d'art au Québec»

CENTRE-VILLE CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE 2975 est. rue Sherbrooke 521-3019	GATINEAU LES PROMENADES D'OUTAOUAIS Boul Maloney 561-1722	VILLE LASALLE PLACE NEWMAN Dollard et boul. Newman 366-8444	LAVAL CENTRE D'ACHATS DUVERNAY 3100, boul. de la Concorde (à l'est de Papineau) 683-3950
ROSEMERE CENTRE D'ACHATS LES GALERIES MILLE-ILES 315, boul. Labelle 437-9444	VILLE ST-LAURENT LES GALERIES ST-LAURENT 2031, boul. Laurentien (face à Canada) 332-3097	RIVE SUD LES GALERIES TASCHEREAU 739, boul. Taschereau Greenfield Park 465-6040	DOLLARD-DES-ORMEAUX PLAZA CENTENNIAL 3391, boul. des Sources 683-3950

45% DE RABAIS SUR NOS CUISINES EN MÉLAMINE

OUVRAGE GÉNÉRAL
FENÊTRES • RAJOUT

SALLE DE BAIN

SALLE DE JEU

SAMEDI ET DIMANCHE 10 H À 5 H
LUNDI À MERCREDI 9 H À 6 H
JEUDI ET VENDREDI 9 H À 8 H

AUSSI 25% DE RABAIS SUR LA PLUPART DES MODÈLES EN CHÊNE

DISTRIBUTEUR EXCLUSIF À MONTRÉAL DES CUISINES NERAMA

RÉNOVATIONS L'ACADIE Estimation gratuite à domicile
9725, BOUL L'ACADIE
337-0702

Nouvelles LA PLACE

EDITION SPÉCIALE SAMEDI 30 MARS 1985 VOL. 18 NO 2

Dès maintenant RADIO SONY MULTI-BANDES

ONDES COURTES, ONDES MOYENNES ET GRANDES ONDES plus modulation de fréquence.

Radio multi-bandes ICF-2010

Précision de la tonalité Haute performance, souplesse et contrôle précis, voici l'ICF-2010. Le détecteur de circuit minimise les problèmes généralement rencontrés pour capter les ondes courtes, comme le glissement et l'interférence. La qualité de réception offerte par l'ICF-2010 était auparavant uniquement obtenue sur l'équipement réservé aux professionnels.

Le système de synthèse de fréquence au quartz fait appel à un micro-ordinateur et assure une stabilité de retransmission incomparable. Grâce à une bande à circuit à deux positions, la sélectivité est fortement améliorée.

Plus de commodité
L'ICF-2010 retransmet fidèlement sur une grande amplitude ondes courtes, ondes moyennes et grandes ondes, ainsi que modes AIR. En plus des boutons normaux et du cadran, l'ICF-2010 offre l'accès par clic-liquide (LCD) pour une lecture facile. La retransmission est assurée de 5 façons:

1. Accès direct à la fréquence sur laquelle émet une station est connu, grâce à 10 touches numériques.
2. Programmes en mémoire: Maximum 32 stations qui peuvent être mises en mémoire.
3. Synchronisation manuelle: par cadran analogique AM, sur 100 HZ.
4. Une horloge à quartz encastrée assure l'heure précise, vous permet de synchroniser en temps précis les émissions du monde entier.
5. La minuterie permet d'arrêter la retransmission automatique, 15 minutes, 30 minutes, 45 minutes, 1 heure.

pour un accès instantané. Il est possible de programmer sur chaque bande en fonction de la station, de la langue ou autrement.

1. Reperage automatique du cadran. Ce dispositif permet de passer rapidement en revue les stations d'une fréquence.
2. Reperage-mémoire: pour passer rapidement en revue les stations en mémoire.

AFFICHAGE-MINUTERIE
Normalement, l'heure locale apparaît à l'écran, lorsqu'on utilise la touche «PROGRAMMABLE TIMER». Lorsque la minuterie-sommeil est en fonction, l'heure du sommeil apparaît sur l'écran.

Lorsque la minuterie-sommeil est en service:

- Heure actuelle du temps programmé sur la minuterie.
- Annichage lorsque le récepteur est allumé par la minuterie ou la minuterie-sommeil.
- Le nombre apparaissant sur l'écran est le temps qui reste dans le programme de minuterie.
- Le nombre de la touche-mémoire de pré-sélection.
- Minuterie programmable.

QU'EST-CE QUE LA DÉTECTION SYNCHRONISÉE?
Il existe deux problèmes de distortion pour la réception AM: le glissement et l'interférence des stations voisines. La détection synchronisée remédie à ces problèmes. La distortion due au glissement est occasionnée par la modulation d'une fréquence en raison de variations et est particulièrement gênante, grâce au circuit synchronisé. Dans ce récepteur, la fréquence est réglée au circuit synchronisé, qui compense la variation, et la distortion s'en trouve fortement réduite.

D'autre part, la transmission en ondes courtes, ondes moyennes et grandes ondes s'effectue généralement par moyennes et basses (USB et LSB) dans la plupart des cas, une des bandes est détectée par les interférences des stations voisines grâce au circuit synchronisé. Une des bandes est utilisée, ce qui permet une réception plus claire sans interférence de stations voisines.

CARACTÉRISTIQUES

- Récepteur-synthétiseur au quartz PLL, alliant stabilité et précision exceptionnelle.
- Bande AM complète (ondes courtes, ondes moyennes et grandes ondes) et réception en modulation de fréquence et transmission aérienne (AIR).
- Bouton rotatif pour changement manuel précis.
- Circuit synchronisé qui réduit les interférences et la distortion dans la bande AM.
- Modulation 5-voies, accès direct 10 touches, mémoire pour 32 postes, reperage-mémoire, reperage automatique et manuel (analogique).
- Mémoire 32 stations AM, pour synchronisation du bout des doigts.
- Minuterie automatique pour mise en marche et arrêt jusqu'à 4 fois par jour.
- Minuterie-sommeil avec arrêt automatique à 60 et 30 minutes.
- Horloge au quartz intégrée.
- Affichage à diodes liquides.
- Sélecteur de station pour aigus/graves ou nouvelles.
- Indicateur lumineux à diodes liquides.
- Prise pour antenne externe.

Prise pour enregistreur pour réception AM-FM.

Barre ferrite encastrée, formant antenne pour réception des ondes moyennes et des ondes moyennes.

Prise de branchement et commutateur.

SPECIFICATIONS

Fréquence: AM 150-2999,9 kHz, modulation de fréquence 75-108 MHz, système d'antenne: barre ferrite encastrée, antenne télescopique pour MF; sélectivité: 2 kHz; 4.5 kHz; 6-60 kHz; 7.5 kHz; 32 placements antenne pour ondes moyennes et grandes ondes.

Dimensions: (288 x 150 x 52 mm d'épaisseur) (11 3/4 x 6 x 2 1/4 pouces). Poids (batteries comprises): 1 kg 700 (3 lb 12 onces). Accessoires fournis: adaptateur CA, écouteur, dragonne, antenne extérieure, li-vret pour ondes, Accessoires en option: cordon pour batterie de voiture, DCC-127A, de voiture, DCC-127A, antenne active AN-1.

AFFICHAGE DE FRÉQUENCE
Bande sur laquelle on reçoit. Mode AM ou modulation de fréquence. Appareil lorsque l'on n'utilise pas la bande avec station préprogrammée. Indicateur qui apparaît lorsque l'on n'utilise pas le «MEMORY PRESET» préprogramme.

RADIO SONY ICF-2010 ONDES COURTES, MOYENNES ET GRANDES ONDES. Plus FM/AIR À PRIX TRÈS SPÉCIAL 288-7755

On les a tous!!!

LA PLACE

2050 BOUL. ST-LAURENT 7 ST-ANTOINE OUEST

Le COLLÈGE vous offre des cours en GESTION DES AFFAIRES pour la P.M.E.

- Comment lancer une entreprise
- La tenue de livres
- Les 10 commandements de la finance
- L'impôt, votre entreprise et vous
- Les principes généraux de marketing
- L'ABC de la vente
- Comment rentabiliser la publicité et la promotion
- La gestion efficace pour votre entreprise
- La gestion des ressources humaines
- La communication dans l'entreprise
- La gestion par objectifs et résultats
- Comment exploiter un commerce de détail
- L'ordinateur à votre service (comment informatiser son entreprise).

Coût: 40\$ pour 30 heures de cours
Début des cours: le 15 avril 1985

Pour renseignements et inscriptions, présentez-vous sans rendez-vous le mardi 9 avril 1985 à 19 h 30 au local R-135 du pavillon Ignace-Bourget, 10500 avenue de Bois-de-Boulogne à Montréal.

Informations: postes téléphoniques 308, 313.
10555, avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal, Québec H4N 1L4 332-3000

Collège de Bois-de-Boulogne

Gagnez 5 mois de vacances

Participez au concours "T'ES DAUPHIN" dès le 1^{er} avril dans LA PRESSE

organisé par **Piscines Dauphin** CKAC 97.3 la presse

NOUVEAU TEST POUR MULRONEY

Québec veut occuper entièrement le domaine du logement social

■ OTTAWA — Le gouvernement du Québec mise sur la politique d'ouverture du gouvernement Mulroney pour obtenir l'entière responsabilité des programmes gouvernementaux en matière de logement social.

GILBERT LAVOIE
de notre bureau d'Ottawa

LA PRESSE a appris que le ministre québécois de l'habitation, M. Jacques Rochefort, a déjà fait part de cette demande à son homologue fédéral, M. Bill McKnight.

Joint au téléphone, le chef de cabinet de M. Rochefort, M. Guy Gaudreau, a confirmé l'intérêt du gouvernement québécois en ce domaine.

« Il est sûr que nous pensons être en mesure de mieux livrer la marchandise », a-t-il déclaré.

« Actuellement, le fédéral participe au financement de certains programmes, comme les HLM ou la restauration. Mais on se dit que l'on pourrait en prendre davantage. Nous voudrions livrer tous les programmes ».

« Visibilité »

M. Gaudreau a déclaré que le gouvernement du Québec serait

disposé à consulter le gouvernement central dans la préparation des programmes et à « lui donner toute la visibilité qu'il faut » dans la livraison.

« Je pense que l'approche fédérale reconnaît que même s'il faut une politique globale, il y a des provinces qui ont des préoccupations différentes », a-t-il conclu.

En vertu de la constitution, l'habitation est un domaine de juridiction provinciale. Mais le fédéral a été le premier à l'occuper en créant la Société canadienne d'hypothèques et de logements (SCHL) dans les années 40. La Société d'habitation du Québec (SHQ) n'a été mise sur pied qu'en 1967.

Clark était favorable

Selon les informations recueillies par LA PRESSE, le gouvernement Clark était favorable au retrait complet du fédéral de ce domaine en 1979. Certains experts en la matière estiment cependant que le gouvernement Mulroney ne sera pas aussi enclin à accepter une recommandation en ce sens. L'intervention de la SCHL pour stimuler la construction domiciliaire et la rénovation s'est avérée un outil fort utile pour contrer le chômage pendant la récession de 1982, et Ottawa se-

rait maintenant réticent à se retirer complètement de ce secteur d'activités.

Ottawa a publié un document de consultation sur l'habitation en février, et Québec a fait de même avec la présentation d'un Livre vert.

Lors de leur rencontre du mois de décembre à Edmonton, les ministres fédéral et provinciaux responsables de l'habitation sont convenus de mettre sur pied deux comités de fonctionnaires chargés d'étudier les moyens à prendre pour favoriser une meilleure collaboration au chapitre du logement social et de la fiscalité touchant l'habitation. Le président de la SHQ, M. Bernard Angers, préside le groupe mandaté de faire rapport sur le logement social. Il a refusé hier de prédire l'issue de ces travaux, expliquant qu'ils ne sont pas complétés et qu'il faudra d'abord faire rapport aux ministres qui doivent se réunir à l'été.

Québec n'est pas seul

Un haut fonctionnaire impliqué dans ces discussions a toutefois laissé entendre que le Québec n'est pas seul à vouloir jouer un rôle plus actif dans l'habitation. « Il est bien évident que le but de l'exercice d'un point de vue pro-

vincial, n'est pas de transférer tout cela au fédéral », a-t-il lancé, sous le couvert de l'anonymat.

L'abandon total du logement social par le fédéral priverait la SCHL d'une partie importante de ses activités. L'organisme, qui emploie 3 700 fonctionnaires, devrait vraisemblablement réduire son personnel. La société s'occupe également de l'assurance hypothécaire, un domaine qui lui a causé bien des déficits au cours des dernières années. Certains conservateurs estiment que cette activité pourrait être laissée au secteur privé. Un haut-fonctionnaire de la SCHL a toutefois fait remarquer à LA PRESSE que la seule firme privée impliquée dans ce domaine, la MICC, a également perdu de l'argent au cours des dernières années, et qu'elle ne sert en plus qu'un nombre limité de centres urbains.

Le même haut-fonctionnaire a cependant reconnu que la SCHL réévalue actuellement sa politique d'assurance-hypothécaire et examine toutes les possibilités à sa disposition.

La SCHL dispose d'un budget annuel de l'ordre de \$1,7 milliard, mais 90 p. cent de ce budget est mobilisé par des engagements antérieurs.



Le premier ministre Brian Mulroney salue un automobiliste dans une rue de Sept-Îles. Le chef du gouvernement a consacré les deux dernières journées de la semaine à une visite de comté de Manicouagan.

Lévesque estime qu'une entente est imminente dans le dossier Domtar

■ GATINEAU — Selon le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, Ottawa et Québec sont sur le point de s'entendre sur le financement de la Domtar.

GILLES PAQUIN
de notre bureau d'Ottawa

« Je crois qu'on est tout proche d'une solution correcte. Je pense qu'on va l'avoir », a dit M. Lévesque alors qu'il était interrogé sur la controverse entourant le projet de la Domtar.

En tournée dans l'Outaouais hier, M. Lévesque a expliqué en conférence de presse qu'il comptait sur sa prochaine rencontre avec M. Mulroney pour régler cette question.

Les deux hommes doivent se voir à Ottawa lundi soir à la veille de la Conférence sur les droits des autochtones. Il espère également traiter du manque à gagner du Québec en matière de paiements de péréquation du gouvernement fédéral.

D'après M. Lévesque, le Québec perdra des revenus de \$750

millions sur cinq ans si le gouvernement Mulroney ne modifie pas le mode de calcul des versements de péréquation adopté sous l'administration libérale.

Des pourparlers ont déjà été amorcés avec Ottawa sur ce « crime terminal » du gouvernement Trudeau contre le Québec a indiqué M. Lévesque.

« Ils sont très conscients, et M. Mulroney le premier, que le Québec s'est fait organiser le portrait d'une façon absolument inqualifiable. On va essayer de trouver une façon de faire quelque chose

de convenable », a lancé M. Lévesque.

Plus tôt dans la journée, le premier ministre a inauguré le Centre d'adaptation et de réadaptation « La Ressource » à Hull.

Il a également rendu visite au Centre communautaire pour jeunes sans emploi à Gatineau avant de participer à une émission radiophonique.

En soirée, il s'est rendu à une assemblée de financement du Parti québécois à Hull avant de retourner à Québec le soir même.

Mulroney promet de faire quelque chose pour Port-Cartier

■ SEPT-ÎLES — Inlassablement ramené par ses interlocuteurs sur le terrain des préoccupations locales, le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, a fait œuvre de député, hier, à Sept-Îles, où son emploi du temps a surtout été consacré aux hommes d'affaires de l'endroit.

MARIO ROY

Ainsi, pressé de questions sur le sort de Port-Cartier, M. Mulroney a finalement précisé qu'un geste concret serait posé « d'ici le début de l'été » dans le but de redonner vie à la ville, qui agonise depuis la fermeture de l'usine ITT-Rayonnier, en septembre 1979.

« Comme on le sait, avant de se résoudre à injecter des fonds publics, Ottawa tente d'attirer des investisseurs étrangers oeuvrant dans le domaine du papier, en faveur de qui le gouvernement n'est toutefois pas prêt à faire toutes les concessions. Et l'exemple n'a pas été long à venir.

« La presse québécoise fait un drame pour que l'on verse \$100 millions à la compagnie Domtar, qui est hautement rentable, une compagnie qui doit, l'année prochaine faire \$200 millions de profit. Je ne donnerai \$100 millions à personne! Je ne l'ai pas fait pour Domtar, je ne le ferai pas pour quiconque », a affirmé M. Mulroney.

En fin de journée, celui-ci a d'ailleurs rendu visite au maire de l'endroit, Anthony Detroit, concluant ainsi une tournée de deux jours dans son comté de Manicouagan.

Si le problème de Port-Cartier semble traumatiser les citoyens de la région de Sept-Îles, il reste que la capitale de la Côte-nord paraît, quant à elle, s'être bien tirée de la crise économique. Il s'est en tous cas trouvé près de 300 personnes pour se départir, chacune, de \$20 dans le but d'assister, jeudi soir, à un défilé de mode organisé par un mouvement à but non lucratif. Il faut dire que Mila Mulroney était présente et il ne fait aucun doute que la majorité de ceux et celles qui se trouvaient là avaient tout autant envie de côtoyer la première dame du pays que de contempler les nouvelles toilettes estivales.

Tout de même, Port-Cartier ne constitue pas la seule et unique préoccupation locale.

En conférence de presse, le premier ministre a notamment été interrogé sur ses intentions quant aux droits des autochtones par des scribes d'origine montagnaise. Quelque 7 000 Américains vivent sur la Côte-Nord, et

ils se montrent fortement intéressés par la tenue, la semaine prochaine, d'une conférence nationale précisément consacrée aux droits des autochtones.

En début de journée, Brian Mulroney avait aussi parlé de pêche, en avalant des crevettes fraîches et en faisant le tour des installations des Pêcheries commerciales Soucy, une PME prospère de la Côte-Nord dont le patron n'a pas oublié d'exposer les griefs qu'il entretient à l'endroit des pêcheurs de la Côte-Sud.

« Comme il se doit, le député de Manicouagan a livré, en vrac, les chiffres composant le bilan local de ses cinq mois de pouvoir: investissements fédéraux de l'ordre de \$11,2 millions; création de 800 emplois de durées diverses. À un autre niveau, M. Mulroney s'est déclaré satisfait du fait que le taux de croissance des dépenses publiques s'établisse à 4,7 p. cent, cette année, le plus bas taux enregistré depuis 17 ans à ce chapitre.

Cela a semblé ravir les membres de la Chambre de commerce de Sept-Îles, qui accueillent le premier ministre, hier midi.

C'est devant ce public qu'il a été question de routes, cet inépuisable thème de la politique régionale, qui a fait les beaux jours de plusieurs générations d'élus.

« À l'époque de la guerre des étoiles, est-ce que c'est possible que les gens de Baie-Johan-Beetz, de Natashquan, de Kegashka, soient reliés par un réseau routier? » a demandé Réjean Cyr, un citoyen de Havre-Saint-Pierre, localité où, précisément, s'arrête la route 138.

« Avant que Brian Mulroney ne donne des assurances sur cette question - d'autant plus que, a-t-il dit, son homologue du Québec, René Lévesque, l'a rassuré à ce sujet - Réjean Cyr ajoutait: « Il y a déjà un premier ministre qui nous l'a promis trois fois, puis on l'a pas encore! »

Folklorique, presque. Bien avant que le « p'tit gars de Baie-Comeau » ne s'installe à Ottawa, le poète de Natashquan parlait, dans une savoureuse pièce satirique, de la route Montréal-Blanc-Sablon, à l'intérieur d'un couplet consacré aux... promesses d'élection. C'était en 1965, et le petit chef-d'œuvre de Gilles Vigneault était intitulé: « Les Menteries! » En foi de quoi, cette revendication (on veut pour l'instant relier Havre-Saint-Pierre et Natashquan: quelque 150 kilomètres) a sa petite histoire sur la Côte-Nord.

Et c'est peut-être pourquoi Brian Mulroney a pris la peine d'ajouter: « Ca, vous pouvez le prendre pour du cash! »

LE NOUVEL ACCORD ÉNERGÉTIQUE

L'Opposition accuse Carney d'avoir réglé aux dépens des consommateurs

■ OTTAWA — Ce sont les consommateurs canadiens qui paieront la facture du cadeau de \$1 milliard de réduction d'impôt qu'Ottawa vient de donner aux compagnies de pétrole avec le nouvel accord énergétique, a soutenu hier l'Opposition aux Communes.

DENIS LESSARD
de la Presse Canadienne

L'opposition tant libérale que néo-démocrate a tiré à boulets rouges sur le ministre de l'Énergie, Pat Carney, l'accusant d'avoir signé un accord aux dépens des consommateurs de l'Est du pays.

Pour le chef libéral John Turner, les tories, après avoir promis des réductions du prix de l'essence durant la campagne électorale, ont signé un accord qui ne comporte aucune garantie pour prémunir les consomma-

teurs d'une hausse des prix à la pompe.

Dans une réplique d'une rare violence, Mme Carney, hors d'elle, a rétorqué que M. Turner « représente la parti qui a suscité l'amertume et la division dans le pays avec le Programme national de l'énergie ».

« Maintenant il suit la même stratégie en essayant de dire que l'Accord de l'Ouest fera mal aux Maritimes et à la Nouvelle-Écosse, c'est une déclaration honteuse », a lancé le ministre aux Communes. « Cessez d'utiliser l'énergie comme un outil de division dans le pays ».

Pour M. Turner, l'outrage du ministre était « hypocrite », parce qu'elle sait bien que les consommateurs n'ont guère de chances de profiter de l'accord. Le premier ministre ontarien Frank Miller est tellement inquiet de l'impact de l'accord pour sa province, la plus importante consommatrice, qu'il a demandé une rencontre avec M. Brian Mulroney, a rappelé M. Turner.

Pour Mme Carney, l'accord conclu cette semaine avec l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan « ne contient

rien qui puisse causer des torts aux consommateurs ».

Pas de garantie

À la sortie de la Chambre toutefois, Mme Carney a admis qu'elle n'avait aucun moyen de forcer les compagnies à ne pas profiter de l'abolition du prélèvement de canadienisation, 0,8 cent le litre, en haussant leurs prix.

« Je m'attends à ce que ce soit passé aux consommateurs », a-t-elle soutenu, admettant qu'elle « ne fixait plus les prix », et qu'elle n'avait plus aucun recours légal à la suite de la décision fédérale de déréglementer les prix.

Pour le député de Sainte-Marie, le libéral Jean-Claude Malépart, « il est clair que le but de l'accord est de créer des jobs sur le dos des consommateurs de l'Est du pays ».

« Quand le gouvernement québécois a baissé de 20 p. cent sa taxe ascenseur sur l'essence « ce n'est pas les consommateurs qui en ont profité, ce sont les compagnies qui ont immédiatement haussé les prix », a-t-il rappelé.

Pour John Turner, il est évident que le ministre des Finances, M. Michael Wilson, devra

faire subir aux consommateurs une nouvelle taxe à la pompe ou même pour tous les contribuables « pour compenser les pertes gigantesques » que subira le trésor fédéral à la suite de l'accord. « M. Wilson devra taxer s'il veut atteindre ses objectifs », a-t-il ajouté.

De leur côté, les néo-démocrates ont mis l'accent sur l'ampleur du « cadeau » accordé par les tories aux firmes pétrolières.

« Le ministre est un Père Noël du printemps pour les pétroliers », de lancer la critique néo-démocrate de l'Énergie, M. Ian Waddell. « Depuis le 8 novembre le gouvernement ne peut plus aider les Canadiens ordinaires, financer les programmes d'environnement ou les conversions de systèmes de chauffage parce que cela va augmenter le déficit. Pourtant on donne \$1,3 milliard aux compagnies. Pourquoi deux poids deux mesures, une pour les compagnies l'autre pour les consommateurs? », a-t-il lancé.

Même le président de l'Association canadienne du pétrole a déclaré: « Nous avons eu tous ce que nous demandions depuis un an », a rappelé M. Waddell.

Québec est satisfait, mais perplexe

■ QUÉBEC — Le ministre québécois de l'Énergie et des Ressources, Jean-Guy Rodrigue, accueille avec satisfaction et aussi avec une certaine perplexité l'entente négociée entre Ottawa et les provinces productrices de pétrole visant à déréglementer les prix du pétrole brut et à abolir les taxes et redevances.

Dans un communiqué publié hier à Québec, le ministre Rodrigue affirme que cette entente met un terme à un quart de siècle de contrôles fédéraux qui se sont avérés néfastes pour le Québec.

« Cette déréglementation permettra entre autres aux raffineurs du Québec de s'approvisionner sur tous les marchés domestiques et étrangers. L'abolition des redevances à l'exportation devrait également leur permettre d'ouvrir des marchés d'exportation de produits raffinés québécois, de consolider notre industrie du raffinage et de garantir l'utilisation maximale de leur capacité de production »,

a commenté M. Rodrigue.

Il se réjouit aussi de la volonté exprimée dans cet accord d'associer les provinces consommatrices à l'élaboration d'un nouveau mécanisme de fixation des prix du gaz naturel, affirmant que le Québec ferait partie du groupe de travail.

L'entente prévoit par ailleurs des mécanismes de surveillance des exportations de pétrole brut et de produits pétroliers, mais M. Rodrigue note qu'elle ne prévoit cependant pas de participation directe des provinces alors que le Québec désire y jouer un rôle significatif.

Interrogations

Le ministre soulève par contre un certain nombre d'interrogations. Il constate notamment que l'accord ne prévoit pas de dispositions spécifiques de surveillance des importations de produits pétroliers ni pour l'exportation de liquides de gaz naturel.

Malgré le gel jusqu'au premier

novembre 1985 des prix du gaz naturel à la frontière albertaine, l'entente ne garantit pas la stabilité des prix dans l'Est.

L'accord, souligne également le ministre Rodrigue, met un terme aux programmes d'expansion des réseaux de distribution gaziers, ce qui se traduira, selon lui, par des pertes d'investissements majeurs dans ce secteur au Québec.

Il observe aussi que cette entente semble abrégée d'une année la durée d'application du programme d'incitation au gaz naturel conclu entre le Québec et l'Alberta il y a un peu plus d'un an.

Finalement, il dit espérer que le gouvernement fédéral ne compensera pas le manque à gagner résultant de l'abolition des taxes fédérales sur l'industrie pétrolière par l'introduction de toute autre taxe appliquée aux consommateurs.

— Presse Canadienne



photo PC
Le ministre fédéral de l'Énergie, Pat Carney.

Les boyaux des pompiers sabotés par un inconnu

Les moyens de pression entrepris depuis près de deux semaines par l'Association des pompiers de Montréal ont pris une tournure inattendue, jeudi soir, lors d'un incendie de cinq alertes au 4641 de la rue Linton, à Montréal. Les pompiers de la caserne 41, arrivant sur les lieux pour prêter main-forte à leurs confrères, ont découvert avec stupéfaction que leurs boyaux avaient été perforés.

RAYMOND GERVAIS

L'assistant-directeur Yvon Bineau voit là un acte de vandalisme commis, selon toute vraisemblance, à l'insu de l'Association des pompiers. Celle-ci, on le sait, est à couteaux tirés avec la direction depuis plusieurs mois.

« Il s'agit sûrement, a-t-il dit, de l'oeuvre d'un exalté qui n'a pas pensé un seul moment aux conséquences possibles de son geste. Les pompiers du poste 41 n'étant pas, heureusement, de la première alerte, ils n'ont pas été parmi les premiers intervenants. Mais s'ils avaient été parmi les premiers arrivés, les conséquences auraient pu être bien différentes. »

Bineau n'a pu dire dans quelle mesure l'incident avait entravé les opérations. « Chose certaine, a-t-il conclu, ça n'a pas aidé. »

L'oeuvre d'un intrus?

De son côté, l'Association des pompiers refuse de croire qu'un de ses membres aurait pu commettre un acte aussi aberrant. Un porte-parole, M. Michel Lefebvre, croit qu'il s'agirait plutôt de l'oeuvre d'un intrus.

« Une personne mal intentionnée a dû s'introduire dans la caserne pendant que les pompiers répondaient à une alerte, a-t-il dit. Lorsque les pompiers sortent, les portes ne sont habituellement pas verrouillées. Il est donc facile pour un mauvais plaisant de s'y introduire et de piquer les boyaux de rechange des autopompes. »

M. Lefebvre se dit persuadé qu'un pompier n'aurait pas mis ainsi la vie des citoyens en danger, ni celle de ses confrères, sachant bien, lui, que ces boyaux auraient pu servir lors d'une première alerte pour pénétrer à l'intérieur d'un édifice en flammes.

Depuis le début du conflit qui oppose les pompiers à la direction, au moins un autre incident s'est produit. Il y a quelques semaines, les pompiers de la caserne 15, à Pointe-Saint-Charles, n'ont pu se rendre aussi rapidement qu'ils l'auraient voulu sur la scène d'un incendie: les portes de la caserne avaient été sabotées et refusaient de s'ouvrir. La police de la Communauté urbaine de Montréal a ouvert une enquête.

ERRATUM

Veuillez noter les modifications ci-dessous dans l'annonce de Loews Concordée publiée aujourd'hui dans notre section Vacances voyage:
 55\$ par chambre, par nuit, du jeudi au lundi inclusivement. Tarif en vigueur jusqu'au 8 avril.
 Nous regrettons les incon vénients qui auraient pu en résulter.

ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC
LA CROIX BLEUE
 ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC
LA CROIX BLEUE
 ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC
LA CROIX BLEUE
 ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC
LA CROIX BLEUE

Bernard
 N'oubliez pas de téléphoner à la Croix Bleue avant de partir:
 286-8403
 Pour moins de 1\$ par jour, tu pourras avoir la tête tranquille pour ton court séjour. Et pour quelques sous de plus, tu auras même un numéro de téléphone en cas d'urgence pour être dépanné sur place. Ça n'a pas les moyens d'être malade ou d'avoir un accident à l'étranger. Le "course-tout" de la Croix Bleue, c'est simple comme "bonjour". Alors, rendez-vous au soleil, comme prévu? Nicole

Il n'est pas trop tard!
 Confiez au
SERVICE D'IMPÔT SUR LE REVENU SIMPSON
 le soin de préparer votre déclaration d'impôt avant la date limite du 30 avril. Le service d'impôt sur le revenu Simpson vous est offert au magasin Simpson le plus près de chez vous.
 Pour plus de renseignements, composez 284-4326.

Simpson

BEUARK?

Peu important vos raisons, si la peinture ou le papier peint (en stock) que vous avez acheté chez nous ne vous plaît pas. **StClair vous remboursera le montant total de votre achat ou remplacera la marchandise achetée.** Même si vous vous êtes déjà servi d'une partie de la peinture...Même si vous avez déjà posé un rouleau simple de papier peint...Mais pas plus!

Cette garantie est unique au Québec. Et ce n'est pas tout. Si vous trouvez le même produit moins cher ailleurs, nous vous rembourserons la différence avec le sourire. Parce que nous sommes des professionnels de la décoration. **Tout le monde peut se tromper...sauf StClair!**

En promotion

25%* de réduction sur toutes les peintures d'intérieur ULTIMATE. 4 litres à compter de 14,96\$
*Sur les prix réguliers StClair

Revêtements muraux en toile de lin et toile de ramie "Grasscloth". Prix suggéré par le manufacturier: 34,95\$/rouleau simple. Prix régulier StClair: 19,99\$/r.s. **Maintenant en solde à 12,99\$**

40%* de réduction sur toutes les commandes spéciales de toiles en rouleaux et de stores vénitiens horizontaux et verticaux.
*Sur les prix suggérés par le manufacturier

25%* de réduction sur tous les papiers peints en catalogue.
*Sur les prix en vigueur en catalogue

À l'achat de 40\$ ou plus de marchandise, StClair vous remettra gratuitement un joli mobile pour chambre d'enfant d'une valeur de 21,95\$.
*Limite d'un mobile par client, jusqu'à épuisement des stocks.

StClair

Les professionnels du décor

5730, rue Sherbrooke Est, Montréal 252-8110 • 404, boul. des Laurentides, Laval 667-8221
 8100, boul. Newman, Ville LaSalle 363-5087 • 700, boul. Curé Labelle, Chomedey 682-0991
 2451, Chemin Chambly, Longueuil 468-1474 • 6595, rue Papineau, Montréal 725-8168 • 71, rue Dufferin, Valleyfield 371-8937
 819, boul. Taschereau, Greenfield Park 465-7843 • 9310, boul. Lacordaire, St-Leonard 321-5986

S.O.S. IMPÔTS

UN SERVICE GRATUIT AUJOURD'HUI ET DEMAIN LES 30 ET 31 MARS DE 9 h À 17 h

Ils sont plus de 100 comptables agréés à répondre à vos appels pendant deux jours. Ils sont là pour vous aider à résoudre les difficultés que vous rencontrez dans la préparation de vos rapports d'impôt 1984.

Un problème? Un coup de téléphone et... une solution! Rien de plus, pas de frais.

Pour profiter de ce service unique, n'hésitez pas à composer ces numéros si vous habitez les villes suivantes:

MONTRÉAL	873-2611	
TROIS-RIVIÈRES	379-5360	(samedi seulement)
SHERBROOKE	563-3034	

Si vous habitez dans les régions environnantes
FAITES LE «0» (zéro) et demandez sans frais ZENITH REVENU QUÉBEC

Ce service spécial ne dure que deux jours. Ne laissez pas passer la chance de compléter sans erreur vos formulaires d'impôt.

Il s'agit d'une initiative unique et exclusive mise sur pied en collaboration avec

Ordre des comptables agréés du Québec

Revenu Québec

CKAC 73

CHLN 55
 CHLT 63

la presse

AVANT D'ACHETER, VENEZ VOIR LES EXPERTS DE PARMIC

Nous célébrons l'ouverture de deux nouveaux magasins avec ces spéciaux

ORDINATEUR APPLE IIc 128K **\$1279,00**
avec MONITEUR VIDÉO IIc et SUPPORT IIc **\$1479,00**



ORDINATEUR APPLE IIe 128K plus SYSTÈME DUODISK IIe (2 Unités de Disques) MONITEUR VIDÉO IIe CARTE D'EXTENSION DE MÉMOIRE ET 80 COLONNES **\$1995,00**



MACINTOSH 128K **\$2299,00**
MACINTOSH 512K **\$2799,00**
LES DEUX INCLUS MACWRITE ET MACPAINT ET SONT DISPONIBLES EN VERSION FRANÇAISE OU ANGLAISE



ORDINATEUR PORTATIF COMPAQ 256K (compatible avec IBM) plus DEUX UNITÉS DE DISQUE MONITEUR VIDÉO **\$3595,00**



PARMIC, LE PREMIER DISTRIBUTEUR EPSON À VOUS OFFRIR L'IMPRIMANTE **EPSON LX-80**
LA NOUVELLE IMPRIMANTE À POINTS PRESQUE QUALITÉ LETTRE À PRIX ÉCONOMIQUE.
Prix spéciaux sur toutes les imprimantes EPSON.



OFFRE EXCEPTIONNELLE **15" EPSON RX-100** IMPRIMANTE À POINTS **\$579,00***
plus bonis supplémentaires
*Quantité limitée

DYSAN* DISQUETTE À DOUBLE CÔTÉ ET DOUBLE DENSITÉ SEULEMENT **\$34,95** (DIX DISQUES)

DISTRIBUTEUR AUTORISÉ
APPLE IBM EPSON
HP HEWLETT PACKARD COMPAQ GRID
Parmic St. Léonard maintenant ouvert le jeudi et vendredi soir et aussi le samedi.

PARMIC

CENTRE DE MICRO-INFORMATIQUE

MONTRÉAL
1010 RUE SHERBROOKE O.
(514) 287-9313
ST-LÉONARD
5130 BOUL. MÉTROPOLITAIN E.
(514) 374-6222
STE-FOY
PLACE DES QUATRE BOURGEOIS
(418) 659-3858
OTTAWA
1565 CARLING AVE.
(613) 728-3100

Des parents et élèves de l'école Saint-Luc n'iront pas au Club Med

Les parents et élèves de l'école secondaire Saint-Luc, à Côte-Saint-Luc, qui rêvaient d'un séjour gratuit au Club Med

des Bahamas, ont vu leur rêve s'effondrer, hier, devant le « nœud » des commissaires de la CECM. Il y a quelques

mois, le club avait offert à un groupe de 18 étudiants en musique de jazz d'aller divertir ses clients pendant la période de Pâques.

En retour, la direction offrait l'hébergement pendant une semaine aux élèves, ainsi qu'aux parents et professeurs qui les auraient accompagnés.

Mais il fallait l'autorisation des commissaires. Or, à leur réunion d'hier, ceux-ci ont carrément dit non, le projet n'offrant aux élèves, selon eux, aucune formation pédagogique. La direction de l'école, le comité de parents, le directeur pédagogique et les professeurs intéressés avaient pourtant appuyé l'idée d'un tel séjour, comme l'a fait remarquer d'un air déconfit le président du comité d'école, M. Guy Durand.

Un professeur de musique, M. Robert Jodoin, avait même passé une semaine à bas pour s'assurer que l'ambiance convenait à un groupe d'élèves de cet âge.

Les jeunes avaient une occasion unique de participer à des spectacles à grand déploiement, accompagnés de chanteurs et d'une quinzaine de danseurs, a dit M. Jodoin. Cela aurait été pour eux une expérience musicale sans précédent.

Nicolas Proulx, 14 ans, dont la déception se lisait sur son visage, a soupiré: « Et dire qu'on répète depuis Noël et qu'on a sacrifié plusieurs jours de congé pour ce voyage »!

HILTON INTERNATIONAL QUÉBEC

3, Place Québec, Québec

Incroyable mais vrai. Chambre de luxe avec bar personnel et accès gratuit à notre club de conditionnement physique, nos saunas et notre bain tourbillon. Notre hôtel est également le seul de Québec à offrir le Départ Express et à faire partie de l'Aéroparc. Crédit de 1000 milles par nuit. Crédit maximum de 1000 milles par vol d'Air Canada.
Plan familial Hilton. Les enfants qui partagent la chambre de leur(s) parent(s) sont logés gratuitement, peu importe leur âge. (Limite de 4 par chambre).
Pour réserver, communiquez avec votre agent de voyages, le service de réservations Hilton, tout hôtel Hilton International, ou appelez-nous à (418) 647-2411.

Tous les jours de la semaine.

Lundi
Mardi
Mercredi
Jeudi
Vendredi
Samedi
Dimanche

59\$ par chambre, occupation simple ou double

En vigueur chaque jour du 29 mars au 8 avril 1985.

OÙ TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI



La magie des chutes du Niagara avec les ESCAPADES de VIA Rail.

Vous avez besoin de vous changer les idées? Les ESCAPADES VIA Rail sont les mini-vacances qu'ils vous faut!

Les chutes du Niagara seraient peut-être la solution magique grâce à une ESCAPADE VIA Rail. Le train, c'est la façon la plus relaxante, la plus agréable de voyager. Vous découvrirez le plaisir de prendre la clé des champs facilement et ce, à un prix abordable. Chaque ESCAPADE comprend le voyage en train aller et retour, en voiture-coach, l'hôtel de première classe et, si vous le désirez, des billets pour assister à certains événements spéciaux ou une visite guidée de la ville. Dites-nous combien de temps vous désirez partir et nous nous occupons de tout!

Dans le train VIA, vous relaxerez dans un siège confortable, profiterez de l'espace prévu pour les jambes et apprécierez la vue panoramique qu'offrent les fenêtres. Vous voyagez dans un monde de confort et de détente. Découvrez la magie du train, elle vous fera faire les plus beaux voyages!

Réservez dès aujourd'hui votre ESCAPADE VIA Rail en communiquant avec votre agent de voyages ou

avec VIA Rail, 24 heures par jour, au 871-1331. Les ESCAPADES VIA Rail, des moments de rêve offerts toute l'année.

De Montréal à:	À partir de
Chutes Niagara	109\$
Toronto	104\$
Ottawa	50\$

Prix minimum par personne. Comprend le transport aller et retour en voiture-coach et une nuit à l'hôtel (occupation double). Les prix sont sujets à changement sans préavis et peuvent varier selon l'hôtel, les activités choisies et la date de départ. Renseignez-vous sur les économies que vous pouvez faire grâce au tarif Ambassadeur et au tarif de groupe.



Venez vivre la magie des voyages en train.



Détenteur d'un permis du Québec

Des nouvelles de la CECM

Si le domaine de la mode vous intéresse...

Le grand nombre de boutiques de mode sur l'île de Montréal indique bien l'importance d'offrir aux élèves le cours « confection, vente et mode ». S'ajoutant aux cours de dessin de patrons et de dessin de mode, « confection, vente et mode » présente de nombreuses possibilités d'emploi: couture professionnelle, retouches, vente, animation de boutiques, échantillonnage, supervision de section, etc.

Le jeune homme ou la jeune fille désirant ouvrir sa propre boutique appréciera tout particulièrement les cours sur l'organisation de défilés de mode, les étalages et les techniques de marketing.

Le programme du cours comprend, en outre, l'initiation au dessin de mode, l'étude des textiles, l'ajustement et la correction de patrons, l'initiation à la dynamique de la vente, à l'outillage, à l'équipement et aux divers produits utilisés dans l'industrie et le commerce du vêtement ainsi que l'évaluation des coûts de production en industrie.

Chaque élève inscrit au cours « confection, vente et mode » pourra participer à un stage de formation en industrie.

Le cours, d'une durée d'un an, s'adresse à tous les élèves ayant réussi la 5^e secondaire générale ainsi qu'aux élèves ayant réussi le tronc commun « couture et habillement » en 4^e secondaire.

Les élèves intéressés doivent s'inscrire d'ici le 4 avril au plus tard à la polyvalente Pierre-Dupuy, 2000, rue Parthenais à Montréal.

Afin d'obtenir plus de renseignements, communiquer avec les conseillers d'orientation de la polyvalente Pierre-Dupuy: M. Richard Bellemare ou Mme Lucie Tremblay, au 524-3701.



Deux élèves de la polyvalente Pierre-Dupuy apportent les dernières retouches à leur création des plus originales.



CECM
LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL

UNIVERSITÉ
CONCORDIA

Centre de l'éducation permanente

Cours de langues anglais - français

Avril 1985

Anglais

Cours intensif, en soirée ou le samedi comprenant un atelier d'écriture - dix semaines à partir de la semaine du 8 avril.

Français

En matinée, en soirée ou le samedi comprenant français écrit et commercial - dix semaines à partir de la semaine du 13 avril.

Renseignements:

1822, boul. de Maisonneuve ouest - 879-8436

Union Carbide serait responsable, dit New Delhi

NEW DELHI (Reuter) — Le gouvernement indien possède des preuves de la responsabilité de la société multinationale «Union Carbide» dans la fuite de gaz toxique qui a fait 2,500 morts à Bhopal en décembre dernier, a affirmé hier M. Veerendra Patil, ministre indien des Industries chimiques, dont les propos ont été rapportés par l'agence PTI.

M. Patil a rejeté les déclarations des responsables américains d'Union Carbide, selon lesquels l'idée d'un sabotage n'était pas à exclure.

M. Warren Anderson, président de la multinationale, a accusé les responsables indiens de l'usine de n'avoir pas respecté les consignes habituelles de sécurité, et a déclaré que selon lui

l'introduction d'eau dans un conteneur d'isocyanate de méthyle n'était probablement pas un accident.

Mercredi, le parlement indien a adopté une nouvelle loi destinée à assurer l'indemnisation rapide de toutes les victimes.

Selon M. Patil, trois possibilités s'offrent au parlement: soit engager un procès en dommages et intérêts aux États-Unis, soit le faire en Inde, soit encore tenter de parvenir à un règlement en dehors d'une intervention judiciaire.

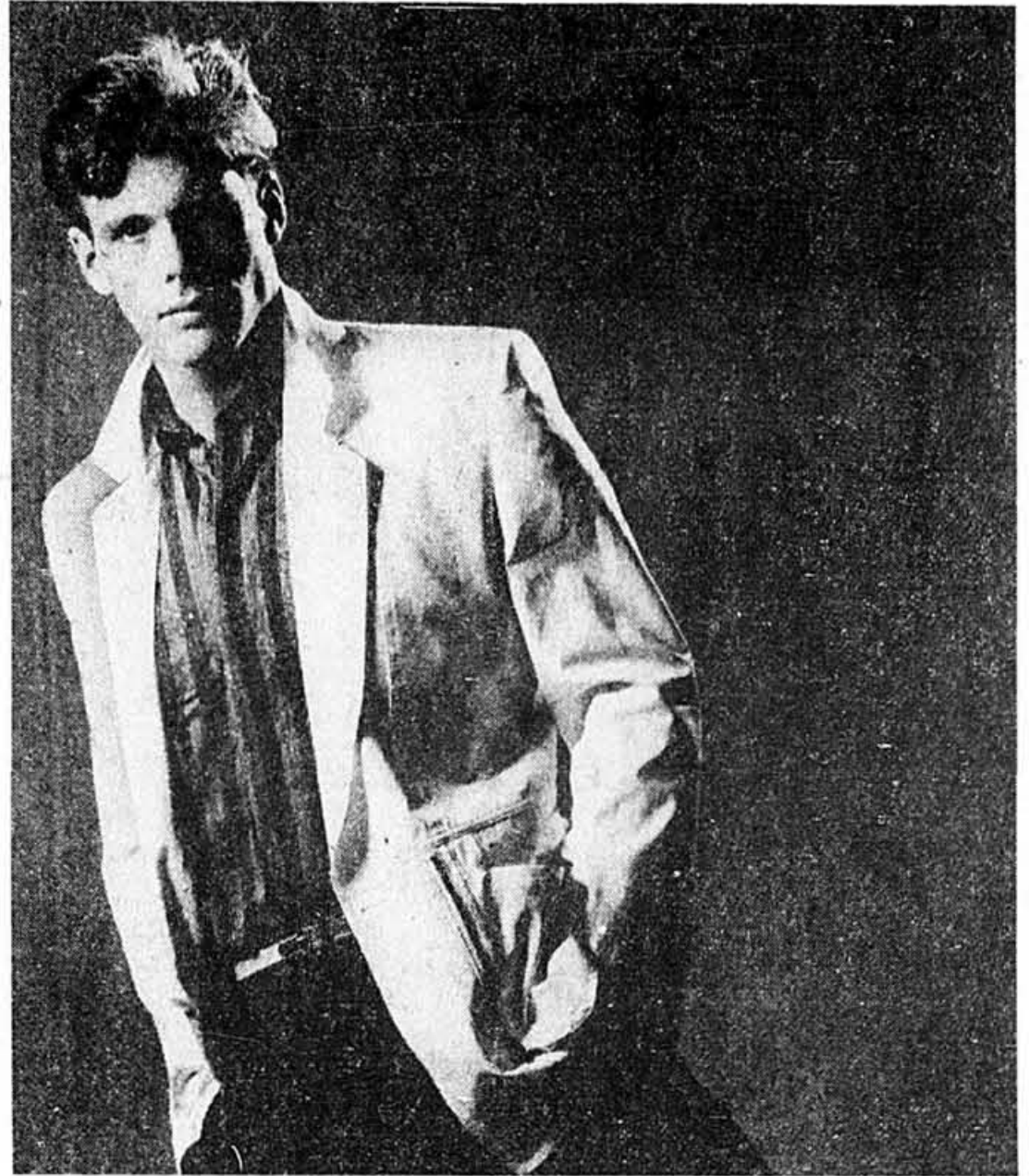
Le prince Charles «breakdance»

LONDRES (AFP) — Le prince Charles a effectué hier une démonstration de breakdance, allant même jusqu'à danser à genoux devant quelque 300 jeunes chômeurs qui l'avaient invité dans la discothèque de leur village du Sussex, (sud de l'Angleterre).

Alors qu'il visitait un atelier de formation professionnelle à Middleton-on-Sea (Sussex), le prince de Galles a été invité à se joindre aux jeunes dans le night-

club du village.

Une jeune blonde de 20 ans, qui a invité le prince à danser sur des rythmes discos, l'a trouvé assez bon. Mais le prince Charles a surpris tout le monde lorsqu'il s'est mis à la breakdance. Pendant quelques minutes, il a gesticulé comme un automate en compagnie de trois jeunes noirs qui l'ont même convaincu de danser à genoux. Il était très bien, il est immédiatement entré dans le rythme, a noté l'un des jeunes chômeurs.



D'Italie,
l'Antagoniste.
Pantalon
et chemise,
de Giorgio
Armani.
Veston
signé
Redaelli.
Collection
de complets,
Hugo Boss.
Armani.
Redaelli.



HENRI VEZINA

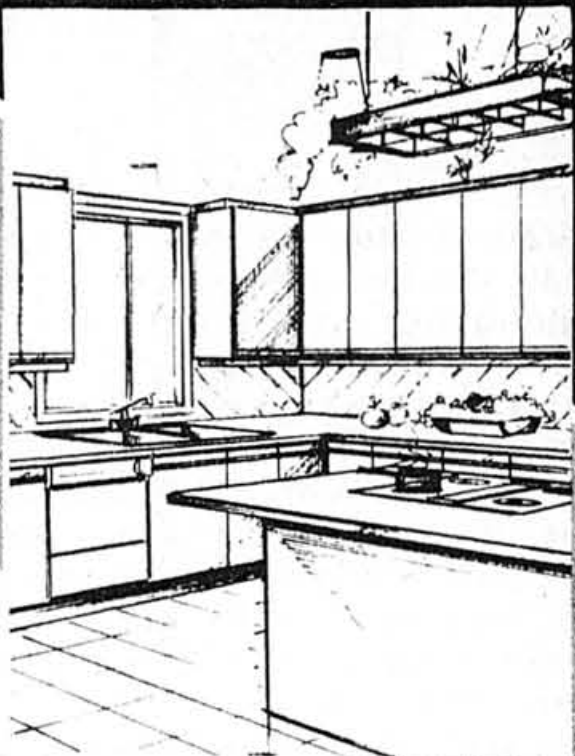
Les maîtres merciers

pour l'ultime

homme

LAVAL, 243 A, boulevard des Laurentides, 669-1751 MONTRÉAL, 920 ouest, rue Sherbrooke, 844-1971

VOUS RÉNOVEZ VOTRE CUISINE?



Nous vous invitons à venir nous visiter et à comparer la qualité de nos armoires de cuisine.

- MÉLAMINE
- STRATIFIÉ
- CHÊNE
- MERISIER
- PIN
- SUR MESURE
- ESTIMATION GRATUITE

ARMOIRES DORAL
8425 boul. ST-LAURENT, MTL
382-0091

SUCCURSALE
454, 22^e AV. EST
BLAINVILLE
435-6586

HEURES
D'OUVERTURE:
LUN. AU MER., 9:30 à 18:00
JEUDI ET VENDREDI, 9:30 à 21:00
SAMEDI, 9:30 à 17:00

LUMIÈRE SUR LAVAL

DU 25 MARS AU
6 AVRIL
JUSQU'À **60%**
DE RABAIS
SUR TOUTE
LA MARCHANDISE
EN MAGASIN.

Enfin, un centre d'éclairage LDG à Laval. Situé sur le boulevard Saint-Martin, ce nouveau centre d'éclairage vous offre la même qualité et le même service qui ont fait la renommée de LDG. Pour un éclairage bien adapté à vos besoins et à votre budget, c'est le temps de passer chez LDG.

Maintenant deux magasins

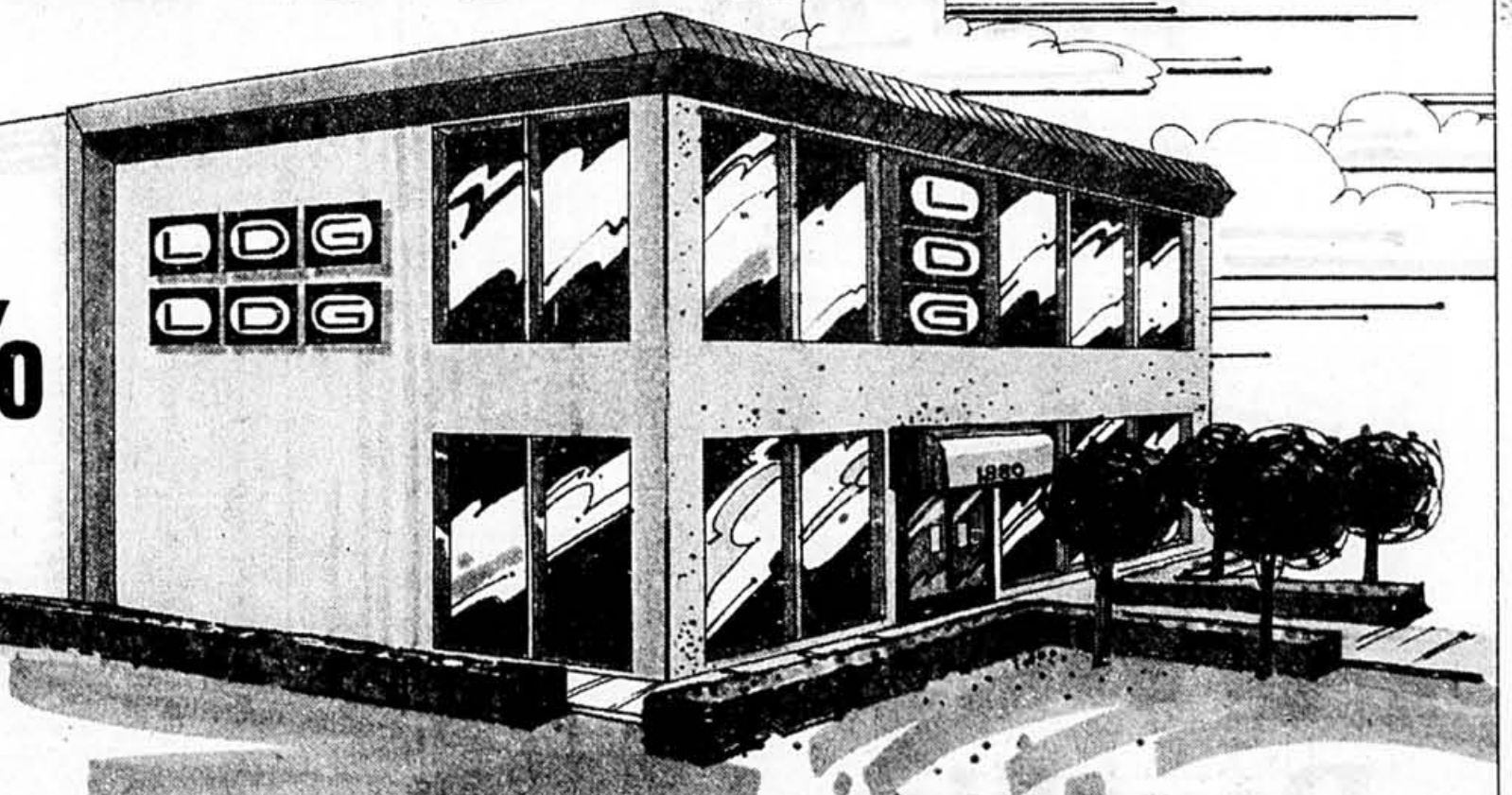
1880, boul. Saint-Martin ouest, Laval
2955, rue Bélanger est, Montréal

Heures d'ouverture: lundi, mardi, mercredi: 8h30 à 17h30
jeudi, vendredi: 8h30 à 21h
samedi: 8h30 à 17h



Avis aux entrepreneurs: LDG met exclusivement à votre service un conseiller en éclairage. Téléphonez pour en profiter: 682-3465

l'éclairage
à votre image



POUR LA SEMAINE SAINTE Plusieurs chemins de la croix sont organisés par des jeunes

Devenus habituels dans les rues de Montréal depuis déjà plusieurs années et ayant même pris une ampleur étonnante, les chemins de la croix du Vendredi saint n'ont attiré jusqu'ici qu'une minorité — cependant bien visible — de jeunes. Mais voilà que cette année, des jeunes se font eux-mêmes les organisateurs de semblables événements.

JULES BÉLIVEAU

À Montréal, un chemin de la croix préparé par quelques groupements de jeunes a même été conçu spécialement pour une clientèle de jeunes : les stations traditionnelles y ont été remplacées par des moments de réflexion qui ne devraient avoir aucune peine à rejoindre les 18-25 ans dans leurs inquiétudes et leurs difficultés actuelles.

On y parlera en effet du monde scolaire, de la drogue, de l'aide sociale, du chômage et de l'emploi, de l'émigration et de la militarisation. C'est ainsi que l'on cherchera à faire le lien entre les souffrances des jeunes d'aujourd'hui et celles du Christ.

Ce chemin de la croix est organisé par divers mouvements, dont la JEC (Jeunesse étudiante catholique), l'UPQ (Union des pacifistes du Québec), les jeunes de la Mission catholique latino-américaine et le groupe Contact Sainte-Croix. Il se déroulera de 10h30 à 15h30, le 5 avril, soit le jour même du Vendredi saint, et se mettra en branle à la station de métro Papineau pour prendre fin au sous-sol de l'église Sainte-Brigide, dans le centre-sud de Montréal. Renseignements : Emile Du Sablon, 733-8211, poste 259 ou 265.

Un autre chemin de la croix, qui aura lieu le même jour à Longueuil, est aussi organisé par des jeunes. Ce sont en effet les jeunes de la communauté R « Le Tremplin » qui ont pris l'initiative de préparer la marche du pardon qui se déroulera, de 12h30 à 15h, depuis l'église Notre-Dame-de-Grâce de cette ville, jusqu'à la co-cathédrale Saint-Antoine.

De nombreuses célébrations religieuses marqueront toute la Semaine sainte dans la région de Montréal. On peut même dire qu'il y en aura dans toutes les paroisses catholiques et dans toutes les communautés des autres dénominations chrétiennes. Il faut cependant retenir que la Semaine sainte et la fête de Pâques seront célébrées cette année une semaine plus tard que dans les Églises chrétiennes d'Occident.

Voici quelques unes des principales manifestations de la Semaine sainte chez les catholiques de la région de Montréal :

AUJOURD'HUI

■ Ce soir, à 20h30, à l'église Saint-Louis-de-France de Terrebonne, les Chanteurs de Sainte-

Thérèse donnent un concert de musique sacrée comprenant des oeuvres de Mozart, Bach, Vivaldi, Haydn et Haendel. Le chœur de 70 voix sera accompagné par un orchestre de la Guilde des musiciens de Montréal. On y entendra également deux solistes professionnels, Yolande Parent, soprano, et Madeleine Jalbert, contralto. Prix d'entrée : \$5. (Renseignements : 471-2235.)

■ Ce soir également, à 20h30, à l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, angle Régent et Grande-Allée, à Saint-Hubert, les Jeunes Expressions de Brossard et la chorale Marie-Victorin présentent en son et lumière *Les Sept paroles du Christ*. Entrée libre.

LE DIMANCHE 31 MARS

■ Demain, à 20h30, présentation du même spectacle par les mêmes interprètes à l'église Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, rue Au-teuil, à Brossard.

■ À 20h, à l'église Saint-Gilles, 231, avenue des Sables, à Laval, 40 chrétiens de la paroisse Saint-Pierre-Claver réunis sous le nom de « Pèlerins », animeront une soirée de prière « son, lumière et mime », intitulé *Un chemin nommé Jésus*. Cette production de 17 scènes vise à transporter les participants au pays du Christ et présente les étapes les plus importantes de sa vie.

LE MARDI 2 AVRIL

■ À 20h, à la co-cathédrale Saint-Antoine du diocèse de Saint-Jean-Longueuil, dans le Vieux-Longueuil, Mgr Bernard Hubert présidera la célébration de la messe chrismale. C'est à cette occasion que l'évêque bénira les huiles utilisées pendant la prochaine année pour le baptême, la confirmation, l'ordination des prêtres et l'onction des malades. Cette célébration devrait réunir autour de l'évêque de Saint-Jean-Longueuil un grand nombre des prêtres et des autres « forces vives » du diocèse.

■ À 20h, au Grand Séminaire de Montréal, 2065 ouest, rue Sherbrooke, le Choeur Nabucco, sous la direction de Gilles Dubé, présente un concert sacré. Au programme : *Les Sept paroles du Christ* de Théodore Dubois et des pièces de Bach, Palestrina, Haendel, Fauré, Gounod, Janquin, Verdi, Berlioz. Billets en vente à la Maison E. Archambault, chez International Music et à la pharmacie Jean Coutu, avenue Dollard, à LaSalle, ainsi qu'à l'entrée du Grand Séminaire le soir du concert.

LE MERCREDI SAINT

■ À 20h, Mgr Paul Grégoire, entouré d'environ 200 prêtres, présidera la célébration de la messe chrismale à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal.

Une invitation spéciale à participer à cette célébration, qui ouvre le triduum pascal, est adressée aux représentants des communautés paroissiales du diocèse — pasteurs, marguilliers, membres des conseils de pastorale, responsables et membres d'autres organismes paroissiaux — et à ceux des institutions religieuses. Après la messe, les saintes huiles, qui seront utilisées tout au cours de l'année pour la célébration des baptêmes, des confirmations, des ordres sacrés et du sacrement des malades, seront distribuées.

LE JEUDI SAINT

■ À 20h, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal, la cérémonie de la commémoration de la Dernière Cène sera présidée par Mgr André-Marie Cimichella.

LE VENDREDI SAINT

■ La Grande Marche du pardon de Montréal en sera à sa 12^e édition. Elle se déroulera de 7h à 15h. Comme l'an dernier, elle aura deux points de départ, soit l'église Sainte-Madeleine-Sophie-Barat, à la hauteur de la rivière des Prairies, et l'église Saint-Clément, à l'angle des rues Vian et Adam, dans l'est de la ville. Les deux groupes n'en formeront plus qu'un à l'angle Berri-Dorchester avant de continuer jusqu'à la basilique Notre-Dame, dans le Vieux-Montréal.

■ À 10h, à l'église Saint-Esprit de Rosemont, 2851, rue Masson, le Théâtre Bel Espoir présentera le *Chemin de croix* d'Henry Ghéon. Renseignements : 376-3920.

■ À 15h, célébration du Vendredi saint à la co-cathédrale Saint-Antoine de Longueuil.

■ À 15h, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, la méditation du chemin de la croix sera présidée par Mgr Paul Grégoire et animée par Mgr André-Marie Cimichella.

■ À 15h, à l'église Immaculée-Conception, angle Papineau et Rachel, une équipe de gestuelle liturgique, une violoncelliste et un quatuor vocal participeront à l'office du Vendredi saint. Cette cérémonie, qui sera télédiffusée en direct par Radio-Canada, fera voir le danseur moderne Hal Walton personnifiant le Christ au moment de la Passion.

■ À 15h, à l'église Saint-Stanislas-de-Kostka, 1350 est, boulevard Saint-Joseph, le Théâtre Bel Espoir présentera le *Chemin de croix* d'Henry Ghéon. Renseignements : 524-3533.

■ Le soir du Vendredi saint, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu, une marche du pardon partira de trois endroits différents de la ville pour converger vers la cathédrale. Ces trois endroits sont le Centre communautaire, dans

la paroisse Saint-Eugène (départ de la marche à 18h15), l'école Notre-Dame-de-Lourdes (18h) et l'église Saint-Gérard (18h20). La marche sera suivie, à 19h15, à l'intérieur de la cathédrale, d'un chemin de la croix animé par 20 acteurs. (En cas de mauvais temps, la marche seule sera annulée.)

■ À 17h, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, Mgr Paul Grégoire présidera l'office du Vendredi saint.

■ À 20h, à l'église paroissiale de Saint-Pierre-Claver, 2000 est, boulevard Saint-Joseph, soirée de prière « son, lumière et mime » de la troupe les Pèlerins. Renseignements : 527-7563.

■ À 20h, à l'église Saint-Gilbert, 5420, rue Angevin, à Saint-Léonard, le Choeur des Deux-Montagnes, sous la direction de Guy Huard, interprétera *Les Sept paroles du Christ* de Théodore Dubois. Solistes invités : Micheline Dinnel, soprano, Roger Rousseau, ténor, et Jean-Pierre Corbeil, basse. Renseignements : 725-3649.

■ À 20h, au sous-sol de l'église Notre-Dame-du-Rosaire, angle Saint-Hubert et Villeray, la Troupe des Douze présentera, dans le cadre de la Semaine sainte, *Une invitation spéciale*, dont le texte et la mise en scène sont de Daniel Chouinard. Entrée libre. Renseignements : 272-8265.

■ À 20h, à l'église Saint-Édouard, angle Beaubien et Saint-Denis, la chorale de la paroisse interprétera *La Passion selon saint Mathieu* de Jean-Sébastien Bach et *Les Sept paroles du Christ* de Théodore Dubois. Entrée libre.

LE SAMEDI SAINT

■ La veille de Pâques, à 20h, à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal, Mgr André-Marie Cimichella présidera la Vigile pascale en présence de Mgr Paul Grégoire.

■ À 19h30, à l'église Immaculée-Conception, à l'angle des rues Papineau et Rachel, un garçon de deuxième année du primaire, Guillaume Leprohon, recevra le baptême au cours de la cérémonie de la Vigile pascale. Il sera alors entouré de plusieurs de ses camarades d'école. Un groupe de gestuelle liturgique soulignera plusieurs moments importants de la célébration. Cette cérémonie sera diffusée en différé à la télévision de Radio-Canada vers 23h30.

■ Dans une vingtaine d'autres églises du diocèse de Montréal, 63 autres personnes (18 jeunes de 14 à 18 ans et 45 adultes) seront aussi baptisés pendant la veillée pascale ou le matin de Pâques. Ces personnes ont reçu leur première formation chrétienne avec le support du Catéchuménat de Montréal.

**La boulangerie
du
Marché du jour**
c'est
tout beau,
tout bon,
tout frais



Grand-mère n'a pas mis la main à la pâte depuis qu'elle a découvert la boulangerie du Marché du Jour. Comme elle dit: "Pourquoi le faire quand les boulangers du Marché du Jour le font à ma place."

À la boulangerie du Marché du Jour, on se lève de bonne heure pour vous préparer, à toute heure du jour, tous les produits de boulangerie que vous pouvez désirer: croissants, pâtisseries, biscuits, brioches, pain de toutes sortes, même des gâteaux d'anniversaire personnalisés.

Comme dit grand-mère, une fois que l'on a essayé les produits de la boulangerie du Marché du Jour, on ne veut plus mettre la main à la pâte, ni même acheter son pain ailleurs.

À la boulangerie du Marché du Jour, tout est beau, tout est bon et tout est frais, même le sourire attentionné du personnel.

**La boulangerie du
Marché du Jour:**

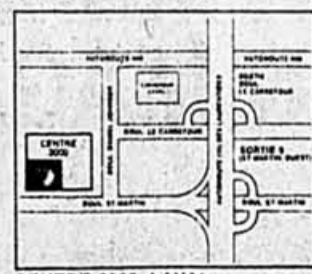
Beau comme le jour
Bon comme du bon pain
Frais comme un sourire

**RABAIS DE DÉBUT
DE SEMAINE:**

GROS
CROISSANTS
ACHETEZ EN 6
POUR
ET OBTENEZ-EN
GRATUITEMENT 2

ACHETEZ 1
BAGUETTE
A .89
ET OBTENEZ-EN 1
GRATUITEMENT

QUANTITÉ
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités ou de substituer un produit de qualité comparable. Pas de vente aux marchands. Prix en vigueur jusqu'à la fermeture du magasin lundi le 1er avril au mercredi 3 avril 1995.



CENTRE 2000, LAVAL

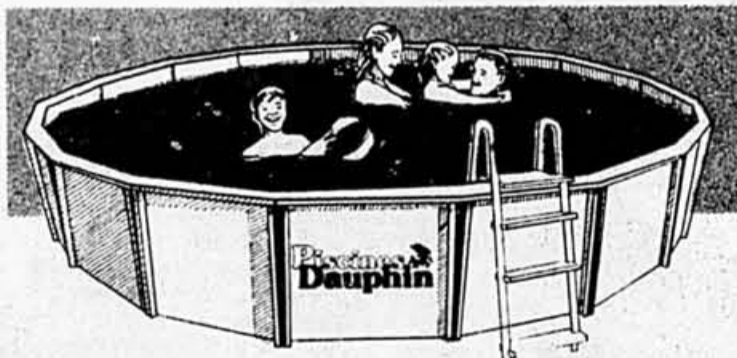
**MARCHÉ
DU JOUR**

Le meilleur... meilleur marché

5 mois de vacances pour 195\$*

*basé sur le prix d'une piscine équipée à 1945\$, amorti sur une période de 10 ans.

Une piscine Dauphin, c'est du plaisir,
du soleil et 5 mois de vacances pour toute
la famille pendant des années et des années...
QUALITÉ GARANTIE sur tous nos modèles de piscines!



- entièrement en aluminium
- 100% à l'épreuve de la rouille
- vous achetez directement du fabricant
- 20 ans d'expérience pour mieux vous servir

**Piscines
Dauphin**

**...pour 5 mois de vacances
année après année...**

MONTREAL	RIVE SUD	LAVAL	REPENTIGNY
2170, boul. Laurentien (voisin de Canadair) Tél.: 332-6060	3919 est, boul. Taschereau (face aux Galeries Taschereau) Tél.: 676-4020	2009 Autoroute 440 (coin Le Corbusier) Tél.: 682-3100	(Nouveau magasin) 190, rue Notre-Dame Tél.: 582-2020

Heures d'ouverture: Lun. au Mer.: 9h à 18h—Jeu. et Ven.: 9h à 21h—Sam.: 9h à 17h—Dim.: 13h à 17h.

**Un
pasteur
renvoyé
poursuit
son
Église**

■ TORONTO (PC) — Un ministre de la United Church, congédié il y a trois ans, à St. Thomas, en Ontario, a entrepris des procédures pour être réinstallé dans ses fonctions et toucher les \$50 000 qu'il a perdus en salaire.

Le Rév. Eitel Lindemberger, destitué en raison du langage qu'il employait en chaire, sa façon de se vêtir, etc., soutient que les motifs étaient faux ou insuffisants et que, lors de ses appels à cinq niveaux de la hiérarchie de l'Église, on n'a pas vraiment écouté ce qu'il avait à dire.

Le procès se poursuit en Cour de division.

**PROBLÈME
avec
L'ALCOOL?**

Si vous voulez être aidé,
appelez tout de suite au:

**PAVILLON DU NOUVEAU
POINT DE VUE
652-3981**

Nos conseillers vous aideront à retrouver le bonheur dans une sobriété permanente. Nous sommes situés à Varennes au bord du fleuve à 20 km de Montréal.